

GÉRALD FILLION  
FRANÇOIS DELORME

# L'ÉCONOMIE C'EST PAS COMPLIQUÉ

COMPRENDRE L'ACTUALITÉ



Bitcoin. Bébé-b  
Bulle. Capital. C  
Chaîne de Pon  
Déconsommatio  
Écotaxe. Entre  
Fractionnemen  
Krach. Gestion  
Paradis fiscal. P  
Pic pétrolier. Po  
Précarité. Produ  
REER, REEE, C  
Responsabilité  
Retraite dorée.  
Schiste. Salaire  
Start-up. Protec  
Un pour cent. U  
Utilisateur-pay  
be à lait. Vie  
utilisat  
velo  
mar  
Méc  
p  
c  
D  
e  
o



GÉRALD FILLION  
FRANÇOIS DELORME

# L'ÉCONOMIE C'EST PAS COMPLIQUÉ

COMPRENDRE L'ACTUALITÉ



Bitcoin. Bébé-bulle. Capital. Chaîne de Ponzi. Déconsommation. Écotaxe. Entreprenariat. Fractionnement. Krach. Gestion. Paradis fiscal. Pic pétrolier. Précarité. Productivité. REER, REEE, Responsabilité. Retraite dorée. Schiste. Salaire. Start-up. Protection. Un pour cent. Utilisateur-payeur. Vieillesse à lait. Vieillesse. Vélo. Manque. Médicaments. Pénurie. Dérèglement.

GÉRALD FILLION  
FRANÇOIS DELORME

# **L'ÉCONOMIE C'EST PAS COMPLIQUÉ**

COMPRENDRE L'ACTUALITÉ

LES ÉDITIONS **LA PRESSE**

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada**

Fillion, Gérald

L'économie c'est pas compliqué : comprendre l'actualité

ISBN 978-2-89705-421-2

1. Économie politique - Ouvrages de vulgarisation. 2. Abécédaires. I. Delorme, François. II. Titre.

HB173.F542 2016 330 C2016-940174-X

Présidente : Caroline Jamet

Directeur de l'édition : Jean-François Bouchard

Directrice de la commercialisation : Sandrine Donkers

Responsable gestion de la production : Carla Menza

Communications : Marie-Pierre Hamel

Éditrice déléguée : Sylvie Latour

Conception de la couverture : Philippe Tardif

Conception et montage intérieur : Célia Provencher-Galarneau

Révision linguistique : Sophie Sainte-Marie

Correction d'épreuves : France Lafuste

Photos des auteurs : Marco Campanozzi

Conversion au format EPUB : Samiha Hazgui

L'éditeur bénéficie du soutien de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour son programme d'édition et pour ses activités de promotion.

L'éditeur remercie le gouvernement du Québec de l'aide financière accordée à l'édition de cet ouvrage par l'entremise du Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres, administré par la SODEC.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC).

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication.

Financé par le  
gouvernement  
du Canada

| **Canada**

© Les Éditions La Presse  
TOUS DROITS RÉSERVÉS  
Dépôt légal — 1<sup>er</sup> trimestre 2016  
ISBN (imprimé) 978-2-89705-421-2  
ISBN (EPUB) 978-2-89705-422-9  
ISBN (PDF) 978-2-89705-423-6

LES ÉDITIONS **LA PRESSE**  
Les Éditions La Presse  
7, rue Saint-Jacques  
Montréal (Québec)  
H2Y 1K9

Les notes de bas de page des sujets abordés sont regroupées  
à la fin de chaque document.

*Aux professeurs, essentiels*

*[...] il faut apprendre à apprendre, parce qu'on devra s'instruire sans fin tout le long de la vie.*

Rapport Parent

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

## Avant-propos

1. Assouplissement quantitatif
2. Austérité
3. Bébé-boumeurs
4. Big mac (indice)
5. Bitcoin
6. Bulle
7. Capital
8. Cartel
9. Chaîne de ponzi
10. Chine
11. Classe moyenne
12. Déconsommation
13. Décrochage
14. Décroissance
15. Déflation
16. Dématérialisation
17. Développement durable
18. Économie du partage ou économie collaborative
19. Écotaxe
20. Entrepreneuriat
21. Externalité
22. Fonds de travailleurs
23. Fractionnement du revenu
24. Gestion de l'offre
25. Grèce
26. Homo economicus
27. Iconomie
28. Immigrant investisseur
29. Inégalités
30. krach



- 31. Libre-échange
- 32. Médias sociaux
- 33. Mégadonnées
- 34. Ménages
- 35. Néolibéral
- 36. Niveau de vie et qualité de vie
- 37. Nuage
- 38. Obésité
- 39. Offre et demande
- 40. Paradis fiscal et ses amis, l'évitement et l'évasion
- 41. Pétro-dollar
- 42. Pic pétrolier
- 43. Pouvoir d'Achat
- 44. Précarité
- 45. Prix à la pompe
- 46. Productivité
- 47. Protectionnisme
- 48. REER, REEE, CELI et autres formidables acronymes
- 49. Récession
- 50. Réindustrialisation
- 51. Responsabilité sociale
- 52. Retraite dorée
- 53. Robotisation
- 54. Salaire minimum
- 55. Schiste
- 56. Start-up
- 57. Un pour cent
- 58. Utilisateur-payeur
- 59. Vache à lait
- 60. Vieillesse

Glossaire

Index

Remerciements

---

# AVANT-PROPOS

---

Trop souvent, on présente les nouvelles économiques comme un sujet aride, difficile à expliquer et à comprendre. C'est un sujet certainement complexe qui demande un effort de vulgarisation et de mise en contexte. Mais il est fondamental de s'y intéresser. Les journalistes, les économistes, les professeurs ont un rôle à jouer dans l'éducation économique et financière ainsi que dans l'intérêt que ces enjeux doivent susciter.

Au Québec, selon Influence Communication, 6 % des nouvelles traitées en 2015 étaient liées à l'économie et aux affaires. Dans l'ensemble du Canada, le taux était de 9 %. Et dans le monde, de 12 %. Il y a un vrai problème. Parler d'économie, ce n'est pas que la présentation des tableaux boursiers ou le calcul de ses droits annuels d'investissement dans un REER !

L'économie, c'est aussi le niveau et la qualité de vie d'une population qui augmentent avec une hausse du taux de diplômés du secondaire, avec des actions concrètes de réduction des gaz à effet de serre ou encore avec la mise en place d'une politique culturelle qui a pour but de stimuler la création et de soutenir les artistes. L'économie, c'est notre pouvoir d'achat, nos conditions de travail et notre capacité à accéder à la propriété. C'est également la qualité des services de transport en commun dans notre région, l'accès à Internet, à la téléphonie mobile et aux technologies. C'est l'économie sociale, l'achat local, les paniers bios et les incitatifs fiscaux pour les entrepreneurs. C'est la qualité de l'eau, de l'air, l'accès aux ressources, aux infrastructures et à une main-d'œuvre qualifiée.

C'est large, l'économie ! Et ça vous concerne ! Non seulement devrions-nous en parler davantage dans les médias et les écoles, mais il nous faut saisir, en tant que citoyens, que de nous ouvrir aux enjeux économiques, d'écouter, de consulter, de lire et de poser des questions, c'est nous engager, nous impliquer, nous donner une vraie chance de participer à la société, et non de subir les événements comme étant des fatalités que nous ne comprenons pas et qui nous paralysent !

Ce mot d'introduction est un appel à l'ouverture, à l'éducation et à la connaissance. Vous avez entre les mains un livre écrit par deux auteurs désireux de rendre accessibles des enjeux qui peuvent paraître, au premier abord, rébarbatifs. Nous croyons qu'une société mieux informée, plus éduquée, qui lit

davantage et qui débat a des chances d'être plus heureuse et plus riche à tous les points de vue.

Ce livre, comme le premier que nous avons publié en 2014, n'a pas la prétention de faire le tour de tous les sujets. Au contraire même, cet ouvrage est une invitation à en ouvrir d'autres. Il y a, au fil des pages, plusieurs références qui pourraient vous intéresser. Soyez vigilants, toutefois. Dans les méandres d'Internet, on trouve une foule d'informations ; plusieurs sont vraies, mais beaucoup sont malheureusement fausses. Consultez des sources fiables, connues, établies. Et méfiez-vous des sites alarmistes, qui parlent de complot ou de fin du monde !

Tout simplement, bonne lecture !

*Gérald Fillion*

*François Delorme*

---

# ASSOUPPLISSEMENT QUANTITATIF

---

Rien à voir avec l'assouplisseur que vous mettez dans votre sècheuse ! L'expression est technique, mais le concept, vous le connaissez : l'assouplissement quantitatif est l'équivalent de faire fonctionner la « planche à billets ». Depuis le début de la **crise financière\***, qui s'est véritablement enclenchée par la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers en septembre 2008, les banques centrales des États-Unis, d'Europe et du Japon ont injecté des milliers de milliards de dollars dans les marchés financiers afin de stimuler les échanges, le **crédit**, la consommation, donc l'économie en général. Cette forme d'intervention est inhabituelle. C'est un outil exceptionnel pour tenter de stimuler une hausse des prix, ce qui signifierait alors une remontée de la croissance économique.

\* La définition des mots en gras se trouve dans le glossaire.

Aux États-Unis, la crise financière et la **Grande Récession** ont poussé la Réserve fédérale à adopter une série de mesures d'urgence : baisse du **taux directeur** à 0, puis injection massive d'argent dans les marchés financiers. Au total, entre 2007 et 2015, les actifs détenus par la Réserve fédérale sont passés de 1 000 à 4 500 milliards de dollars, résultat de 3 programmes d'assouplissement

quantitatif (lancés en 2008, en 2010 et en 2012)<sup>1</sup>. C'est révélateur de l'importance de la crise financière qu'on a connue et dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.



#### ACTIFS DÉTENUS PAR LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINNE



Source : Réserve fédérale américaine, New York Times

Alors, comment la banque centrale s’y prend-elle pour injecter tout cet argent ? Ce sont en fait des achats d’obligations du gouvernement des États-Unis. La **banque centrale** intervient dans le marché obligataire en ajoutant de l’argent dans le système en se procurant des **obligations** qui sont émises par le gouvernement américain. C’est un peu pour cela qu’on se permet d’utiliser l’image de la « planche à billets » même si, dans les faits, la banque centrale n’est pas en train d’imprimer de nouveaux billets. Tout n’est qu’écriture comptable<sup>2</sup> !

Cette intervention aide à maintenir les **taux d’intérêt** bas et à conserver un niveau de confiance élevé dans les marchés financiers. L’ajout de capitaux stimule cette confiance, alimente les prêts et les investissements, et, à terme, fait croître le PIB. Du moins, c’est l’objectif poursuivi par les autorités monétaires.



La Banque centrale d'Europe a aussi lancé, en 2015, un programme d'achats d'obligations émises par les gouvernements de la zone euro. Avec des achats qui peuvent atteindre 60 milliards d'euros par mois, ce sont plus de 1000 milliards d'euros qui auront été injectés dans les marchés avant la fin de 2016 par la banque centrale<sup>3</sup>. Pourquoi ? Pour éviter une chute des prix, une **déflation** qui aurait des conséquences absolument néfastes sur les économies européennes.

Certains économistes craignent que cette addition colossale d'argent ne vienne créer une dépendance des marchés envers cette source financière. Selon plusieurs experts, cela pourrait provoquer une hausse importante de l'**inflation** puisque l'abondance d'argent disponible peut pousser les fournisseurs et les commerçants à augmenter leur prix.

À la fin 2015, la Réserve fédérale américaine a augmenté pour la première fois depuis 2006 son taux directeur sans provoquer de panique sur les marchés financiers. En fait, c'est pour que l'argent circule davantage que la banque centrale intervient massivement dans les marchés. C'est comme si elle ajoutait de l'huile dans le moteur de l'économie afin qu'il y ait plus de prêts, plus de transactions, plus de dépenses. Il faut préciser tout de même qu'une partie seulement de cet argent injecté se traduit par une stimulation de l'économie. Les banques ont sensiblement augmenté leurs réserves monétaires depuis 2007 en raison notamment des exigences internationales un peu plus élevées qui leur sont imposées afin d'éviter que l'État soit obligé de « sauver les banques » si une

autre crise survient<sup>4</sup>.

On ne peut nier que ce qui se passe depuis 2008 démontre bien le caractère unique de la **crise financière** et économique qui a secoué une bonne partie de la planète. L'intervention exceptionnelle et massive des pouvoirs publics a été telle qu'on peut se demander s'il ne faut pas craindre une autre crise financière, encore plus forte. On va laisser les futurologues se perdre en conjectures...

- 
1. <http://www.economist.com/blogs/economist-explains/2015/03/economist-explains-5>;  
<http://www.desjardins.com/ressources/pdf/cr1403-f.pdf?resVer=1395944087000> ;  
[http://www.nytimes.com/2014/10/30/upshot/quantitative-easing-is-about-to-end-heres-what-it-did-in-seven-charts.html?\\_r=0&abt=0002&abg=0](http://www.nytimes.com/2014/10/30/upshot/quantitative-easing-is-about-to-end-heres-what-it-did-in-seven-charts.html?_r=0&abt=0002&abg=0)
  2. Fillion, G. et Delorme, F., *Vos questions sur l'économie*, Montréal, Éditions La Presse, 2014, p. 83.
  3. <http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20150309tribf32912aaa/la-bce-lance-officiellement-son-assouplissement-quantitatif.html>
  4. <http://johnhcochrane.blogspot.ca/2014/09/a-few-things-fed-has-done-right-oped.html>

---

# AUSTÉRITÉ

---

On a l'impression que tout a été dit sur l'austérité. Mais prenons un peu de recul et revenons à la base du sujet, éloignons-nous des discours politiques, partisans et teintés d'**idéologie**. Le mot existe, il est employé partout dans le monde. Alors, de quoi est-il question au juste ? Et pourquoi ce mot est-il perçu si négativement ?

D'abord, loin des débats actuels, deux dictionnaires usés sur notre table de travail nous parlent un peu d'austérité. *Le Petit Larousse illustré* de 1996, en couleurs s'il vous plaît, nous dit ceci : « ÉCON. Politique d'austérité, visant à la diminution des dépenses de consommation<sup>1</sup>. » Quant au *Petit Robert 1* de 1981, il n'évoque pas de définition à caractère économique, mais relève plusieurs synonymes, dont sévérité, dureté, rigidité, rigueur, antonyme de facilité et de plaisir<sup>2</sup>. Le ton est donné, donc.

L'économiste québécois Pierre Fortin affirme que l'austérité, pour un gouvernement, c'est « un budget dans lequel l'État vise à réduire la partie de son **solde budgétaire** qu'il contrôle en ralentissant ses dépenses et/ou en haussant ses impôts<sup>3</sup> ». C'est ce qu'ont fait de nombreux pays depuis 2008, plusieurs sous la pression des autorités européennes. On pense à la Grèce, bien sûr, au Portugal, à l'Irlande, à l'Espagne.

C'est également le cas au Québec, dit Pierre Fortin. Pour l'exercice 2015-2016, le gouvernement de Philippe Couillard a prévu une réduction du « déficit budgétaire qu'il contrôle », ce qu'on appelle aussi le **solde structurel**, d'environ 1 % de son économie : réduction de 3,3 milliards de dollars sur un PIB réel d'environ 330 milliards de dollars. C'est l'un des degrés d'austérité les plus élevés du monde, selon l'économiste émérite de l'UQAM.



L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) abonde dans

le même sens. L'organisme a créé un « Observatoire des conséquences des mesures d'austérité au Québec » où il répertorie toutes les compressions effectuées et leur valeur<sup>4</sup>.

Dans une étude publiée en juin 2015, l'Institut du Québec, dirigé par l'ancien ministre des Finances Raymond Bachand, rejoint Pierre Fortin sur le constat avec des chiffres qui sont toutefois légèrement différents : « Pour 2015-2016, l'impact sur le PIB de la réduction du déficit structurel de 2,5 milliards de dollars serait de l'ordre de 1,3 milliard à 3,2 milliards de dollars (de 0,5 % à 1 % du PIB). » Cela dit, les auteurs du rapport, Mia Homsy et Sonny Scarfone, affirment qu'il faut mettre ces années de rigueur ou d'austérité en contexte et soulignent que, de 2003 à 2016, « le gouvernement aura contribué à stimuler directement l'économie à hauteur de 3,5 milliards de dollars<sup>5</sup> ».

Dans sa Mise à jour de novembre 2015, le gouvernement du Québec projetait que les politiques de consolidation budgétaire mises en place (surtout par le biais de compressions des dépenses de programmes) l'amèneraient à réduire le **ratio** de la **dette** au PIB de 55,1 % du PIB en 2014-2015 à 50,6 % en 2019-2020.

En Europe, une analyse effectuée par des chercheurs de la Banque centrale européenne (BCE) soutient que l'austérité a des répercussions positives « à moyen et à long terme » et que de ne regarder que les répercussions à court terme représente une « vision étroite » de cet enjeu. « La consolidation contribue à une amélioration permanente de l'équilibre du budget structurel, alors que la détérioration de la croissance n'est que temporaire<sup>6</sup>. »

Cette conclusion d'experts de la BCE vient répondre aux critiques qui affirment que les mesures d'austérité imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et les autorités européennes à des pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal ont amplifié la récession. Il faut dire que l'austérité a mauvaise presse parce qu'il y a eu certaines erreurs d'appréciation au cours des dernières années.

En 2013, des chercheurs de l'Université du Massachusetts ont démontré que deux économistes de renom de l'Université Harvard avaient fait des erreurs de codage dans une étude qu'ils avaient publiée trois ans auparavant sur l'impact néfaste d'une dette élevée sur la croissance économique. Cette étude avait été citée maintes fois par des gouvernements qui tentaient de justifier leurs mesures d'austérité<sup>7</sup>.

Et puis, toujours en 2013, l'ancien économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, a admis avoir sous-estimé l'effet négatif des mesures d'austérité<sup>8</sup>.



D'ailleurs, les réflexions du FMI ont évolué dans les dernières années. En juin 2015, le FMI émettait un message contrastant avec la ligne traditionnelle à propos de l'austérité : « La dette ? Ne vous en préoccupez pas trop<sup>9</sup> ! » Bien sûr, dit le FMI en substance, certains pays doivent réduire leur endettement de façon urgente (Grèce, Italie, Japon, entre autres), mais beaucoup devraient se prévaloir des taux d'intérêt exceptionnellement bas pour leurs besoins en financement, apprendre à vivre avec l'endettement, mettre l'austérité sévère en veilleuse et laisser l'endettement par rapport au PIB diminuer avec le temps, à mesure que leur économie croît, tout en respectant une bonne hygiène budgétaire.

Alors que les ardents défenseurs d'une politique de stimulation de la croissance que sont Joseph Stiglitz et Paul Krugman l'affirment depuis des années, *The Economist* écrivait le 13 juin 2015 que « la croissance est meilleure que l'austérité comme politique visant à ramener les dettes sous contrôle. Les gouvernements devraient concentrer leurs énergies sur des réformes nécessaires du marché des produits et du marché du travail<sup>10</sup>. » *The Economist* réaffirme ici son *credo* en faveur du marché et l'impose comme solution bien plus efficace pour réduire la dette que l'austérité.



Un pays comme la Grèce a croulé sous l'austérité avec un PIB qui a chuté de plus du quart en quelques années. Toutefois, le Royaume-Uni, qui a aussi vécu des années d'austérité, a vu son économie croître depuis la crise. L'impact a été dévastateur dans les services sociaux<sup>11</sup>, mais les conservateurs ont été réélus, majoritaires de surcroît, au printemps 2015. Les États-Unis, en retour, qui ont joué d'austérité et de relance par le truchement d'investissements, de mesures de protectionnisme et d'injections massives d'argent dans les marchés financiers par la banque centrale, ont connu l'une des plus fortes croissances depuis 2009 parmi les pays riches.

À gauche comme à droite, on est capable de définir ce qu'est l'austérité. L'effet réel des mesures d'austérité adoptées depuis 2008, toutefois, demeure à être évalué. Si les économistes réussissent à tirer des évaluations à court terme, on ne

peut que se fier à des projections pour ce qui est des conséquences à long terme.  
Sommes-nous dans un débat sans fin ?

- 
1. *Le Petit Larousse illustré*, 1996, p. 105.
  2. *Le Petit Robert*, 1981, p. 132.
  3. <http://www.lactualite.com/actualites/politique/le-quebec-un-champion-mondial-de-lausterite/>
  4. <http://austerite.iris-recherche.qc.ca>
  5. Institut du Québec, « Croissance économique et austérité, l'heure juste sur la situation du Québec », juin 2015 :  
[http://www.conferenceboard.ca/Libraries/PUBLIC\\_PDFS/7175\\_IdQ\\_CroissanceEconometique-RPT.sflb](http://www.conferenceboard.ca/Libraries/PUBLIC_PDFS/7175_IdQ_CroissanceEconometique-RPT.sflb)
  6. <http://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpops/ecbop162.en.pdf>
  7. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2013/04/18/003-etude-harvard-erreurs.shtml>
  8. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2013/01/08/laveu-troublant-des-experts-du-fmi/>
  9. Ostry, J., Ghosh, A. R. et Espinoza, R., *When should public debt be reduced*, IMF Staff Discussion Note, Juin 2015. Ce n'est pas la première fois que le FMI adopte un tel *credo* : voir Abiad, A., Furceri, D. et Topalova, P., « The Time Is Right for an Infrastructure Push », *IMF Survey Magazine*, septembre 2014, pour un appel à davantage d'endettement et à moins d'austérité pour le financement d'infrastructures publiques.
  10. <http://www.economist.com/news/leaders/21654053-it-only-matter-time-next-recession-strikes-rich-world-not-ready-watch>
  11. <http://www.ft.com/cms/s/2/5fcbd0c4-2948-11e5-8db8-c033edba8a6e.html#axzz3gQzfpQH9>

# B

---

## BÉBÉ-BOUMEURS

---

Une partie des jeunes générations vouent aux boumeurs une hostilité à peine voilée, les accusant de s'être offert des régimes de retraite en or, de les avoir endettés et de leur léguer une planète à bout de souffle. En retour, certains des hommes et des femmes issus de la génération du bébé-boum ne se gênent pas pour traiter les plus jeunes d'enfants-rois, d'individualistes sans attaches ni appartenance.

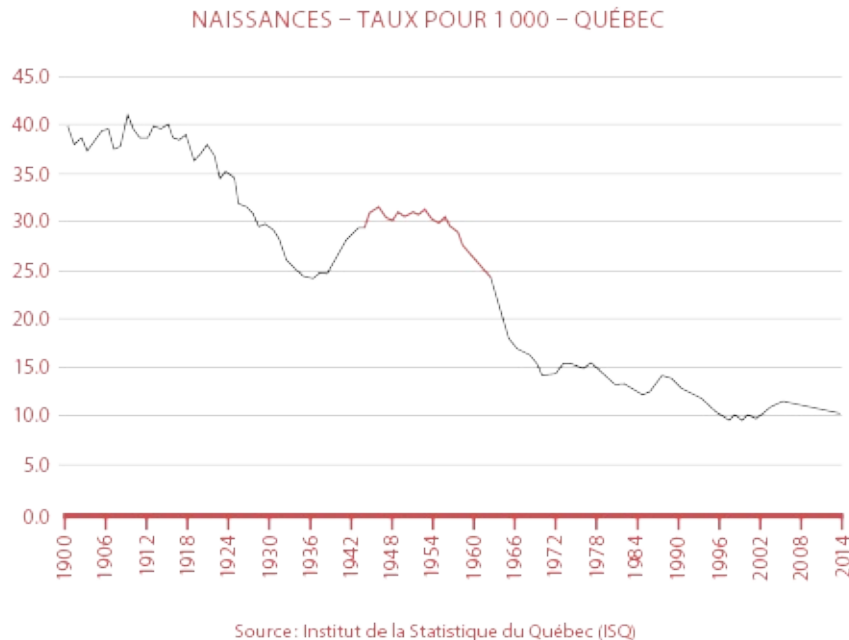
Dans ce conflit des générations, il y a certainement du vrai, même si les préjugés nous obstruent souvent la vue sur la réalité et les faits !

Qui sont donc les « bébé-boumeurs » (expression retenue par l'Office québécois de la langue française (OQLF) pour parler des *baby-boomers*) ? Bien qu'il n'y ait pas de définition absolue du terme, on s'entend généralement pour dire qu'il s'agit ici des gens qui sont nés après la Seconde Guerre mondiale, de 1946 à 1964 ou 1965, mais il y a débat. Vous avez aujourd'hui 55, 60, 65, 70 ans, vous êtes un bébé-boumeur ! Et vous êtes peut-être déjà à la retraite !

Si vous n'avez pas adhéré à la mode de l'amour libre ou si vous n'avez pas assisté à un concert des Beatles, comme les bébé-boumeurs se plaisent à le rappeler (« J'étais là, moi ! »), rassurez-vous, le sociologue Louis Chauvel vient à votre rescousse en distinguant le premier bébé-boum (1945-1955) du second (après 1955). Ainsi, si vous êtes né après 1955, vous pouvez considérer que vous faites également partie de la « génération sacrifiée », c'est-à-dire de celle qui est entrée sur le marché du travail dans une période où la conjoncture économique

n'était plus aussi faste<sup>1</sup>.

Le graphique ci-dessous illustre le bébé-boum qu'a connu le Québec. Dès les années 30, le nombre de naissances par tranche de 1000 habitants croît pour revenir, dans les années 40 et 50, à des niveaux qu'on avait vus au début du xx<sup>e</sup> siècle. Cette poussée des naissances n'a cessé de décliner par la suite jusqu'aux années 2000, où le nombre de naissances par 1000 habitants s'est stabilisé, puis a augmenté légèrement<sup>2</sup>.



---

#### « ILS ONT TOUT EU ! »

---

Ces mots résument la pensée de plusieurs à propos des bébé-boumeurs. On leur reproche ou on les envie :

- d'avoir grandi dans l'opulence des années d'après-guerre (que l'on appelle les « trente glorieuses », de 1945 à 1975) et de n'avoir presque jamais connu le chômage ;
- d'avoir profité d'un système de protection sociale étendu et blindé, dont ils bénéficient encore aujourd'hui ;
- d'avoir creusé et laissé une dette publique qu'ils n'auront pas à rembourser ;

- de profiter aujourd'hui de grasses retraites payées par les nouvelles générations qui ne pourront pas, elles, y prétendre ;
- d'être surreprésentés au sein des pouvoirs politiques, de sorte que ce sont leurs intérêts qui sont souvent mis de l'avant, consciemment ou non.

D'ailleurs, au lendemain des élections québécoises de 2014, la moyenne d'âge des députés était de 51,5 ans. Environ un parlementaire sur 5 était âgé de 60 ans ou plus. Une majorité de députés avait de 40 à 59 ans. Le groupe des 20 à 39 ans ne représentait que 15 % de l'ensemble des députés. Les cabinets politiques, là où se prennent les vraies décisions, ont une tendance générale au vieillissement depuis les années 70 : leurs membres sont passés du début de la quarantaine au début de la cinquantaine, tous partis confondus.

Malgré le jeune âge du premier ministre du Canada Justin Trudeau, porté au pouvoir à 43 ans en octobre 2015, l'âge moyen de son cabinet est, comme au Québec en 2014, de 51 ans<sup>3</sup>. L'âge moyen des 338 députés de la nouvelle législature fédérale est de 50,5 ans.

Non seulement les bébé-boumeurs détiennent une bonne partie du pouvoir politique, mais ils sont aussi relativement plus riches :

- Les bébé-boumeurs canadiens sont moins endettés que les plus jeunes. Les premiers avaient en 2012 une dette moyenne de 84 800 \$, tandis que les moins de 35 ans étaient endettés à hauteur de 114 700 \$<sup>4</sup>. Selon la Banque du Canada, quel que soit l'angle de vue de l'endettement, la génération des bébé-boumeurs profite d'une situation plus enviable que celle des plus jeunes<sup>5</sup>. Le recours moindre au crédit hypothécaire explique en grande partie le phénomène.
- Quand on tient compte du patrimoine et de la valeur des actifs, les bébé-boumeurs affichent une valeur nette (c'est-à-dire les actifs moins les dettes) de 792 300 \$ en 2012, ce qui est presque 5 fois plus élevé que la valeur nette des moins de 35 ans (157 400 \$)<sup>6</sup>.

Toutefois, ce portrait enviable cache une réalité moins rose. Comme le soulignait le rapport D'Amours sur l'avenir des retraites au Québec en 2013, le taux



d'épargne général, pour bien des familles, est insuffisant à la retraite<sup>7</sup>. En effet, environ 50 % des travailleurs n'ont pas accès à un régime de retraite établi par l'employeur, ce qui rend plus difficile l'accumulation d'une épargne suffisante pour la retraite. De plus, 30 % des travailleurs n'ont aucune épargne personnelle<sup>8</sup>.

Aujourd'hui, un débat est engagé sur l'avenir des régimes de retraite et l'âge de la retraite. Les gouvernements cherchent, à tort ou à raison, à réduire la pression sur les régimes et adoptent des politiques favorisant une plus grande contribution des travailleurs à leur épargne de retraite et le maintien ou le retour en emploi des personnes de plus de 60 ou 65 ans, les « travailleurs expérimentés ».

Cela dit, on entend souvent dire du côté des bébé-boumeurs que cet affrontement sur l'équité intergénérationnelle est un faux débat : les jeunes générations peuvent aujourd'hui bénéficier d'un tissu social qu'ils ont bâti et financé, notamment l'assurance maladie, l'assurance médicaments ou les garderies subventionnées.

Il reste que cette guerre des générations n'est pas sans fondement. Nos politiciens ont été ambitieux, mais peut-être aussi ont-ils manqué de prévoyance et de clairvoyance. Les congés de cotisations offerts parce que les régimes étaient bien capitalisés (on pourrait dire en surplus) relevaient d'une insouciance par rapport aux marchés, comme si les bons rendements étaient éternels et comme si les changements démographiques prévisibles n'allaient pas se produire !

---

1. <http://louis.chauvel.free.fr/mondegeneration.htm>

2. <http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/population-demographie/naissance-fecondite/401.htm>. Les années 2012, 2013 et 2014 étaient encore considérées comme des prévisions par l'ISQ au moment de mettre sous presse.

3. <http://www.lop.parl.gc.ca/ParlInfo/Lists/ParliamentarianAge.aspx?Menu=Federal-TheMinistry&Parliament=&Chamber=DB1C51C0-BBC3-4495-B611-F375B08F3AE8&Section=Default&Gender=&Name=&Province=&Party=>

4. Calculs des auteurs basés sur Statistique Canada, *Enquête canadienne sur la sécurité financière*, tableau 205-0002, 2012.

5. <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2012/02/revue-bdc-hiver11-12-crawford.pdf>

6. Calculs des auteurs basés sur Statistique Canada, *Enquête canadienne sur la sécurité financière*, tableau 205-0002, 2012.

7. [http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/services/publications/avenir\\_systeme\\_retraite/Pages/avenir\\_systeme](http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/services/publications/avenir_systeme_retraite/Pages/avenir_systeme)

8. <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2012-2013/fr/documents/Retraite.pdf>



---

## BIG MAC (INDICE)

---

Le Big Mac a-t-il la même valeur partout ? La réponse est complexe. Parce qu'en voyageant un peu, vous constatez plusieurs choses : les prix varient, la valeur des devises fluctue, il y a des réalités économiques diverses, il y a des taxes. Une tonne de facteurs entrent en ligne de compte dans l'évaluation des produits. Comment comparer les prix, comment comparer les niveaux de vie ? Réponse donc : en mesurant la valeur du Big Mac !

Il existe de nombreux modèles statistiques compliqués pour tenter de comparer les prix, la valeur des biens, les niveaux de vie et pour déterminer si une devise est surévaluée ou sous-évaluée. Pourtant, on n'arrive pas à trouver des réponses totalement satisfaisantes. Tout de même, en 1986, le magazine *The Economist*, avec une bonne dose d'humour britannique, a astucieusement imaginé une façon bien anglaise et donc pragmatique de résoudre ce problème !

Il est toujours difficile de comparer le prix d'un produit dans deux pays à cause du taux de change et des caractéristiques nationales propres. Prenons un véhicule de marque Dodge Caravan : même si le modèle américain est passablement semblable à celui du Canada, il y a des différences quant aux normes antipollution ou encore en ce qui a trait au degré d'absorption des pare-chocs à basse vitesse. Cela fait en sorte que les modèles ne sont pas parfaitement identiques, ce qui rend la comparaison des prix imparfaite entre les deux modèles.

Ce n'est pas le cas pour un Big Mac, célèbre hamburger de la multinationale McDonald's. Peu importe le pays et les frontières, sa composition est toujours la même. Qu'il soit vendu à Sydney, à Berlin ou à Ankara, un Big Mac, c'est un Big Mac !

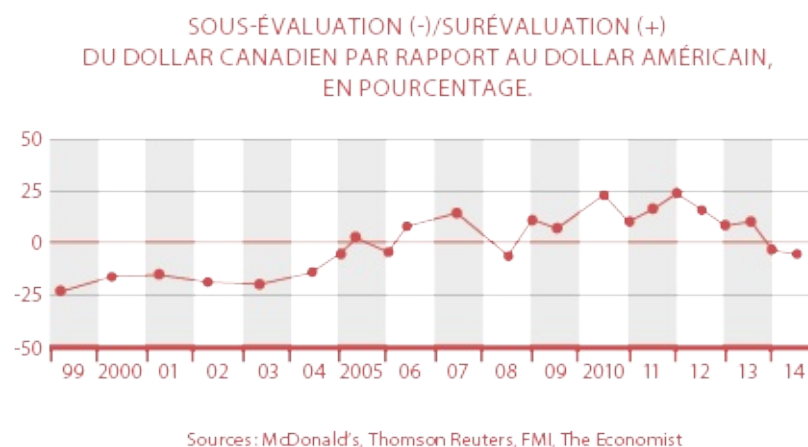
Sa recette unique et sa disponibilité quasiment partout dans le monde ont fait du

Big Mac un candidat idéal à la création d'un **indice** qui permet de comparer sa valeur dans chaque pays. Pour obtenir l'indice Big Mac, on prend le prix du hamburger aux États-Unis, puis on calcule l'équivalent de cette somme en utilisant le taux de change de différents pays.

On compare ensuite le prix demandé pour un Big Mac dans un autre pays, ce qui permet d'observer la valeur de la devise par rapport au dollar américain d'un simple coup d'œil. Si les monnaies étaient toutes égales, le Big Mac aurait la même valeur partout en fonction de ce qu'on appelle en économie la **parité des pouvoirs d'achat**. Conçue à l'origine pour déterminer le taux de change, la parité des pouvoirs d'achat est surtout utilisée aujourd'hui pour comparer les niveaux de vie entre les pays.

Ainsi, en 2015, le prix moyen du Big Mac aux États-Unis était de 4,79 \$ US, alors qu'il était au Canada de 5,85 \$ CAN. En dollars américains, cela donne 4,54 \$ US, soit un écart de 5,3 %<sup>1</sup>. Cela coûte donc moins cher au Canada d'acheter un Big Mac selon l'indice en question. Quand on compare deux produits totalement identiques – et c'est la force de l'indice Big Mac –, on parvient à dresser un certain portrait du niveau de vie de deux pays.

Le graphique à la page suivante nous montre l'évolution du dollar canadien par rapport au dollar américain selon l'indice Big Mac de 1999 à 2015. Au tournant du nouveau siècle, le dollar canadien était largement sous-évalué par rapport au dollar américain, alors qu'il était particulièrement surévalué au début de la dernière décennie. Cela signifie que, basé sur l'indice Big Mac, le niveau de vie des Canadiens était inférieur à celui des Américains durant la première moitié de la période, et supérieur dans la dernière moitié.



Plusieurs spécialistes ont contesté l'indice Big Mac, le qualifiant de simpliste.

Pourtant, personne n'a été capable jusqu'ici de démontrer que cet indicateur était « dans le champ » pour mesurer les différences de niveaux de vie entre pays.

- 
1. *The Economist*, The Big Mac Index, tableau interactif (données disponibles jusqu'à juillet 2015), <http://www.economist.com/content/big-mac-index>, site consulté le 6 janvier 2016.



---

# BITCOIN

---

Les monnaies nous fascinent, probablement parce que leur valeur respective fluctue et que nombre de voyageurs ou d'acheteurs de biens de l'étranger espèrent en tirer un profit, un gain, un avantage. Plusieurs souhaitent également s'extirper du réseau habituel des devises, contrôlé par quelques banques centrales. Dans ce contexte, les nouvelles devises, qui continuent de naître et de mourir, suscitent beaucoup de curiosité et d'attrait. Et le bitcoin en est sans doute l'illustration la plus spectaculaire des dernières décennies.

De quoi s'agit-il d'abord ? Le bitcoin est une devise qui aurait été créée en 2009 par un ou plusieurs développeurs japonais<sup>1</sup>. Le magazine *Newsweek* affirmait en 2014 qu'il s'agissait finalement d'un Américain d'origine japonaise<sup>2</sup>. Cette monnaie est différente du dollar canadien, du dollar américain ou de l'euro, par exemple, pour les raisons suivantes :

- il n'y a pas de banque centrale pour émettre, intervenir et soutenir la monnaie ;
- il n'y a pas de pièces de monnaie ni de billets physiques ;
- il n'y a pas d'assurance dépôt, ni de fonds d'indemnisation en cas d'effondrement ;
- les frais de transaction sont peu élevés ;
- l'émission de bitcoins est limitée (comme l'or !) à 21 millions d'unités<sup>3</sup>.

On peut acheter cette monnaie virtuelle avec des dollars canadiens ou par carte de crédit sur des sites spécialisés ou maintenant en certains endroits où se trouvent des guichets. Elle est toutefois acceptée par un petit nombre de



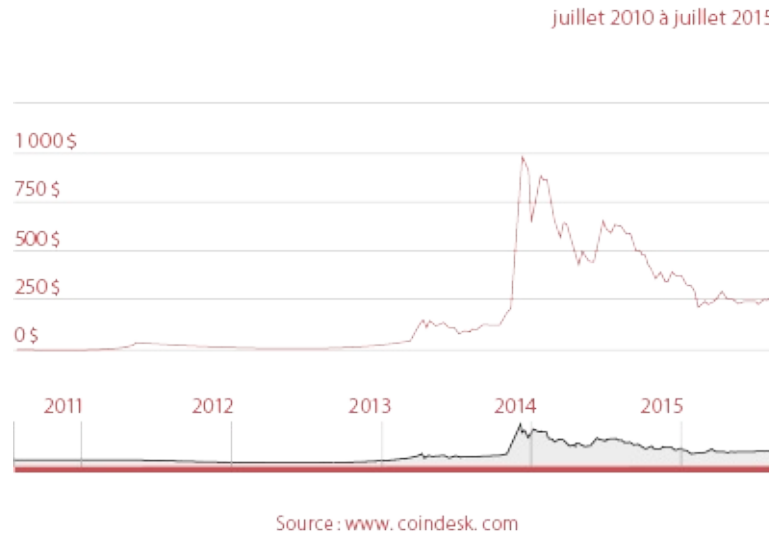
participants. Elle n'a pas de **cours légal**, donc il n'est pas obligatoire pour un vendeur d'accepter cette devise. Cela dit, de grandes marques l'acceptent, notamment des hôtels comme Marriott ou Hyatt. Les bitcoins sont davantage utilisés dans le commerce en ligne que dans la vente au détail physique.

Et puis, il n'est même pas tout à fait clair que le bitcoin soit une véritable monnaie, alors que le Japon considère que les transactions et les gains tirés des investissements en bitcoins devraient être imposables<sup>4</sup>.

Les nouveaux bitcoins sont émis par ce qu'on appelle des « mineurs »<sup>5</sup> qui mettent leur ordinateur en réseau pour assurer les transactions et le calcul de la valeur de la monnaie. Ils perçoivent en retour des frais de transaction et des bitcoins. Vous aurez compris que ce sont les plus fêrus d'Internet qui savent comment s'y prendre pour participer à ce marché ! En restreignant le nombre de bitcoins qui sont émis, il n'y a pas de danger d'inflation à long terme, semble-t-il, mais, selon la Banque de France, « en limitant la quantité maximale de bitcoins pouvant être créés et en faisant fluctuer le rythme de création au cours du temps, les concepteurs ont “organisé” la pénurie de cette monnaie virtuelle et lui ont ainsi conféré son caractère hautement spéculatif<sup>6</sup> ».

Les utilisateurs du bitcoin sont charmés par l'indépendance qu'il procure. Cette devise est hors système et les bitcoins ne peuvent pas être saisis ou contrôlés par une institution financière ou une banque centrale, comme on a pu le voir à Chypre en 2013 ou en Grèce en 2015 alors que les retraits de devises étaient contrôlés et limités par les pouvoirs publics.

## VALEUR DU BITCOIN



Mais comme on le voit dans le graphique ci-haut, le grand danger du bitcoin, c'est la **volatilité**. C'est spéculatif. Par exemple, le bitcoin est passé de 13 \$ en janvier 2013 par rapport au dollar américain à 1200 \$ en novembre de la même année pour tomber ensuite à 600 \$ en décembre. Cela dit, il est clair que toute nouvelle monnaie doit trouver son terrain de confiance et de légitimité, afin d'afficher une certaine stabilité. Il est surtout difficile d'imaginer, aujourd'hui, que ce type de monnaie soit fait pour tout le monde. Mais, même si elles sont marginales, les monnaies virtuelles se multiplient. Certaines meurent en cours de route, d'autres prennent le relais.

Ce type de devise « hors système » n'est pas nouveau. Plusieurs experts ont évoqué la possibilité de soutenir l'introduction de monnaies complémentaires et régionales pour aider à réduire la pauvreté en encourageant la solidarité sociale. Les chercheurs Bernard Lietaer et Magrit Kennedy, dans un livre publié en 2004 en allemand puis traduit en 2008 sous le titre *Monnaies régionales*, écrivaient que « certaines expériences de monnaies complémentaires [...] permettent de recréer des communautés locales ». Ces nouvelles monnaies « seraient en mesure de résoudre de nombreux problèmes, sans peser sur le contribuable local ou sur les budgets nationaux ». Les monnaies régionales ou complémentaires donneraient plus de marge de manœuvre aux différentes communautés et apporteraient un meilleur « équilibre entre les espaces économiques locaux, nationaux et internationaux<sup>7</sup> ».

La question se pose toujours : est-ce porteur d'avenir ou ces monnaies sont-elles vouées à la marginalité ?

1. <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/2014/02/25/32001-20140225ARTFIG00358-tout-ce-qu-il-faut-savoir-sur-le-bitcoin.php>
2. <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/402058/m-bitcoin-aurait-ete-decouvert>
3. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/tag/bitcoins/>
4. [http://www.lemonde.fr/technologies/article/2014/03/07/le-bitcoin-n-est-pas-une-monnaie-et-est-donc-imposable-selon-le-japon\\_4379209\\_651865.html](http://www.lemonde.fr/technologies/article/2014/03/07/le-bitcoin-n-est-pas-une-monnaie-et-est-donc-imposable-selon-le-japon_4379209_651865.html)
5. *Le Figaro*, *op. cit.*
6. *Ibid.*
7. Lietaer, B. et Kennedy, M., *Monnaies régionales*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2008.



---

# BULLE

---

Il y a les bulles de champagne, il y a les bulles que font les enfants en soufflant sur de l'eau savonneuse, il y a aussi les bulles, appelées « phylactères », dans les bandes dessinées pour faire parler les personnages. Mais bon, ici, il ne sera pas question de ces bulles-là ! En économie, une bulle peut faire comme une bulle de savon, elle peut éclater ! Mais les conséquences sont alors incommensurablement plus graves !

En 2000, c'est la bulle technologique qui a éclaté. Vous vous en souvenez bien si vous aviez des actions de Nortel Networks dans vos investissements boursiers. En 2006 et dans les années suivantes, c'est la bulle immobilière aux États-Unis qui s'est violemment dégonflée, conduisant à la crise financière la plus importante en près d'un siècle. Aujourd'hui, certains évoquent la présence d'une bulle des ressources, d'une bulle chinoise, d'une bulle d'endettement ou d'une bulle boursière alimentée par les milliers de milliards de dollars injectés dans les marchés par les banques centrales depuis 2008.

Ce qui mène à une bulle, c'est une surévaluation des actifs dont il est question. Cet engouement est dû à un effet de mode, à une évaluation trop optimiste des projections d'avenir pour les biens, les actions ou les investissements visés. Il y a une sorte d'exubérance irrationnelle qui s'installe, pour reprendre l'expression inventée (dans sa baignoire !) par l'ancien président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan<sup>1</sup>.



Dans sa biographie, l'homme qui a dirigé la Fed de 1987 à 2006 raconte combien il est difficile de prévoir les bulles. Alors que l'indice boursier Nasdaq avait doublé de valeur en un peu plus d'une année (d'août 1998 à novembre 1999), Alan Greenspan affirme que les dirigeants de la Réserve fédérale se sont posé la question suivante : « Comment distinguer un essor économique sain, palpitant, et une bulle boursière spéculative, extravagante, mue par les aspects les moins reluisants de la nature humaine<sup>2</sup> ? » Question sans réponse de toute évidence, car il écrit plus loin : « Je m'étais rendu compte que nous ne serions jamais capables d'identifier l'exubérance irrationnelle avec certitude, et moins encore d'agir sur elle avant les faits<sup>3</sup>. »

Une bulle peut être circonscrite à un secteur d'activité et avoir un impact limité. Mais elle peut entraîner des conséquences importantes sur les actifs touchés et sur les investisseurs qui y ont placé leurs épargnes. Il peut y avoir un effet de contagion sur d'autres sphères d'activité si la confiance des citoyens et des entreprises est affectée. Elle peut ainsi avoir des répercussions néfastes sur les finances personnelles, les finances publiques et l'économie en général.

Dans le cas de la bulle immobilière aux États-Unis, son éclatement a été dévastateur. Cette bulle a été formée par l'accès à un crédit faible et facile pour les acheteurs de maisons. Bien des analystes ont reproché d'ailleurs à Alan Greenspan d'avoir tardé à remonter les taux d'intérêt pour calmer l'engouement immobilier. Les Américains se sont fortement endettés au tournant des années 2000 et de nouvelles institutions financières ont commencé à offrir des crédits hypothécaires à des ménages qui n'étaient généralement pas acceptés par les banques pour ce type d'emprunt. Pour financer ces hypothèques, des entreprises ont émis sur le marché des titres viciés, vulnérables et risqués, ce qu'on appelle les « *subprimes loans* », soit les prêts à haut risque.

Alors que la Réserve fédérale avait augmenté à 17 reprises son taux directeur entre 2004 et 2006, un retournement de situation s'est produit. Le sommet des prix a été atteint en 2006, les ventes ont commencé à ralentir, puis ont stagné, et

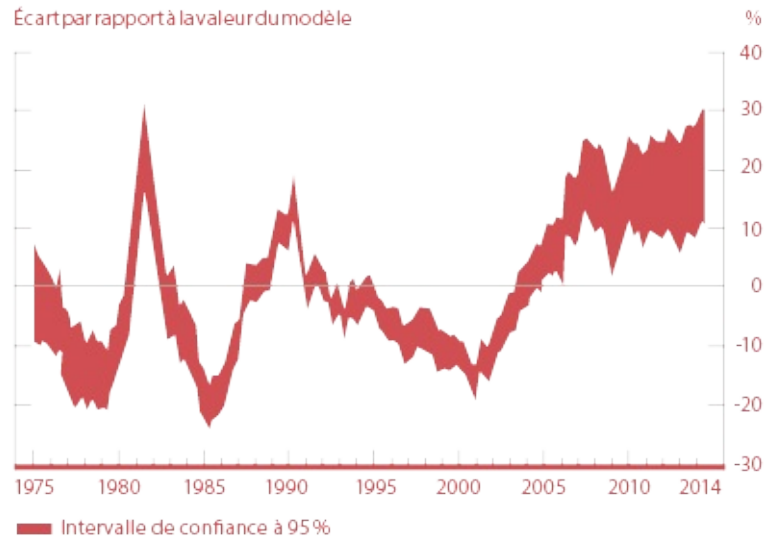
la construction s'est mise à chuter. Les banques ont alors saisi des tonnes de maisons dont les propriétaires n'arrivaient plus à rembourser l'hypothèque. Mais la baisse de valeur a été telle que plusieurs institutions, qui avaient émis des titres risqués (*subprimes*), se sont retrouvées avec des stocks de propriétés dont la valeur était plus faible que les hypothèques à rembourser. Les faillites se sont accumulées, l'éclatement de la bulle immobilière s'est transformé en véritable crise financière, celle qui a mené à la « Grande Récession » de 2008 et 2009, dont on a abondamment parlé.

Aujourd'hui, chez nous, les économistes, la banque centrale<sup>4</sup> et le gouvernement fédéral demeurent prudents dans leur évaluation du risque d'une bulle immobilière. La Banque du Canada a évoqué à quelques reprises les dangers qui guettent le secteur immobilier, en particulier à Vancouver et Toronto, et les possibles répercussions sur l'ensemble de l'économie canadienne. À la fin de l'année 2015, son inquiétude s'est surtout portée sur l'impact d'un possible éclatement de cette bulle immobilière sur les jeunes ménages très endettés, en particulier en Alberta, en Colombie-Britannique, et en Ontario, où le prix des maisons a connu de fortes hausses ces dernières années<sup>5</sup>.

D'autres institutions ont fait des projections plus pessimistes sur l'état du secteur immobilier canadien, notamment la Deutsche Bank, qui affirmait au début de 2015 que le marché canadien était surévalué de 60 %<sup>6</sup>. Pour l'instant, toutefois, la plupart des experts s'expriment avec prudence à propos de l'existence ou non d'une bulle et de son éclatement éventuel.

Malgré la légèreté du mot « bulle », il est clair que la lourdeur de ses conséquences doit nous pousser à la prudence. Vous aurez compris que l'éclatement d'une bulle ne mène pas à sabrer le champagne, bien au contraire !

ESTIMATION PAR LES CHERCHEURS DE LA BANQUE DU CANADA  
DU DEGRÉ DE SURÉVALUATION DU PRIX DES LOGEMENTS



Source : calculs de la Banque du Canada - Dernière observation : 2014T3

1. Greenspan, A., *Le temps des turbulences*, Paris, JC Lattès, 2007, p. 231, traduction de *The Age of Turbulence : Adventures in a New World*, publié par The Penguin Press en 2007.
2. *Ibid.*, p. 262.
3. *Ibid.*, p. 264.
4. <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/economic-strengths-to-overtake-oil-gloom-poloz-says/article24149175/>
5. Banque du Canada, « Revue du système financier », décembre 2015.
6. <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/housing/house-of-cards-deciphering-canadas-housing-market-numbers/article24152245/>



# C

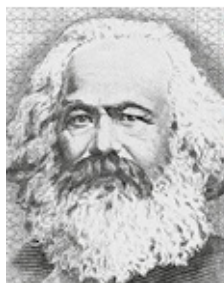
---

## CAPITAL

---

Vous entendez le mot « capital » dans une conversation, et vous pensez tout de suite aux grands financiers qui s'en mettent plein les poches ! Et si vous êtes un bébé-boumeur, ce mot évoque peut-être pour vous la nostalgie de la période marxiste de votre lointaine jeunesse où vous passiez vos soirées à feuilleter *Le Capital* de Karl Marx.

Récemment, le « capital » est revenu à l'avant-scène. D'abord, avec la publication en 2013 du livre de l'économiste Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, véritable succès de librairie avec la vente de 1,5 million d'exemplaires dans le monde, dont 600 000 aux États-Unis. Le livre, traduit en plus de 40 langues, se trouve autant en Mongolie qu'au Kazakhstan et a valu à son auteur une rencontre officielle avec le président des États-Unis, Barack Obama. Inutile de dire qu'il s'agit d'un sommet de popularité pour un livre d'économie !



Mais qu'est-ce qu'il y a de si révolutionnaire dans le livre de notre « Marx du

xxi<sup>e</sup> siècle » ? Essentiellement, trois choses :

1. historiquement, sur une très longue période (Piketty recule jusqu'à l'Empire romain), dans de nombreux pays, le taux de **rendement** du capital (foncier, agraire, industriel ou encore les actions ou les obligations) a été constamment plus élevé que la croissance économique. Cela implique que les inégalités de revenus sont condamnées à augmenter, puisque ceux qui possèdent du capital voient leur richesse croître plus rapidement que ceux qui n'en possèdent pas ou très peu ;
2. cette concentration toujours plus grande du capital fait que le caractère patrimonial du capitalisme (les actifs) se reproduit sans cesse. Autrement dit, les détenteurs du capital se transforment petit à petit en rentiers, c'est-à-dire en des gens qui investissent leur argent sans que cela produise de réels gains pour l'économie ;
3. il est faux de prétendre, comme on l'entend souvent, que la croissance économique permet spontanément le recul des inégalités.

Grâce au fort impact médiatique de son livre, Thomas Piketty a contribué à remettre à l'avant-plan du débat public toute la question de la concentration du capital entre les mains du « 1 % » le plus riche (voir le texte *Un pour cent*).

Ce livre a également contribué à discuter de nouveau du rôle fondamental de la croissance économique et de son incidence sur l'environnement. Ici, deux écoles de pensée s'affrontent. Les tenants de « l'économie environnementale » ou de « l'économie verte » n'opposent pas croissance et environnement, même si cela implique un coût. En revanche, les tenants de « l'économie écologique » remettent en question le postulat de croissance et soutiennent que le développement durable passe par un changement des habitudes de consommation débouchant sur moins de croissance. C'est, selon ces derniers, la seule façon de s'approcher d'un véritable développement durable<sup>1</sup>.

Cette constatation nous amène à aborder un autre type de capital, le « capital naturel ». De nombreux économistes (dont Piketty lui-même) soutiennent en effet que la dégradation de l'environnement, ce saccage du capital naturel, représente en réalité la véritable dette de l'humanité. La dette publique, dont on

parle sans cesse, ne serait alors qu'un simple jeu d'écritures comptables, car, dans les faits, une partie de la population paie des **impôts** pour rembourser les intérêts à une autre partie de la population.

En revanche, si on augmente de 2 °C la température de la planète d'ici 50 ans, ce n'est plus un jeu d'écritures ! Et on n'a rien sous la main permettant de régler le problème de ce coût imposé au capital naturel.

L'idée de prendre en compte le rôle du capital naturel dans l'activité économique revient tout simplement à prendre en considération ce qu'on détruit. En ce moment, la mesure de l'activité économique avec laquelle on calcule la croissance, le PIB, ne tient nullement compte de cela.

Le Québec intègre aujourd'hui les coûts de décontamination des sites pollués dans sa dette publique. Ainsi, pour l'exercice 2013-2014, le gouvernement du Québec avait inscrit une restauration du capital naturel à hauteur de 3,2 milliards de dollars, visant les 2196 terrains contaminés répertoriés. Ce montant fait donc partie de la dette nette du Québec, mais il se limite aux sites contaminés. On peut penser que d'autres dommages au capital naturel pourraient être considérés.

Au fédéral, le chiffre équivalent est de 4,8 milliards de dollars pour environ le quart des sites contaminés répertoriés. Pour le reste, une évaluation des coûts est à faire.

Il faut ajouter que, depuis quelques années, le mot capital est employé à plusieurs sauces. Bien des entreprises parlent maintenant du « capital humain » pour faire référence aux aptitudes des individus, difficiles à quantifier, mais essentielles au développement et à l'innovation. Il y a aussi le « capital confiance » pour exprimer la mesure de la renommée et la crédibilité d'un produit ou d'une société.

Et, bien sûr, le mot « capital » réfère également à l'argent qui est échangé, négocié, transféré, déposé, investi. Il est au cœur de nos vies, finalement, ce capital, non ?

---

1. Georgescu-Roegen, N., *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Sang de la Terre et Ellébore, 2006.

---

# CARTEL

---

Quand on entend le mot « cartel », on sait que cela va probablement nous coûter plus cher que prévu ! Que ce soit le cartel de la drogue ou encore celui de l'essence, le mécanisme est le même : des personnes ou des firmes s'entendent entre elles pour réaliser des profits supérieurs à ce qui est considéré comme « normal », c'est-à-dire des profits en situation de « saine » **concurrence**.



Par exemple, des entreprises peuvent faire partie d'un cartel pour fixer les prix, limiter la production, se partager des marchés ou truquer des **appels d'offres** de biens ou de services. Dans ces cas-là, les cartels causent un préjudice à d'autres entreprises et aux consommateurs, car cette façon de faire entraîne un gonflement artificiel des prix, la restriction des choix ou la réduction de la qualité des produits ou des services.

Il peut même y avoir entente sans que les différentes entreprises fassent de la **collusion** explicite. Pourquoi, par exemple, les tarifs de communication sans fil au Canada sont-ils parmi les plus élevés du monde ? Peut-être parce qu'il n'y a pas assez de concurrence. En effet, trois grandes firmes seulement contrôlent la presque totalité du secteur, soit Bell, Telus et Rogers.

Pourtant, il fut une époque, au XIX<sup>e</sup> siècle, où les cartels étaient communs et

légaux aux États-Unis, dans les cas du sucre, de l'acier et du pétrole. Aujourd'hui, même le plus grand cartel du monde, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), est protégé par les lois américaines régissant le commerce international.

#### UN 4<sup>e</sup> ACTEUR ?

L'entreprise Shaw Communications a fait l'acquisition en décembre 2015, pour la somme de 1,6 milliard de dollars, de Wind Mobile, opérateur de téléphonie cellulaire créé en 2009 et qui œuvre essentiellement en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario. Wind Mobile comptait près de 1 million d'abonnés à la fin de 2015. Shaw ajoute ainsi une autre corde à son arc : la téléphonie mobile vient compléter son offre de services en télé, Internet et téléphonie résidentielle. L'entreprise pourra ainsi offrir une concurrence plus importante à Rogers, Telus et Bell. Mais, est-ce que ce sera suffisant pour provoquer une baisse des prix des services de télécommunication au Canada ?

Au Canada, c'est l'article 45 de la Loi sur la concurrence qui vise les cartels. Et pour éviter la collusion implicite ou encore qu'une entreprise devienne trop dominante dans un marché, le Bureau de la concurrence joue le rôle de chien de garde et son mandat est de surveiller les concentrations trop prononcées dans une industrie. Encore là, le grand principe directeur est de ne pas affaiblir la concurrence, ce qui entraînerait des prix plus élevés.



C'est encore le Bureau de la concurrence qui approuve toutes les fusions d'entreprises au Canada et qui évalue si les transactions se font ou non au

détriment de la concurrence.

Au Canada, certains secteurs sont plus sensibles que d'autres aux activités de collusion. Pensons à l'industrie de la construction dont les nombreuses stratégies de collusion et de favoritisme ont été exposées à la Commission Charbonneau. Les prix de l'essence sont aussi un domaine qui préoccupe le Bureau, alors que des accusations criminelles ont été portées contre des entreprises et des individus au Québec entre 2008 et 2010 pour avoir fixé le prix de l'essence.

Pourtant, tout n'est pas que méchanceté et ignominie au pays des cartels et, dans certains cas, ceux-ci peuvent même avoir des effets bénéfiques. Pensons entre autres à des alliances entre sociétés touchant la recherche et le développement. En effet, les investissements initiaux sont parfois si importants que des entreprises doivent s'unir afin de partager les coûts de la recherche. Ces alliances peuvent ultimement réduire les coûts de production, donc les prix, ou alors accroître la qualité des produits, des bénéfices dont les consommateurs profiteront.

Mais il faut bien l'admettre, il s'agit de cas isolés. La plupart du temps, les cartels ont mauvaise presse, et avec raison !



---

# CHAÎNE DE PONZI

---

C'est une arnaque. C'est une fraude. C'est illégal. Voilà ce qu'est une chaîne de Ponzi.

Il s'agit d'un stratagème qui a pour objectif d'attirer de nouveaux investisseurs pour faire entrer des capitaux dans la chaîne et verser aux premiers investisseurs, ceux qui sont tout en haut de la pyramide, les rendements promis. Ces rendements, souvent mirobolants, proviennent en réalité de l'argent injecté par les nouveaux arrivants. Tant qu'il y a de nouveaux investisseurs qui mordent à l'hameçon, la chaîne grandit et le système tient. Mais, un jour, tout s'arrête. Les plus anciens investisseurs partent avec le magot et, nécessairement, les derniers arrivés, floués, restent sur la paille. Ils perdent leur mise en tout ou en partie.

Cette construction machiavélique a été pensée il y a près de 100 ans par Charles Ponzi, jeune entrepreneur italien, immigré en Amérique, qui a peut-être profité de ses quelques mois de détention carcérale à Montréal en 1909 pour imaginer sa manœuvre frauduleuse. Il avait été épinglé au Canada dans le cadre d'une affaire de chèques falsifiés.

Se retrouvant l'année suivante aux États-Unis, il retourne en prison pour avoir tenté de faire entrer illégalement en territoire américain des compatriotes italiens. C'est finalement en 1919 qu'il organise son arnaque basée sur le concept du coupon-réponse international échangeable contre des timbres. À l'époque, maman, en Europe, glisse un coupon-réponse avec la lettre dans l'enveloppe envoyée à fiston en Amérique qui peut alors l'échanger contre un timbre sans que cela lui coûte un sou.



Charles Ponzi réalise que le timbre en question vaut six fois plus cher que le coupon-réponse qui arrive par la poste. Il décide donc de créer une société qui investira dans les coupons-réponses ! Rapidement, Charles Ponzi attire des investisseurs intéressés par le rendement proposé, soit 50 % de retour sur investissement en 45 jours ! Au départ, pour son entreprise, il peut compter sur un emprunt de 200 \$ et 16 investisseurs qui lui ont remis un peu moins de 1000 \$. En moins de six mois, il a recruté des milliers d'investisseurs séduits par le rendement évident. L'engouement est extraordinaire, mais il ne lui est pas possible, dans les faits, de se procurer tous les coupons nécessaires pour verser les rendements attendus.

Il a été calculé, à un certain moment, qu'il aurait fallu 160 millions de coupons-réponses pour payer tout le monde ! Or, il n'y avait que 27 000 coupons en circulation ! Il touchera des millions de dollars ainsi, avant d'être arrêté<sup>1</sup>.

Si Charles Ponzi est à l'origine de cette pyramide, un élève a dépassé le maître, et de beaucoup : l'as en cette matière est sans nul doute l'Américain Bernard Madoff, au cœur de « l'escroquerie du siècle », écrivait en 2009 le magazine *Alternatives économiques*<sup>2</sup>.

Ce ne sont pas moins de 65 milliards de dollars qui ont été détournés par Bernard Madoff. De l'argent dû, mais manquant, des rendements promis, fabriqués, mais qui n'ont jamais existé. La crise financière de 2008 a poussé nombre d'investisseurs à réclamer des retraits totalisant 7 milliards de dollars à Bernard Madoff. C'était impossible. Il était déjoué.

Le 29 juin 2009, il a écopé de 150 ans de prison, plaçant coupable à 11 chefs d'accusation de haute trahison.

Avec l'aide de complices et durant plusieurs décennies, Bernard Madoff a réussi à se donner une aura de rareté et d'exception. Promettant des rendements assurés chaque année de 12 à 14 %, il a attiré des athlètes, des célébrités, des investisseurs aguerris, dont il gagnait la confiance totale ! Ses clients, satisfaits, en parlaient à d'autres, trouvaient de nouveaux investisseurs pour Bernard Madoff. Au nombre de ses victimes figurent le cinéaste Steven Spielberg, le collectionneur d'art Norman Braman, le Nobel de la paix Elie Wiesel, le financier Marc Rich ainsi que les artistes Kevin Bacon, Zsa Zsa Gabor et John Malkovich<sup>3</sup>.

Le Québec aussi connaît le système de Ponzi. Alors que Bernard Madoff recevait sa sentence à l'été 2009, l'affaire Earl Jones faisait grand bruit de ce côté-ci de la

frontière. Ce faux planificateur financier, qui vivait dans l'ouest de l'île de Montréal, a monté de toutes pièces une escroquerie à la manière de Charles Ponzi, flouant ainsi près de 160 investisseurs de 1982 à 2009, des amis, des proches, des personnes âgées pour la plupart qui lui faisaient confiance. La fraude est évaluée à 51 millions de dollars. Aux policiers, au moment de son arrestation, Earl Jones a affirmé qu'il ne restait plus que 20 000 \$ dans le compte des investisseurs<sup>4</sup>.

En 2010, il a été condamné à 11 ans de prison. Il a été libéré en 2014.

Earl Jones promettait des rendements à ses clients, mais il n'a jamais rien investi de l'argent confié par les investisseurs. Il a utilisé environ 13,5 millions de dollars pour ses besoins personnels. La Banque Royale, dont la succursale de Beaconsfield, dans l'ouest de l'île de Montréal, accueillait le compte d'Earl Jones, a conclu une entente hors cour de 17 millions de dollars avec les victimes, qui accusaient l'institution de s'être fermé les yeux devant les agissements du fraudeur.

Pour éviter de tomber dans une combine frauduleuse, comme une pyramide de Ponzi, l'Autorité des marchés financiers du Québec (AMF) vous recommande de faire des vérifications sur la personne qui vous propose un placement et sur les informations qui accompagnent cette offre. L'AMF a créé un guide que l'on trouve sur son site ([lautorite.qc.ca](http://lautorite.qc.ca))<sup>5</sup>.

L'humain est capable d'innovation, d'astuce et de ruse. Pour le meilleur, mais aussi pour le pire. Charles Ponzi en a malheureusement inspiré plus d'un...



1. [http://www.lemonde.fr/le-monde-2/article/2009/06/12/charles-ponzi-maitre-a-rouler-de-madoff\\_1206326\\_1004868.html](http://www.lemonde.fr/le-monde-2/article/2009/06/12/charles-ponzi-maitre-a-rouler-de-madoff_1206326_1004868.html) ; [http://www.liberation.fr/economie/2008/12/15/la-pyramide-de-ponzi-une-technique-qui-remonte-aux-annees-folles\\_296242](http://www.liberation.fr/economie/2008/12/15/la-pyramide-de-ponzi-une-technique-qui-remonte-aux-annees-folles_296242)
2. [http://www.alternatives-economiques.fr/affaire-madoff---l-escroquerie-du-siecle\\_fr\\_art\\_815\\_41794.html](http://www.alternatives-economiques.fr/affaire-madoff---l-escroquerie-du-siecle_fr_art_815_41794.html)

3. <http://www.forbes.com/2009/03/12/madoff-guilty-plea-business-wall-street-celebrity-victims.html>
4. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2010/02/23/020-jones-interrogatoire.shtml>
5. <https://www.lautorite.qc.ca/files/pdf/publications/conso/prevention-fraude/soyez-a-votre-affaire.pdf>

---

# CHINE

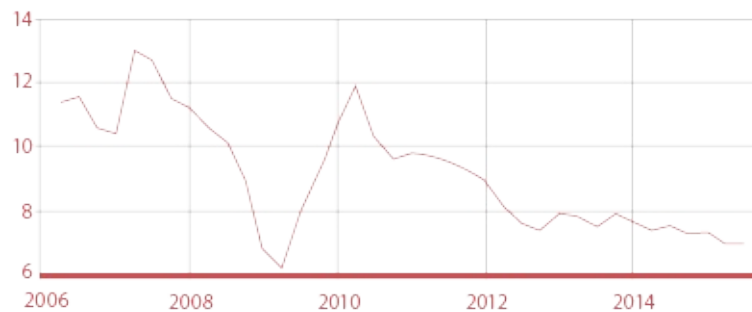
---

Faut-il avoir peur de la Chine ? C'est un mastodonte et, si son emprise sur l'économie en fait trembler plus d'un, son effondrement pourrait provoquer un véritable tremblement de terre.

Il n'est plus possible d'imaginer le développement économique de nos jours sans aborder la question du marché chinois. Ce pays est en voie de devenir la première économie mondiale.

En 2014 et en 2015 sont apparus toutefois des signes d'essoufflement évident, poussant plusieurs analystes à s'interroger sur l'avenir de la Chine. D'abord, comme l'illustre le graphique ci-dessous, la croissance économique de la Chine ne cesse de décliner depuis 2007, après 4 décennies de croissance moyenne dépassant les 10 % annuellement. La croissance des dernières années est soutenue en partie par des investissements massifs de l'État dans les infrastructures et dans la construction immobilière. La Chine est d'ailleurs aux prises aujourd'hui avec des stocks importants de logements invendus.

CROISSANCE DU PIB DE LA CHINE DE 2006 À 2015

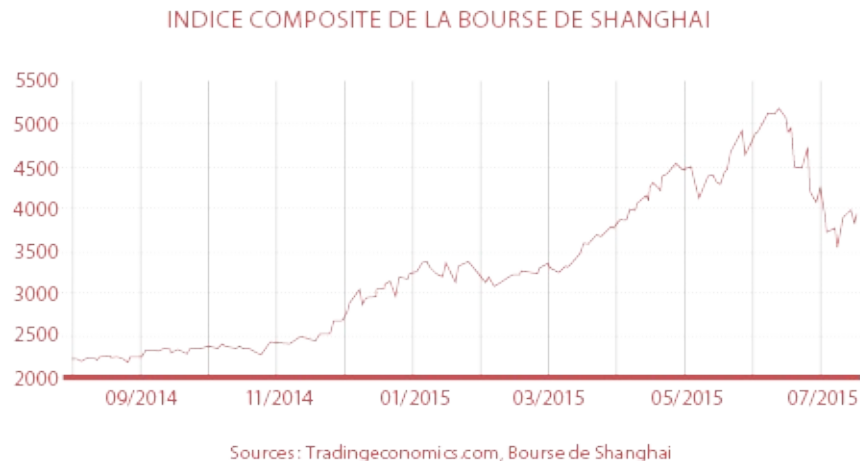


Sources : Tradingeconomics.com, Bureau national des statistiques de Chine

Ensuite, la banque centrale a dû abaisser ses taux d'intérêt et les niveaux de réserves nécessaires dans les banques pour stimuler les prêts et la consommation, en plus d'injecter des dizaines de milliards de dollars dans ses banques pour aider au développement des entreprises et aux exportations. L'État a aussi encouragé sa population à emprunter pour investir en Bourse, faisant grimper de façon exceptionnelle la valeur des actions.

Aujourd'hui, on se demande si cette croissance boursière, largement appuyée sur une poussée importante du **crédit**, pourrait représenter la formation d'une bulle

sur le point d'éclater. Regardez ce graphique sur la croissance boursière d'août 2014 à juillet 2015. Cette hausse n'a rien à voir avec l'état de l'économie chinoise. Elle est probablement attribuable, pour l'essentiel, à la facilité d'accès au crédit.



Dans les circonstances, les analystes s'attendent à ce que les pouvoirs chinois continuent d'intervenir pour relever la confiance et éviter un ralentissement plus marqué de l'économie. Ils ont les moyens de le faire : les réserves monétaires du pays dépassent les 3500 milliards de dollars. Mais si les actions des autorités ne sont pas suffisantes, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui pourrait souffrir des difficultés chinoises, d'autant que le FMI prévoit déjà que le ralentissement du pays va se poursuivre.

Pourquoi ? Parce que la Chine est aujourd'hui la deuxième économie mondiale et le premier exportateur de la planète. C'est aussi l'un des plus grands vendeurs et acheteurs de pétrole. C'est le premier producteur d'aluminium, de fer, de plomb, de tungstène, de cadmium, de zinc et d'or. La Chine représente, selon plusieurs sources, environ 40 % de la **demande** mondiale des **produits de base**, voire 50 % pour certains métaux. Les Chinois achètent massivement du fer et du cuivre du Canada. La Chine est aussi aujourd'hui le premier marché de vente d'autos sur la planète.

L'économie mondiale ralentit lorsque la Chine ralentit. Si une bulle devait éclater, si sa croissance devait fléchir sérieusement, un pays comme le Canada pourrait être touché en raison de sa dépendance à la demande mondiale pour ses **ressources**. Déjà, la chute des cours du pétrole depuis juin 2014, alimentée entre autres par une Chine qui ralentit, a provoqué une contraction de l'économie canadienne en 2015 (voir à ce sujet le texte *Récession*). Il est clair que, vue d'ici,

la situation de l'économie chinoise est tout à fait préoccupante.





## CLASSE MOYENNE

---

Ah ! la fameuse classe moyenne ! Tous nos politiciens semblent s'adresser à elle avec tellement de passion et d'enthousiasme ! Mais de quoi parle-t-on au juste ? Qui en fait partie ? Et qui en est exclu ?

Une étude du Pew Research Center souligne que, depuis 2001, autant au Canada et aux États-Unis qu'en Europe, la classe moyenne s'est non seulement rétrécie, mais elle s'est également appauvrie<sup>1</sup>. Pourtant, la plupart des études récentes concluent que la classe moyenne ne rétrécit pas. Qui dit vrai ?

L'idée du déclin de la classe moyenne est largement répandue au Québec. Et malheureusement, elle est souvent basée sur... des impressions ou des perceptions.

Cette opinion est peut-être attribuable au fait que les gens sont de plus en plus endettés. Alors prenons le temps d'expliquer ce qu'il en est exactement.

Il faut se demander d'abord comment on définit cette fameuse classe moyenne. Se base-t-on sur le revenu, sur la consommation, sur le patrimoine, sur l'accès à la propriété ou encore sur la nature de l'emploi occupé ? Et doit-on tenir compte de l'endettement ? Et des taxes ? Compliqué, tout cela !

La très grande majorité des études sur la question se base sur le revenu des ménages, ce qui permet de faire des comparaisons entre deux années ou bien entre les pays. De plus, d'un point de vue économique, le revenu est le principal déterminant des dépenses de consommation.

Une étude récente (à laquelle a participé François Delorme, l'un des auteurs de



ce livre) s'est attaquée à la question du déclin de la classe moyenne au Québec, et les principales conclusions mettent à mal cette perception<sup>2</sup>. Dans le cadre de cette étude, la classe moyenne regroupe les ménages qui gagnent entre 75 % et 150 % du revenu médian dans chacune des catégories (familles biparentales, monoparentales, ménages sans enfant, personnes seules).

Ainsi, la classe moyenne change. La famille homogène à deux parents des années 60 ne représente plus son unique composante. Les personnes seules et les familles monoparentales constituent également aujourd'hui une part importante de la classe moyenne (voir le tableau 1).

Les familles biparentales constituent une proportion beaucoup plus faible de la classe moyenne que dans les années 70. La diversité des situations familiales d'aujourd'hui est alimentée par la croissance du taux d'activité des femmes et par la diminution des unions traditionnelles.

TABLEAU 1 : COMPOSITION DE LA CLASSE MOYENNE

	1976	2010
Personnes seules	20,8 %	27,7 %
Couples sans enfant	23,6 %	28,5 %
Familles biparentales	49,8 %	25,0 %
Familles monoparentales	5,7 %	18,7 %
Total	100 %	100 %

Au Québec, ce sont les transferts et les soutiens fiscaux des gouvernements qui permettent de gonfler les rangs des ménages faisant partie de la classe moyenne. Sans l'État, la classe moyenne se serait effectivement rétrécie au cours des 30 dernières années.

Lorsqu'on permet à l'État providence de jouer pleinement son rôle de redistribution des revenus, la part des ménages dans la classe moyenne s'établit à 46,7 % en 2010. Allocations familiales, prestations diverses, crédits d'impôt et progressivité de l'impôt sont donc de puissants outils pour aplanir les variations

dans le temps et se révèlent efficaces pour maintenir la proportion des ménages québécois qui sont dans la classe moyenne à près de 50 %.

Comme l'indique le tableau 2, une famille de 2 parents avec 2 enfants, dont le revenu après impôts variait entre 47 150 \$ et 94 304 \$, faisait partie de la classe moyenne en 2010.

**TABLEAU 2 : SEUILS DE REVENU APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔTS DE LA CLASSE MOYENNE, 2010**

	Taille	Minimum	Maximum
		Revenu après impôts (\$)	
Personnes seules	1	23 575	47 152
Couples sans enfant	2	33 340	66 683
Familles biparentales :			
1 enfant	3	40 833	81 670
2 enfants	4	47 150	94 304
3 enfants	5	52 715	105 435
Familles monoparentales :			
1 enfant	2	33 340	66 683
2 enfants	3	40 833	81 670
3 enfants	4	47 150	94 304

Entre 1976 et 2010, le nombre de personnes seules, de couples sans enfant et de familles monoparentales a augmenté dans la classe moyenne. En fait, seules les familles biparentales ont vu leur présence diminuer au sein du groupe. Chez ceux qui sont plus riches que la classe moyenne, dont les revenus dépassent 150

% du revenu médian, toutes les catégories de ménages ont diminué en importance, sauf les familles biparentales, qui sont désormais 2 fois plus nombreuses parmi les mieux nantis.

En se basant donc sur les revenus après impôts, une conclusion générale s'impose : la classe moyenne québécoise n'est pas en déclin. L'intervention du gouvernement, par l'intermédiaire des impôts, des transferts et des services publics, a contribué à ce résultat.

Grâce à l'État, presque un Québécois sur deux fait encore partie de la classe moyenne. Et si, au cours des 35 dernières années, la classe moyenne n'a pas décliné, elle s'est quand même fortement diversifiée.

- 
1. Pew Research Center, *A Global Middle Class : More Promise Than Reality*, Washington DC, juillet 2015.
  2. Delorme, F. et St-Cerny, S., avec Luc Godbout (coll.), *La classe moyenne au Québec s'érode-t-elle vraiment ? Contour et évolution*, document de travail, chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, avril 2014.

# D

---

## DÉCONSUMMATION

---

« Déconsommation » est un grand mot pour exprimer l'idée toute simple qui est celle de moins consommer. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas les moyens, parce qu'on ne trouve plus le même plaisir, le même accomplissement qu'auparavant dans la consommation ou tout simplement pour des raisons écologiques. Ce mot – « déconsommation » – veut dire « ralentissement, décélération », mais pas « arrêt complet de la consommation ». Sinon, on parlerait de « non-consommation ».

Une étude anglaise<sup>1</sup> réalisée en 2011 révèle qu'un mouvement de déconsommation s'est possiblement installé dans la société britannique bien avant la crise de 2008. L'auteur Chris Goodall s'est intéressé à la demande et à la consommation de l'eau, de la nourriture, des matériaux, du papier, du ciment, des autos et de plusieurs autres biens et produits. Son constat : le sommet de la demande et de la consommation pour plusieurs de ces produits a été atteint et un déclin est en cours. Voici quelques-uns de ces résultats :

Biens et produits	Sommet	Du sommet à 2007
Consommation de ressources matérielles	2001	-5 %
Consommation d'eau par les ménages	2003-2004	-4 %

Consommation de grammes de viande/pers.	2003	-3 %
Nouvelles immatriculations de voitures	2003	-10 %
Déchets domestiques par ménage	2002-2003	-5 %

Les causes expliquant ce ralentissement de la consommation ne sont pas claires : est-ce pour des raisons environnementales, financières ou de valeurs ? C'est difficile d'expliquer ces baisses avec certitude. Mais, ce qu'on peut affirmer, c'est qu'on les constate.

Chose certaine, chez nous, les enjeux de retraite, d'endettement et d'épargne poussent possiblement les citoyens à se montrer moins enthousiastes à l'idée de consommer. Peut-être aussi qu'une fibre plus consciente se développe quant à l'utilisation des ressources, la réutilisation des matériaux, le partage, la consommation locale, les produits éthiques et l'économie d'énergie (voir à ce sujet le texte *Décroissance*).

Cela dit, l'enjeu du pouvoir d'achat semble être un argument de taille en faveur de la déconsommation selon une analyse effectuée par CROP, citée par *La Presse* en 2014. Selon Youri Rivest, vice-président de CROP, les bébé-boumeurs nés après 1960, qui sont arrivés sur le marché du travail dans une économie en crise au tournant des années 80, penchent davantage vers la déconsommation que la première génération du bébé-boum, qui a profité d'une économie prospère et de bons régimes de retraite. Ils sont plus inquiets, craignent de manquer d'argent à la retraite et ont du mal à rembourser leur dette de crédit<sup>2</sup>.

Selon le baromètre de l'Observatoire de la consommation responsable (OCR) de l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM, en 2014, « les Québécois ont fait plus de choses par eux-mêmes. Le “fait maison” gagne ainsi en popularité, en particulier la cuisine, la deuxième vie des objets (par le recyclage et la transformation), les réparations et les rénovations du domicile<sup>3</sup>. »

L'indice de la déconsommation du baromètre de l'ESG UQAM est passé de 65,8 en 2011 à 71,7 en 2015<sup>4</sup>. Autrement dit, l'intérêt pour la déconsommation augmente, alors qu'une majorité de répondants affirment avoir renoncé à acheter des produits dont ils n'avaient pas vraiment besoin, avoir réduit leur consommation d'énergie et d'essence ainsi que leur consommation en général.

Il y a plus qu'un type de consommateurs. Il est difficile de mettre tout le monde

dans le même moule. Les technologies aident les consommateurs à magasiner, à comparer les prix, à participer à l'élaboration des produits en exprimant leurs attentes. Elles permettent aussi de s'informer et de conscientiser les gens sur la qualité des produits et leur empreinte écologique. Peut-être qu'on consomme mieux ? Et donc moins ? Et on peut se demander si la déconsommation mène à la décroissance ? Est-ce souhaitable ? Est-ce nécessaire ?



- 
1. <http://static.squarespace.com/static/545e40d0e4b054a6f8622bc9/t/54720c6ae4b06f326a8502f9/>
  2. <http://affaires.lapresse.ca/opinions/chroniques/stephanie-grammond/201405/09/01-4765340-les-boomers-a-lerede-la-deconsommation.php>
  3. [http://consommationresponsable.ca/wp-content/uploads/2015/11/BRC\\_2015\\_Final\\_24nov\\_V2-1.pdf](http://consommationresponsable.ca/wp-content/uploads/2015/11/BRC_2015_Final_24nov_V2-1.pdf)
  4. *Ibid.*, détails de la méthodologie de l'indice en page 23 du pdf.

---

# DÉCROCHAGE

---

Quitter l'école secondaire sans diplôme est un drame économique et social, mais la situation tend à s'améliorer. Selon l'Institut de la statistique du Québec, le **taux** de décrochage au secondaire est passé de 22 % en 1999-2000 à un peu plus de 16 % en 2010-2011<sup>1</sup>.

Près du tiers des étudiants universitaires décroche, mais inégalement entre les programmes. Si le taux de décrochage universitaire n'est que de 11,5 % en sciences de la santé, il se situe autour de 30 % en sciences sociales, en droit, sciences humaines et dans les beaux-arts<sup>2</sup>.

Il est évident qu'avec un diplôme en poche (formation professionnelle ou diplômes postsecondaires), on a certainement plus de chances de se trouver un emploi et d'augmenter son revenu tout au long de sa vie. Et on se donne un peu plus de possibilités d'être heureux !

De plus, si le décrochage n'existait pas, le tiers de ce que coûte un décrocheur à la société retournerait dans les coffres du trésor public sous forme d'impôts. L'État pourrait donc dépenser ailleurs l'argent qu'il a économisé en programmes sociaux, soit pour améliorer les services publics, soit pour réduire les impôts, les taxes ou l'endettement public. Tout le monde gagne à endiguer le décrochage.

Au-delà de l'aspect purement économique, il y a l'impact social. Le fait de ne pas obtenir un diplôme d'études secondaires entraîne souvent des séquelles importantes dans la vie d'un citoyen. Plusieurs décrocheurs présentent des taux de chômage élevés, sont des bénéficiaires de l'aide sociale ou encore connaissent des problèmes d'adaptation ou de délinquance<sup>3</sup>. Ce n'est pas un préjugé, c'est malheureusement un fait.

Selon le Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec, le décrochage représente pour le gouvernement une perte en matière de taxes et d'impôts ainsi que des coûts sociaux additionnels, un montant qui a été estimé à 1,9 milliard de dollars par cohorte de décrocheurs au Québec<sup>4</sup>.

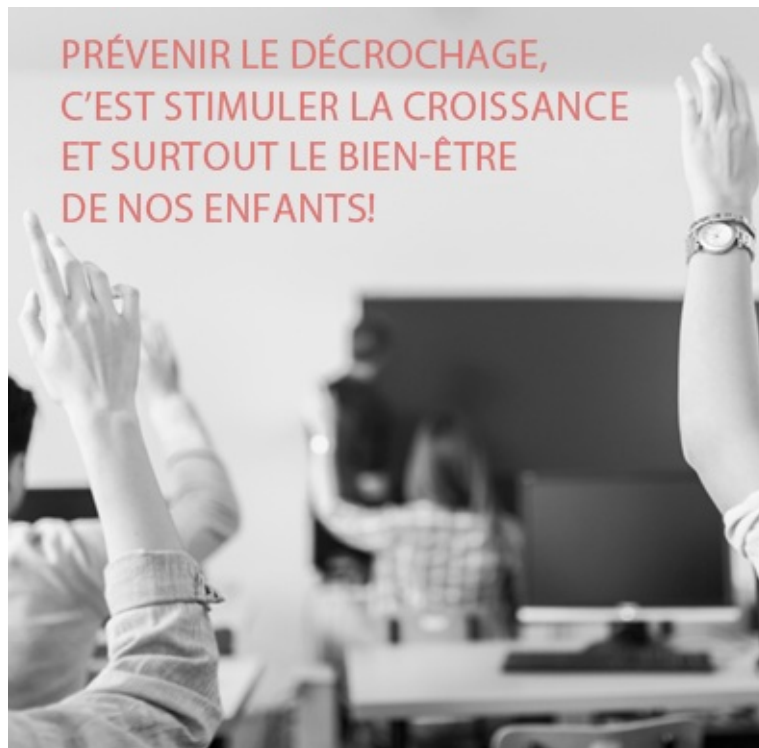
Devant l'importance de ces coûts économiques et sociaux, il est impératif de tenter de déterminer les facteurs physiques, mentaux et psychosociaux prédictifs de décrochage scolaire. Beaucoup de travaux ont été effectués sur ce sujet. Parmi les pistes de solutions explorées par le Groupe d'action sur la persévérance et la



réussite scolaires, on compte :

- le développement dès la petite enfance ;
- la valorisation et l'accompagnement des parents tout au long du développement de leurs enfants (de 0 à 20 ans) ;
- l'adoption de pratiques et de mesures éprouvées en milieu scolaire ;
- la création de conditions favorables pour l'apprentissage ;
- et la nécessité d'agir de façon plus poussée dans les milieux défavorisés<sup>5</sup>.

Le décrochage est un problème complexe qui prend racine dès la petite enfance. Il touche en majorité les garçons issus de milieux défavorisés. C'est donc une action conjuguée des intervenants dans les écoles, en milieu communautaire et en santé publique qui semble nécessaire.



---

1. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/sante/bulletins/zoom-sante-201409.pdf>

2. Conférences des recteurs et des principaux des universités du Québec, *Ensemble des données universitaires communes* – Québec, 2015.

3. Fortin, L. et al., « La prédiction du risque de décrochage scolaire au secondaire : facteurs

- personnels, familiaux et scolaires », *Revue canadienne des sciences du comportement*, vol. 36, n° 3, 2004, p. 219-23 ; Potvin, P. et al., « Risque d'abandon scolaire, style parental et participation parentale au suivi scolaire », *Revue canadienne de l'éducation*, vol. 24, n° 4, 1999, p. 441-453; Janosz, M. et al., « Disentangling the Weight of School Dropout – Predictors: A Test on Two Longitudinal Samples », *Journal of Youth and Adolescence*, vol. 26, n° 6, 1997, p. 733-762.
4. Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec, *Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*, Montréal, 2009.
  5. Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec, *Poursuivons le mouvement pour la persévérance et la réussite scolaires au Québec*, version du 29 octobre 2013.

---

# DÉCROISSANCE

---

Vous écoutez les nouvelles économiques, vous lisez un rapport de la Banque du Canada ou du Fonds monétaire international (FMI), ou encore vous parcourez la plateforme d'un parti politique. S'il y a un maître-mot qui se retrouve partout, c'est « croissance ». « La croissance économique du Canada pour cette année a été révisée à la baisse », explique un économiste à la télé. « La croissance pour l'année prochaine sera de 2 % », annonce le ministre des Finances. « Il faut adopter des politiques qui vont stimuler la croissance », peut-on lire dans un communiqué du G20.

Le terme « croissance » est important parce qu'il est souvent synonyme d'augmentation du niveau de vie. On cherche à produire toujours plus de richesse pour répondre aux besoins des citoyens, mais aussi aux désirs des consommateurs. Avec la croissance démographique et l'enrichissement de nouveaux pays, la croissance du produit intérieur brut semble inéluctable pour assouvir les besoins fondamentaux des uns et les ambitions des autres.

Mais, on constate aussi – et cela essentiellement dans les pays riches comme le Canada – que les gens en veulent toujours plus. Leur satisfaction n'est jamais assouvie. Nous sommes plongés au cœur de la théorie économique de la non-satiété. Dans cette optique, la croissance est incontournable pour satisfaire les nécessités et les envies.

Cela dit, depuis les années 70, plusieurs se rebiffent contre cette logique du « toujours plus » à la base du système capitaliste et prônent non pas la croissance, mais la décroissance. Leur raisonnement est simple : plus on produit, plus on pollue, plus on épuise les ressources naturelles comme l'eau et le pétrole. Comme ces ressources sont limitées et que la population, elle, continue de croître, nous ferons face, inévitablement, à des pénuries susceptibles d'engendrer des crises économiques ou politiques. Ces pénuries, disent-ils, pourraient causer l'extinction de l'espèce humaine<sup>1</sup>.

Alors, pour prévenir ces crises, les tenants de la décroissance préconisent une réduction graduelle de la production. Et en soulignant qu'il faudrait surtout que cette décroissance prenne place d'abord dans les pays riches où la population consomme beaucoup et dont les besoins de base sont essentiellement satisfaits.

En somme, moins consommer pour moins produire. Cela demande à chacun de faire montre de plus de solidarité, énorme contraste avec les bases du capitalisme qui célèbrent plutôt la primauté de l'intérêt individuel.

Les « décroissants » prônent également une diminution du temps de travail des uns au profit des autres, de ceux qui veulent travailler et se sortir du chômage et de la pauvreté.

Pour que ce modèle fonctionne, les partisans de la décroissance proposent une coopération internationale entre pays qui partageraient les mêmes valeurs. Il est clair qu'une telle coordination et harmonisation serait compliquée. Regardez les difficultés que connaît la zone euro dans l'élaboration de politiques économiques et politiques. Regardez aussi combien il est pénible d'organiser une réponse forte et convaincante pour combattre les paradis fiscaux. Et puis, nous constatons les dissensions qui perdurent depuis des années sur les questions liées à l'environnement ou au terrorisme.

En même temps, les grands pays du monde ont su répondre rapidement à l'effondrement du système bancaire en 2008, alors que des milliers de milliards de dollars ont été dégagés pour soutenir les principales institutions financières. C'est bien la preuve qu'une coopération internationale est possible !

En attendant, on voit naître de plus en plus des initiatives qui peuvent mener à une forme de décroissance. Prenez l'économie du partage : le covoiturage réduit le nombre d'automobiles sur les routes, donc la consommation de carburant. Les échanges de services : je garde ton chien, tu me donnes des cours de piano ! Tous les exemples portés par la nouvelle vague d'économie collaborative sont des formes potentielles de décroissance. On insiste sur la mise en commun des biens et des services plutôt que sur leur possession.

Les gens sont-ils prêts à faire des sacrifices dans la vie de tous les jours ou à modifier certains de leurs comportements ? Cela demande une réflexion sur nos habitudes de consommation. Combien de parents autour de nous seraient consentants à ne donner qu'un seul cadeau de Noël à leur chérubin cette année ?

---

1. Georgescu-Roegen, N., *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, 3<sup>e</sup> édition revue, Paris, Sang de la Terre et Ellébore, 2006 ; et Meadows, D., Randers, J. et Behrens, W., *Les limites de la croissance (dans un monde fini)*, Paris, Éditions Rue de l'échiquier, 2012.



---

# DÉFLATION

---

« Tout augmente ! » entend-on souvent. Pourtant, dans la réalité, ce n'est pas toujours le cas ! Quelquefois, mais rarement, les prix diminuent. Celui de l'essence est un bon exemple. De 2014 à 2015, les prix ont baissé. Oui, il y a eu des variations et, oui, le prix n'a peut-être pas baissé comme vous le souhaitiez. Mais, dans l'ensemble, l'essence coûtait moins cher en 2015 qu'en 2014. Cela dit, quand les prix diminuent, est-ce une bonne nouvelle ? Quand on regarde l'ensemble des implications économiques, on doit répondre : non !

D'abord, il ne faut pas confondre « désinflation » et « déflation ». « Par désinflation, explique la Banque du Canada, on entend le ralentissement du taux d'augmentation du niveau général des prix<sup>1</sup>. » Si le taux d'inflation passe de 5 à 2 %, on constate une désinflation, mais les prix augmentent tout de même de 2 % par rapport à la même période il y a 12 mois.

« La déflation, par contre, ajoute la Banque centrale, se définit comme une chute persistante du niveau de l'indice des prix global, qui se traduit par un taux d'inflation négatif année après année. Le seul épisode important de déflation soutenue qu'ait connu le Canada s'est produit durant la Grande Dépression des années 1930, quand le niveau global des prix avait fléchi de plus de 20 pour cent durant une période de quatre ans<sup>2</sup>. »

Il est très facile d'associer les mots « déflation » et « récession », car la pression sur les prix est forte lorsque les dépenses des ménages et des entreprises diminuent, entraînant un ralentissement, voire une contraction de l'économie. Moins d'activité économique, plus de chômage, moins de revenus, nouvelle baisse des dépenses de consommation, et voilà la spirale déflationniste qui se met en branle.

En 2015, le taux d'inflation s'est établi dans la partie inférieure de la fourchette cible de 1 à 3 % par la Banque du Canada. Comme on l'a dit plus haut, peu

d'inflation signifie une économie qui tourne au ralenti, et c'est la raison principale pour laquelle la Banque du Canada a abaissé son taux directeur à l'été 2015, le faisant passer de 0,75 à 0,5 %. En baissant son taux, la Banque veut généralement stimuler les achats de voitures et de maisons, ainsi que les investissements, afin de contribuer à relancer une économie en panne.

#### DES TAUX NÉGATIFS ?

La Banque du Canada a évoqué, à l'automne 2015, la possibilité d'afficher un taux directeur négatif<sup>3</sup>. Qu'est-ce que ça veut dire ? Le taux directeur de la Banque du Canada est celui qui guide les prêts entre les banques et qui rémunère les dépôts faits à la banque centrale par les banques privées. Pour stimuler les banques à prêter plus d'argent et donc à stimuler l'économie, la banque centrale pourrait baisser son taux directeur jusqu'à -0,5 %. Elle se trouverait ainsi à pousser les banques privées à payer la banque centrale pour déposer de l'argent auprès d'elle et non plus à recevoir un intérêt. Les banques centrales de la Suisse, de la Suède et du Danemark ont déjà adopté des taux négatifs dans le passé. La Banque du Japon a aussi adopté une telle politique au début de 2016.

Mais tout cela comporte aussi des risques. Premièrement, des taux d'intérêt historiquement bas veulent dire une incitation pour les gens à profiter des emprunts qui ne coûtent pas cher, donc à s'endetter. Or, les taux d'endettement au Canada sont déjà à des niveaux dangereux : en moyenne, on doit 165 \$ pour chaque 100 \$ de revenu disponible. Deuxièmement, cela signifie alimenter une possible bulle immobilière au Canada (voir à ce sujet le texte *Bulle*).

Ce sont les deux risques les plus criants qui prévalent au Canada. On n'a jamais vu des taux d'intérêt aussi bas au pays. Peu de gens réalisent que, en ce moment, les taux d'intérêt réels sont à zéro et peut-être même négatifs, ce qui veut dire que, lorsqu'on tient compte de l'inflation, il ne coûte quasiment rien pour emprunter, dans les faits.

Dans les pays où l'on observe une déflation persistante, les consommateurs retardent leurs achats parce qu'ils s'attendent à ce que les prix diminuent encore plus. Les entreprises font donc moins de ventes et peuvent être forcées de modérer les augmentations de salaires de leurs employés ou encore d'en congédier une partie. Tout cela entraîne une baisse des revenus qui circulent dans l'économie, les entreprises investissent moins, ce qui pourrait les handicaper à plus ou moins brève échéance pour faire face à la concurrence étrangère. Ces

pièces de domino qui tombent les unes sur les autres font en sorte que le gouvernement perçoit moins d'impôts, ce qui détériore l'état des finances publiques.

Le cercle vicieux de la déflation comporte des éléments relativement négatifs. Pour une banque centrale, une déflation est aussi grave qu'une inflation élevée.

Que faire alors ? On peut imiter le président Roosevelt, qui a mis en place le *New Deal* en 1933, ce qui a sorti les États-Unis d'une profonde déflation causée par la crise de 1929 à l'aide de politiques fiscale et monétaire très interventionnistes. Entre autres politiques, les décisions de Roosevelt, d'une part d'abandonner l'étalon-or et de dévaluer le dollar américain à 35 \$ l'once et, d'autre part, de tripler le niveau des dépenses publiques, permirent à l'économie américaine de redémarrer. Mais cette façon de procéder comporte un danger : cela creuse le déficit budgétaire de l'État.

On peut aussi se tourner vers l'exemple japonais : contraint d'innover et afin d'éviter cet écueil, le Japon s'est tourné vers l'assouplissement quantitatif (voir à ce sujet le texte *Assouplissement quantitatif*) depuis 1999 pour sortir de sa crise déflationniste. Depuis, les États-Unis lui ont emboîté le pas, de même que la Banque centrale européenne, afin d'endiguer les pressions déflationnistes.

La déflation est-elle une bonne chose si tout coûte moins cher ? On peut dire que non. Il faut garder en tête que si les prix baissent, les salaires baissent aussi ! Car, le salaire, c'est le prix du travail. Et en période de déflation, *tous* les prix diminuent... On ne s'en sort pas !

---

1. Banque du Canada, *Désinflation et déflation*, document d'information, 2012.

2. *Idem*.

3. <http://www.banqueducanada.ca/2015/12/banque-canada-met-a-jour-cadre-application-mesures-politique-monetaire-non-traditionnelles/>



---

# DÉMATÉRIALISATION

---

Vous lisez dorénavant votre journal préféré sur une tablette ? Comme un milliard de personnes dans le monde, vous consultez quotidiennement Facebook sur votre appareil mobile, une entreprise qui, en passant, ne produit aucun contenu ? Vous commandez à l'aide de votre téléphone intelligent votre course de taxi d'une société – Uber – qui n'a pas de flotte d'autos ? Vous allez passer vos vacances en Europe dans un appartement réservé par Airbnb, une entreprise qui ne possède aucun appartement ? Vous conservez toute la comptabilité de votre PME dans un... « nuage informatique » ?

Ces phénomènes entrent dans ce qu'on appelle la « dématérialisation de l'économie » : un service ou un bien est créé sans qu'on ait besoin de produire du matériel ou un service, ou un bien est transformé au point d'éliminer une bonne partie du matériel qui était nécessaire.

Tout cela a été rendu possible en grande partie grâce à Internet. Plusieurs pensent qu'il s'agit ici de la troisième révolution industrielle<sup>1</sup>.

Et cette tendance a toutes les chances de se poursuivre puisque :

- 87 % des 15-25 ans regardent des vidéos en ligne ;
- 98 % écoutent de la musique dématérialisée ;
- 45 % d'entre eux disent avoir lu des livres électroniques<sup>2</sup>.

Autrefois, vous exhibiez votre collection de CD ou de livres avec la plus grande fierté. Aujourd'hui, c'est votre iPod ou votre téléphone intelligent qui stocke ces



milliers de chansons (même vos films !). Et c'est votre liseuse qui contient toute votre collection de livres ! Cela dit, nous, les auteurs de ce livre, tenons à préciser que nous aimons encore le bon vieux papier, rassurez-vous !



Tout cela signifie que nous avons besoin de moins produire de matériel pour parvenir au même résultat et parfois à un résultat amplifié. Avoir à portée de main la nouvelle pièce musicale d'Arcade Fire ou le dernier film de Xavier Dolan représente une valeur ajoutée que crée la dématérialisation.

Autre exemple : le **nuage**. Avec l'arrivée des ordinateurs, on a commencé à emmagasiner les dossiers sur des disquettes, puis des clés USB. Déjà là, nous assistions à une dématérialisation dans le travail de bureau. On est rendus plus loin : tous les dossiers peuvent être stockés maintenant dans ce qu'on appelle un « nuage informatique ». Ce n'est pas dans votre ordinateur, ce n'est pas sur une clé informatique, c'est entreposé ailleurs, à l'extérieur, par un fournisseur. Hotmail le fait avec vos courriels notamment (voir le texte *Nuage*).

Le concept a toutefois ses limites puisque, dans la plupart des domaines (biens de consommation courants, aliments, matériel de transport, etc.), la dématérialisation de la production et du produit final est tout simplement impossible. Pensez-vous vraiment pouvoir vous télétransporter prochainement vers Paris sans avion ? La dématérialisation est la réduction et non la disparition de la part de matières premières consommées pour une même quantité produite.

On peut donc croire à une plus grande efficacité, peut-être à une amélioration de la **productivité**.

Mais c'est plus encore. L'efficacité n'est pas qu'économique, car si produire des biens requiert moins d'équipement lourd, moins d'énergie, il y a donc aussi un gain écologique puisque moins de gaz à effet de serre seront générés.

Les consommateurs consacrent une part croissante de leurs dépenses à la santé, à l'éducation et aux télécommunications, des biens dématérialisés. Cela se traduit par un secteur des services qui a pris de plus en plus d'importance au détriment du secteur manufacturier, dont la part dans le PIB canadien n'a cessé de décroître depuis les années 50, passant de 27 % en 1950 à environ 12 % aujourd'hui<sup>3</sup>.

Ajoutée à la délocalisation de plusieurs industries vers des pays aux faibles coûts de main-d'œuvre, cette révolution dans la production de biens et de services a des répercussions majeures sur l'emploi : on produit moins de biens matériels. Et aucun pays n'a été capable de conjuguer dématérialisation et croissance économique<sup>4</sup>.

Le lien traditionnel entre croissance du PIB et création d'emplois est ainsi fragilisé. On peut présumer que si la production d'un bien requiert plus de technologie, elle exigera également moins de travailleurs. Conséquemment, dans une économie toujours davantage dématérialisée, chaque point de pourcentage de PIB additionnel générera moins d'emplois.

Alors, bonne ou mauvaise chose, la dématérialisation ?

---

1. La première étant la mécanisation industrielle à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et la deuxième, l'introduction du travail à la chaîne et de la production de masse au début du XX<sup>e</sup> siècle avec Henry Ford.

2. Farchy, J., Méadel, C. et Sire, G., *La gratuité, à quel prix*, Paris, Éditions Presse des Mines, 2015.

3. [http://worthwhile.typepad.com/worthwhile\\_canadian\\_initi/2012/05/the-decline-of-manufacturing-in-canada-1926-2011-dutch-disease.html](http://worthwhile.typepad.com/worthwhile_canadian_initi/2012/05/the-decline-of-manufacturing-in-canada-1926-2011-dutch-disease.html)

4. Ekins, P., « The Economic Implications of Dematerialisation », dans Bleischwitz, R., Welfens, P. J. J. et Zhang, Z., *Sustainable Growth and Resource Productivity*, Sheffield, Greenleaf Publishing, 2009.



---

# DÉVELOPPEMENT DURABLE

---

Le concept de développement durable implique-t-il automatiquement la fin de la croissance économique ou intègre-t-il le développement d'une économie moins dommageable pour l'environnement ? Derrière ces deux mots, les nuances sont multiples. Tous ne s'entendent pas sur ce qu'on devrait accoler à cette expression fourre-tout !

Pourtant, les mots ont un sens, et le développement durable véhicule véritablement des valeurs de protection de l'environnement, des **écosystèmes** et de la planète, tout en maintenant et en améliorant le bien-être des populations. On ne peut pas dire que transformer un chemin de terre en route asphaltée, c'est du développement durable, parce que sa stabilité va « durer » plus longtemps ! Il y a des valeurs liées au développement durable qui doivent être intégrées et associées aux bons gestes.

Quelles sont-elles, ces valeurs ? Mais, d'abord, d'où vient l'expression « développement durable » ? Plusieurs sources trouvent différentes origines à cette expression, mais disons que la définition contemporaine la plus reconnue

vient de l'ancienne première ministre de la Norvège, Gro Harlem Brundtland, qui a présidé la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, et qui a publié en 1987 un rapport sur la soutenabilité environnementale de notre production planétaire. C'est dans ce rapport, qui a servi de base au Sommet de la Terre à Rio en 1992, que l'expression « développement durable » s'est véritablement imposée.

Gro Harlem Brundtland a écrit que « le genre humain a parfaitement les moyens d'assumer un développement durable, de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs. [...] nous sommes capables d'améliorer nos techniques et notre organisation sociale de manière à ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique. [...] le développement durable signifie la satisfaction des besoins élémentaires de tous et, pour chacun, la possibilité d'aspirer à une vie meilleure. Un monde qui permet la pauvreté endémique sera toujours sujet aux catastrophes écologiques et autres<sup>1</sup>. »

Le développement durable, tel que défini par Brundtland, est manifestement la voie de l'avenir. Mais nous n'avons pas à examiner les faits très longtemps pour confirmer que, près de 30 ans après la publication de ce texte, malgré toutes les initiatives prises au nom du développement durable, nous sommes très loin du compte. Le réchauffement de la planète est en cours et les conséquences se font déjà sentir. Les projections scientifiques sont de plus en plus alarmantes. Les progrès technologiques ne sont pas assez avancés pour atteindre à la fois des objectifs de croissance économique et de protection de l'environnement<sup>2</sup>.

Le Québec a aujourd'hui son « ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques » qui s'est donné trois objectifs :

1. Maintenir l'intégrité de l'environnement ;
2. assurer l'équité sociale ;
3. viser l'efficience économique pour créer une économie innovante et prospère, écologiquement et socialement responsable<sup>3</sup>.

La recherche sur le développement durable est aussi active au Québec. Le Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) vise à stimuler cette recherche et à la faire connaître. L'organisme

regroupe plus de 80 chercheurs et 400 étudiants. Selon Laure Waridel, nommée directrice exécutive du Centre à l'été 2015, « nos universités et centres de recherche regorgent d'expertises non seulement en ingénierie en ce qui concerne les énergies renouvelables et les technologies vertes, mais également en sciences sociales et naturelles, en architecture, en aménagement, en agronomie et dans pratiquement toutes les disciplines. Le Québec est déjà en transition, même si cela ne se voit pas toujours facilement<sup>4</sup>. »

D'ailleurs, concrètement, voici quelques exemples d'initiatives en matière de développement durable :

- ajout de pistes cyclables dans un quartier
- introduction de bornes de recharge électrique
- désinvestissement dans les **énergies fossiles**
- construction Leed (voir encadré) d'un nouveau bâtiment
- installation de jardins écologiques urbains
- développement d'un programme de récupération de nourriture
- réutilisation de matières utilisées dans la fabrication de nouveaux objets
- verdissement de ruelles et de toits



ajout de pistes cyclables  
dans un quartier



introduction de bornes  
de recharge électrique



désinvestissement dans  
les énergies fossiles



construction Leed (voir encadré)  
d'un nouveau bâtiment



installation de jardins  
écologiques urbains



développement d'un programme  
de récupération de nourriture



réutilisation de matières utilisées dans  
la fabrication de nouveaux objets



verdissement de ruelles  
et de toits

### VOUS AVEZ DIT LEED ?

Un bâtiment Leed respecte les principes du développement durable. Cette certification, qui signifie en anglais Leadership in Energy and Environmental Design est donnée aux bâtiments qui répondent à différents critères d'efficacité énergétique et écologique dans la conception, l'emplacement, l'aménagement, la gestion de l'eau, les choix de matériaux, la qualité environnementale des lieux, la sensibilisation et la formation notamment. Un immeuble à bureaux ou une maison peut obtenir cette certification. L'objectif, c'est de construire des bâtiments qui consomment moins d'énergie et d'eau, qui utilisent et réutilisent de bons matériaux qui ne sont pas nocifs pour la santé et dont l'empreinte écologique est plus faible que la moyenne.

Sources: [ecohabitation.com](http://ecohabitation.com), [usgbc.org](http://usgbc.org)

### 1,5 À 2 DEGRÉS CELSIUS

L'accord de Paris, signé par 190 pays en décembre 2015, a pour objectif de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius d'ici la fin du siècle, tout en poursuivant des efforts pour ne pas dépasser 1,5 degré Celsius. Les engagements pris jusqu'à maintenant ne permettent pas de croire qu'ils seront respectés. Mais, l'entente a ceci d'exceptionnel qu'il s'agit d'un accord qui a réuni pratiquement tous les pays du monde autour d'une feuille de route, un exploit en soi.

Il y a des tonnes de gestes et d'initiatives qui vont dans le sens du développement durable. Et il y en a une quantité phénoménale qui va dans le sens contraire. Les économistes et les dirigeants d'entreprises ont compris qu'une bonne décision économique de nos jours ne peut pas échapper à la grille du développement durable. De là la tendance prônant le désinvestissement dans les énergies fossiles et l'acceptation, voire la volonté de mise en place, de différentes formes de taxation du **carbone**.



NICHOLAS  
STERN



GRO HARLEM  
BRUNDTLAND

L'économiste Nicholas Stern écrivait, en 2006, que passer d'une économie destructrice à une économie inspirée des principes du développement durable avait certainement un coût de transition. Mais ne rien faire coûtera encore plus cher dans les décennies à venir. Selon ses projections, le coût pour ralentir le réchauffement climatique et **décarboniser** l'économie est d'environ 1 % du PIB mondial. Ne rien faire réduira plutôt de 20 % la richesse mondiale<sup>5</sup>. En 2013, il disait avoir sous-estimé l'impact de l'inaction. Nous n'allons pas vers un réchauffement planétaire de 2 à 3 degrés Celsius, mais plutôt de 4 degrés<sup>6</sup>.

Le défi économique du xx<sup>e</sup> siècle, il est écologique.

---

1. [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport\\_brundtland.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf)

2. Laurent, É. et Le Cacheux, J., *Économie de l'environnement et économie écologique*, Paris, Armand Colin, 2012

3. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/definition.htm>

4. Discussion avec Laure Waridel, juillet 2015.

5. [http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20100407172811/http://www.hm-treasury.gov.uk/stern\\_review\\_report.htm](http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20100407172811/http://www.hm-treasury.gov.uk/stern_review_report.htm)

6. [http://www.theguardian.com/environment/2013/jan/27/nicholas-stern-climate-change-davos?](http://www.theguardian.com/environment/2013/jan/27/nicholas-stern-climate-change-davos?CMP=twf_fd)  
CMP=twf\_fd

# E

---

## ÉCONOMIE DU PARTAGE OU ÉCONOMIE COLLABORATIVE

---

Passer une semaine de vacances à New York dans l'appartement qu'on a loué d'un inconnu ou encore aller du point A au point B à bord de la voiture d'un particulier, voilà deux exemples bien connus de l'économie du partage, aussi nommée « économie collaborative », une expression qui semble mieux exprimer l'esprit derrière cette économie parallèle, hors circuit, sans intermédiaire. Les offres d'économie ou de consommation collaborative se multiplient : du gardiennage de chat à la possibilité de venir faire son lavage chez le voisin, de l'emprunt de la tondeuse du monsieur du coin de la rue à la location d'un espace de stockage dans le sous-sol d'un couple de la Rive-Sud, les offres sont variées et inusitées.

Voilà ce qu'est l'économie collaborative, quelque part entre l'économie de marché et le troc. Pourquoi en parle-t-on autant ? Parce qu'Internet et les téléphones intelligents ont permis une sorte de *désintermédiation*. Autrement dit, on n'a plus besoin d'un intermédiaire pour louer sa maison quelques jours ou pour arrondir ses fins de mois en s'improvisant chauffeur de taxi à temps partiel. Airbnb et Uber sont la saveur du moment !

L'économiste Ianik Marcil a répertorié les grandes familles de ce nouveau type de phénomène<sup>1</sup>. D'abord, il y a l'économie collaborative, une économie où l'on n'observe ni achat ni vente. Wikipédia est un bon exemple de ce type d'activité.



On a ensuite les activités du type Airbnb et Uber, qui tombent sous le chapeau de la famille de l'économie du partage et qui visent la valorisation d'actifs peu utilisés et sujets à une transaction monétaire. La dernière famille identifiée par Ianik Marcil est celle de l'économie circulaire, qui englobe surtout les activités liées au recyclage et à la récupération.

Certains économistes prétendent plutôt que l'économie circulaire englobe toutes les activités de partage non monétaires, c'est-à-dire l'économie collaborative, de même que les activités visant à préserver l'environnement, comme recycler et récupérer<sup>2</sup>.

PricewaterhouseCoopers a établi les revenus totaux tirés de cette autre nouvelle économie à 15 milliards de dollars américains en 2015. Selon les projections de la firme, le chiffre d'affaires de l'économie collaborative devrait atteindre 335 milliards de dollars américains en 2025<sup>3</sup>. En 2013, Forbes estimait que les revenus versés directement dans les poches des individus par la voie de ce type d'économie étaient de 3,5 milliards de dollars américains<sup>4</sup>.

L'économie collaborative est intrinsèquement liée à Internet, qui a rendu les choses extrêmement simples pour les adeptes de ce type d'activités. Cela se passe en ligne, on télécharge une application, rien de plus facile ! Le Web contribue à la diffusion de l'information, à la connexion avec les usagers, et augmente sensiblement la visibilité.

L'économie du partage est logique. Elle permet de louer des actifs qui ne sont pas complètement utilisés. Pensons-y bien : la plupart des voitures personnelles demeurent stationnées 95 % du temps<sup>5</sup> ! Il semble donc judicieux de louer cet actif (que ce soit une voiture ou une tondeuse) quand personne ne s'en sert. C'est ce que proposent Car2go et Auto-mobile. Il y a aussi des bénéfices liés à l'environnement. Louer une voiture plutôt qu'en posséder une signifie moins de véhicules sur les routes et moins de ressources pour les produire.

Autre effet économique : l'extraordinaire gonflement de l'offre. Le Bureau of Labor Statistics, division statistique du Département du travail aux États-Unis, rapporte qu'il y avait 233 000 chauffeurs de taxi aux États-Unis en 2012. Mais les nouveaux services comme Uber ont significativement augmenté le nombre de personnes proposant ce genre de service. Uber, seule, avait plus de 160 000 chauffeurs en 2014<sup>6</sup>. Dans les faits, cela vient doubler en pratique l'offre de transport à court terme.

Cela dit, le service Uber ne cadre pas exactement dans la philosophie de l'économie collaborative, et plusieurs précisent qu'il s'agit plutôt de « consommation collaborative ». Uber propose, dans la réalité, un service de taxi sans les permis nécessaires qui fait concurrence à une industrie déjà existante, réglementée et encadrée. De nombreux gouvernements contestent les activités d'Uber, d'autres tentent de les encadrer.

Dans l'industrie de l'hôtellerie, Airbnb se targue d'offrir plus d'un million de propriétés dans près de 200 pays, surpassant ainsi la capacité de grands hôteliers comme Hilton, qui avait 215 000 chambres dans 74 pays en 2014<sup>7</sup>. Cette augmentation de l'offre contribue à exercer une pression à la baisse sur les prix.

Airbnb permet aux citoyens ordinaires de mettre leur propriété en location pour une courte période. Dans la mesure où c'est occasionnel et que l'objectif n'est pas commercial, Airbnb est généralement toléré, même accepté. Le gouvernement du Québec a déposé en octobre 2015 un projet de loi visant à préciser les règles entourant l'hébergement touristique. Toute personne qui offre ce type d'hébergement doit posséder les attestations nécessaires, sinon elle devra payer des amendes salées.

Plusieurs analystes pensent que l'économie collaborative d'aujourd'hui est analogue au commerce en ligne du début des années 2000. Le cadre réglementaire est encore flou, et on se soucie peu des questions de sécurité, au point où des gens achètent maintenant des voitures ou des appartements dans le seul but de les louer.

Autre problème majeur pour l'État : les transactions effectuées sous la houlette de l'économie du partage ou de l'économie collaborative ne sont pas taxées, ce qui vient aggraver le problème de l'économie souterraine et du travail au noir. C'est un enjeu important. Ne pas payer d'impôt sur un revenu qui provient d'une location de deux semaines, durant nos vacances d'été, c'est une chose. Ne pas payer d'impôt sur la location de son logement plusieurs mois par année, c'est illégal.

En dépit de tous ces problèmes, beaucoup de consommateurs tiennent à ce genre de service et la demande ne cesse de croître. Internet et les téléphones intelligents ont permis aux consommateurs de court-circuiter et de rendre caducs les coûteux intermédiaires.

Pourtant, à proprement parler, l'économie collaborative est un triomphe de relations publiques, car, dans la réalité, c'est surtout une économie de location !

Ce qui est à toi est à moi, mais... à un prix ! C'est bien, mais ce n'est pas tout à fait le geste très gratifiant qui est celui de partager (de prêter !) de façon vertueuse dans le seul intérêt du bien commun !



- 
1. <http://www.asso-bug.org/2016/01/05/ianik-marcil-typologie-de-leconomie-collaborative-a-montreal/?platform=hootsuite>
  2. Pineault, É., « Ce que décroître veut dire », Relations, n° 765, Juin 2013.
  3. [http://pwc.blogs.com/files/sharing-economy-final\\_0814.pdf](http://pwc.blogs.com/files/sharing-economy-final_0814.pdf)
  4. <http://www.forbes.com/sites/tomiogeron/2013/01/23/airbnb-and-the-unstoppable-rise-of-the-share-economy/>
  5. <http://www.reinventingparking.org/2013/02/cars-are-parked-95-of-time-lets-check.html>
  6. <http://dataspace.princeton.edu/jspui/handle/88435/dsp010z708z67d>
  7. [https://www.richmondfed.org/publications/research/econ\\_focus/2014/q4/cover\\_story](https://www.richmondfed.org/publications/research/econ_focus/2014/q4/cover_story)



---

# ÉCOTAXE

---

Les écotaxes visent la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) par la fiscalité. Elles font partie de l'arsenal des mesures adoptées pour lutter contre les changements climatiques et promouvoir le développement durable. Elles se basent sur le principe de l'utilisateur-payeur.

Ces taxes ont été introduites par les pays scandinaves au tournant des années 90. Aujourd'hui, une dizaine de pays ont mis en œuvre ce genre de mécanisme afin de réduire les GES. Au Canada, la Colombie-Britannique a été la première province à adopter une écotaxe en 2008, et même le premier endroit en Amérique du Nord. Le gouvernement a alors explicitement imposé une taxe sur chaque tonne métrique de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) de combustible fossile (essence, diésel, propane, gaz naturel, charbon). Lancée à 10 \$ la tonne en 2008, elle se situait en 2015 à 30 \$ la tonne. Sur le litre d'essence par exemple, cela équivaut à une taxe de 0,07 \$.

À peu près personne n'aime être taxé, que ce soit sous la forme d'impôt sur le revenu, d'une taxe de vente ou d'une taxe pour lutter contre les changements climatiques. La particularité de l'écotaxe de la Colombie-Britannique, c'est qu'elle exploite l'astucieux mécanisme du « double **dividende** » :

1. on taxe les énergies fossiles dans l'espoir de diminuer la demande ;
2. on prend la recette de la taxe et on la dépose dans un fonds spécial ;
3. à la fin de l'année, on retourne l'argent du fonds aux contribuables sous forme, par exemple, de baisses d'impôt sur le revenu.

Le double dividende permet de réduire les émanations de GES tout en faisant un

« cadeau » aux contribuables en se servant du fruit de la taxe. Plusieurs économistes pensent que c'est là la seule façon de faire « avaler » une taxe sur le carbone aux contribuables.

Depuis l'instauration de cette taxe, en 2008, les émissions de GES ont diminué de 16,1 % en Colombie-Britannique (2008-2013), tandis que, dans le reste du Canada, elles augmentaient de 3 %<sup>1</sup>. Cela a-t-il pénalisé la croissance économique de cette province, comme le soutiennent souvent les détracteurs des écotaxes ? Rien n'est moins sûr ! Pendant cette période, la croissance économique de la province du Pacifique a été légèrement supérieure à la moyenne canadienne.

Peu de gens le savent, mais le Québec a déjà eu une sorte de taxe sur le carbone, la « redevance au Fonds vert ». Implantée en octobre 2007, elle a été abandonnée en 2014 au profit d'un système plus complexe de plafonnement des échanges ou de ce qu'on appelle communément une « bourse du carbone »<sup>2</sup>.

Pourtant, comme nous l'enseignent les pays scandinaves, l'**écofiscalité** doit largement déborder le seul concept d'une écotaxe si l'on veut atteindre de façon décisive des objectifs environnementaux, tels que ceux dont s'est doté le Québec, soit une réduction de 37,5 % des émissions de GES en 2030 par rapport au niveau de 1990. Parmi les mesures écofiscales très répandues dans les pays scandinaves, on compte notamment une taxe sur les batteries de voiture, une autre sur les pesticides, les insecticides et les produits chimiques, une taxe sur les émanations d'oxyde d'azote et une sur les déchets.

Dans le cas du Danemark, l'arsenal écofiscal représente 7,7 % des recettes publiques du gouvernement provenant des taxes et des impôts (soit 13,8 milliards de dollars CAN) et 4 % du PIB du pays. Dans le cas de la Suède, les écotaxes constituent 5,5 % des recettes du gouvernement et 2,5 % du PIB.

Ces résultats sont attribuables à l'intégration des nombreuses mesures au sein d'un système cohérent, transparent et complet. En effet, les diverses taxes visent l'ensemble des activités ayant un impact sur l'environnement et n'épargnent aucun pollueur. Cela assure une équité réelle et perçue de la part des contribuables. De plus, les sommes considérables qui sont amassées permettent de réduire de façon significative les autres formes d'impôts et de taxations des particuliers et des entreprises (le fameux « double dividende » mentionné plus haut).

Les écotaxes ont bel et bien un effet sur la lutte contre les changements

climatiques. Mais, vous en conviendrez, elles ne peuvent pas faire le travail à elles seules !

- 
1. Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national 1990-2013 : Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada*, 2015.
  2. En vertu du système de plafonnement et d'échange, les entreprises disposent d'un quota de GES qu'elles peuvent revendre à d'autres si elles ont émis moins de GES que ce qui leur est permis. Une entreprise peut donc acheter un droit d'émission auprès d'une autre qui a amélioré son empreinte carbone.



---

# ENTREPRENEURIAT

---

Votre père, votre oncle, votre cousine, votre voisin ; des entrepreneurs, il y en a partout, et il y en a eu de tout temps. L'entrepreneuriat occupe une place importante dans l'économie alors que cela représente un accomplissement pour bon nombre de gens, pour qui se lancer en affaires est essentiel et vital. Ouvrir une petite boutique dans la rue principale, mettre sur pied une plateforme Web d'informations sur la Bourse, lancer un studio de yoga ou créer sa propre maison d'édition de livres, c'est de l'entrepreneuriat. Qu'on soit le seul employé de son entreprise ou qu'on parvienne à obtenir le financement nécessaire pour créer une chaîne de montage qui compte plusieurs employés, dans les deux cas, le geste est le même. On ose, on risque, on fonce, on crée.

Selon le rapport *Global Entrepreneurship Monitor* de 2014 pour le Québec<sup>1</sup>, préparé par Étienne Saint-Jean et Marc Duhamel<sup>2</sup>, professeurs de management et d'économie de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), les Québécois ont la fibre entrepreneuriale. Ce sont 19,1 % qui avaient l'intention de se lancer en affaires en 2014, comparativement à 16 % pour les autres provinces canadiennes<sup>3</sup>. Le Québec dépasse, à ce chapitre, tous les pays du G8.

Si l'intention est bonne, il n'est pas dit que les Québécois vont passer à l'action. Beaucoup d'entre eux, désireux de se lancer en affaires, se sentent peu compétents pour le faire. Ce sont 7,5 % des Québécois qui sont des « entrepreneurs naissants », comparativement à 8,1 % pour le reste du pays. Tout de même, le niveau québécois dépasse les pays du G8, sauf les États-Unis. Les entrepreneurs en affaires depuis 4 à 41 mois, puis depuis 42 mois et plus, sont moins nombreux encore là que dans les autres provinces. Mais, une fois de plus,

on constate que le taux d'entrepreneurs établis (42 mois et plus) est plus élevé qu'ailleurs dans le G8.

Et puis, autre donnée qui pourrait en surprendre plus d'un : l'entrepreneuriat est très valorisé au Québec. Pour près de 8 personnes sur 10, entreprendre est un bon choix de carrière. Dans le reste du Canada, ça ne l'est que pour 5 citoyens sur 10.

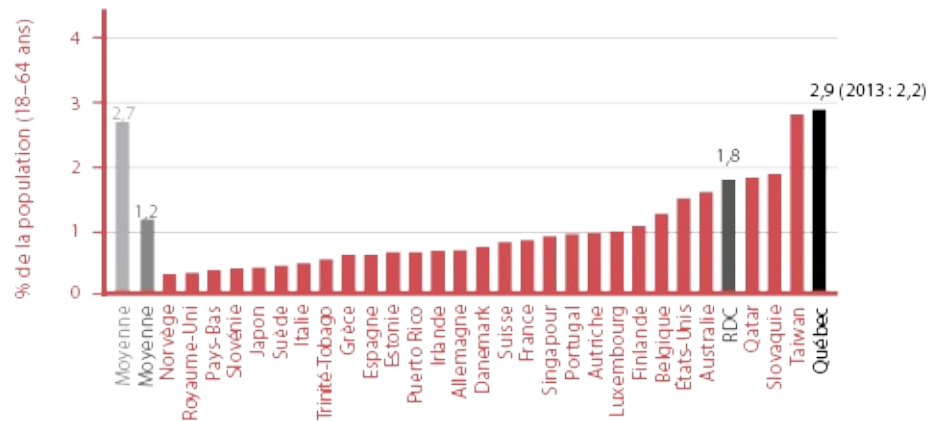
Ces données confirment le renouveau entrepreneurial dans la province, alors que les chiffres des années précédentes laissaient entrevoir un retard de la part du Québec en entrepreneuriat. Selon les auteurs de l'UQTR, ce dynamisme est possiblement attribuable « aux différentes initiatives liées à la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat lancée en 2011, qui semblent avoir eu une influence sur l'intention entrepreneuriale des citoyens. Celles-ci visaient entre autres à augmenter significativement le nombre d'entrepreneurs et à prolonger le taux de survie après un an des très petites PME (moins de 5 employés). On peut également penser à l'impact du programme éducatif des services de garde du Québec qui aura permis à de nombreuses mères de jeunes enfants de considérer tant les opportunités entrepreneuriales que celles du marché du travail. »

Nous pourrions ajouter la prise de parole de plusieurs entrepreneurs dans l'espace public, au Québec, qui a pu avoir un impact sur l'intérêt et la perception de la population à propos de l'entrepreneuriat. On peut penser à Marc Dutil, qui a mis sur pied l'École d'entrepreneurship de Beauce, à Dominique Brown, qui a fondé Beenox, puis acheté Chocolats Favoris, et aux entrepreneurs qui ont participé à l'émission *Dans l'œil du dragon* sur ICI Radio-Canada Télé, notamment Alexandre Taillefer, Serge Beauchemin et Martin-Luc Archambault.

Par ailleurs, l'étude de l'UQTR nous apprend également que les entreprises créées au Québec sont relativement plus nombreuses à survivre à leur fondateur. Le Québec est dominant à ce chapitre, comme l'illustre ce tableau.



## LES SORTIES ENTREPRENEURIALES AVEC CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE SELON LE PAYS



Source : UQTR

De nombreuses initiatives ont été annoncées depuis une décennie au Québec pour faire monter l'intérêt entrepreneurial. Parmi ces initiatives, en plus de l'École d'entrepreneurship de Beauce, notons le travail de la Fondation de l'entrepreneurship soutenue par de grandes institutions québécoises, celui d'Entrepreneuriat Québec qui aide les commissions scolaires dans la formation des jeunes entrepreneurs ainsi que, plus récemment, le développement d'Espace entreprendre au cégep Garneau. Toutes ces mesures ont contribué à favoriser l'esprit entrepreneurial, qui représente un moteur important du développement économique du Québec.



1. Voir le rapport pour le Québec, 2014 : <http://www.gemconsortium.org/country-profile/49>
2. Étienne Saint-Jean est professeur de management des PME à l'UQTR et titulaire de recherche UQTR sur la carrière entrepreneuriale. Il est chercheur régulier de l'Institut de recherche sur les PME (INRPME). Il est également éditeur associé de *Journal of Small Business and*

*Entrepreneurship*. Marc Duhamel est professeur de microéconomie à l'UQTR.

3. Discussion en novembre 2015 avec Étienne Saint-Jean qui précise que les sondages du Global Entrepreneurship Monitor se basent sur des appels faits à des numéros de téléphonie résidentielle (80 %) et cellulaire (20 %) et non en faisant appel à un panel Internet.

---

# EXTERNALITÉ

---

Qu'ont en commun les mots et ensembles de mots suivants : bruit, pollution, maison impeccable du voisin et aller à l'école ? Difficile à trouver, on vous l'accorde ! Ce sont toutes des choses qui vous touchent, mais dont vous n'êtes pas responsables. Ce sont des externalités.

Exprimé simplement, on vit une externalité négative quand quelqu'un nous fait subir un inconvénient (bruit) ou un dommage (pollution) sans que celui-ci soit compensé monétairement. Il y a aussi des externalités positives : votre voisin prend grand soin de sa maison (maison impeccable du voisin) et ça rejaillit sur la qualité de vie de votre quartier et la valeur de votre propre maison ! Envoyer vos enfants à l'école, les encourager à étudier (aller à l'école) aura des effets bénéfiques pour vos enfants, mais également pour votre famille et la société en général.

Autre exemple : vous êtes un restaurateur et le siège social d'une grande entreprise s'installe à proximité de votre commerce. Vous ne faites pas partie du plan de l'entreprise, mais vous tirez profit de l'arrivée de ce siège social, qui vous offre ainsi une nouvelle clientèle.

On construit une station de métro dans votre voisinage. Tout à coup, votre propriété vient de prendre de la valeur sans que vous ayez fait quoi que ce soit ! C'est une externalité positive, ou encore une **plus-value**.

Comme le risque, l'externalité zéro n'existe pas ! On est toujours affecté par quelque chose fait par autrui et sur lequel on n'a pas de contrôle. Pensez à votre voisin qui décide de tondre sa pelouse à 7 heures un samedi matin ! Devriez-vous être dédommagé pour ça ?

Sur le plan collectif, le concept d'externalité est crucial. Par exemple, le fait que chaque individu ait la liberté de s'alimenter dans des restaurants proposant des repas riches en gras saturé ou en sucre implique des coûts de santé publique à la société (obésité ou taux élevé de cholestérol). Le cas de la cigarette est similaire.

Si vous vous alimentez sainement, vous êtes touché négativement par les impôts plus élevés qui servent à financer les coûts additionnels attribuables aux problèmes de santé généralement accrus chez les gens qui s'alimentent mal. Devrait-on alors vous indemniser au moyen d'une réduction d'impôt en raison

de votre sain régime alimentaire ?

Un autre exemple patent (d'une externalité positive, cette fois) est celui de l'investissement de l'État en éducation. C'est profitable pour les personnes qui en bénéficient et pour l'ensemble de la société. Une amélioration du taux d'alphabétisation aura un impact positif sur l'économie.

Tous ces exemples illustrent pourquoi la question des externalités est au centre de notre vie économique. Un célèbre économiste du nom de Ronald Coase, Prix Nobel d'économie<sup>1</sup> en 1991, a affirmé qu'on peut établir une compensation pour avoir subi une externalité négative lorsque :

- on peut définir des droits de propriété clairs ;
- le nombre de personnes en cause est faible ;
- les négociations ne sont pas trop onéreuses.

Prenons l'exemple d'un parc d'éoliennes installé par une entreprise privée tout juste derrière chez vous. Le bruit généré par les éoliennes représente une externalité négative que vous subissez et pour laquelle vous n'êtes pas dédommagé. Si la société bénéficie d'une subvention du gouvernement pour l'installation d'éoliennes ou si elle craint une poursuite de votre part, elle sera incitée à vous indemniser pour les dommages encourus (perte du silence de votre environnement).

Dans la réalité, il est relativement rare que l'on puisse en arriver à pareille solution négociée, et l'intervention du gouvernement est souvent nécessaire. Celui-ci peut imposer une réglementation (par exemple, la pose de silencieux pour éoliennes) ou encore taxer le responsable de l'externalité pour que ses coûts de production reflètent également ceux qu'il fait encourir à la société. Ces taxes tombent dans la famille des taxes pigouviennes (voir le texte *Obésité*).

Si les externalités sont largement répandues, la façon d'en tenir compte est loin d'être simple. Dans certains cas, les solutions sont plus facilement envisageables, comme imposer une surtaxe sur les véhicules énergivores afin de décourager leurs ventes et ainsi de réduire la pollution. Dans le contexte de la lutte contre la pollution, le système de plafonnement des échanges – la bourse du carbone – est également une manière de tenir compte de l'externalité négative qu'est le fait de polluer. Dans d'autres cas, par contre, les solutions sont complexes.

Les externalités sont omniprésentes dans nos vies. Malheureusement, les économistes n'ont pas encore trouvé de façon simple, pratique, efficace, juste et équitable, mais aussi politiquement réalisable, de régler ce problème.

- 
1. Le nom précis est « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

---

## FONDS DE TRAVAILLEURS

---

L'idée, derrière le fonds de travailleurs, est de favoriser l'épargne et de stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises. Vous n'êtes pas obligé de travailler sur un chantier de construction pour cotiser au Fonds de solidarité FTQ et vous n'avez pas à être un employé de la forestière Résolu au Saguenay–Lac-Saint-Jean pour avoir accès au Fondation CSN.

On les nomme « fonds de travailleurs » parce qu'ils sont parrainés par des organisations syndicales. Ainsi, la FTQ a créé son fonds en 1983, et la CSN a mis sur pied le sien en 1996. Ce sont les deux plus grands fonds de travailleurs au pays. Ces fonds représentent du **capital de risque** ayant pour objectif d'encourager le développement de certains secteurs d'activité à la recherche de financement. D'ailleurs, environ 40 % du capital de risque au Canada provient des fonds de travailleurs<sup>1</sup>.

En retour d'un investissement à long terme qui a pour but de stimuler l'économie, l'épargnant qui met de l'argent dans un fonds de travailleurs a droit à un crédit d'impôt des gouvernements fédéral et provincial. Exemple : Manuel investit 5000 \$ dans le Fonds FTQ. Il a droit au Québec à un crédit de 15 %, ce qui donne 750 \$. Il pourra donc réduire l'impôt à payer au Québec de 750 \$. Cette somme s'ajoute aux gains enregistrés par le report d'impôt disponible sur les investissements dans un REER.

Le crédit d'impôt pour fonds de travailleurs est de 15 % au Québec pour le

Fonds de solidarité FTQ et il était de 25 % pour le Fondation CSN en 2015, puis de 20 % en 2016. Au fédéral, le crédit était en train de disparaître avant l'élection du Parti libéral de Justin Trudeau en octobre 2015. Il a promis de rétablir le crédit d'impôt à 15 %, alors que le gouvernement de Stephen Harper avait prévu de l'éliminer totalement en 2017.

Cette décision du gouvernement conservateur de ne plus fournir d'avantages fiscaux aux épargnants qui investissent dans les fonds de travailleurs avait été annoncée en mars 2013 par Jim Flaherty, qui était alors ministre des Finances, aujourd'hui décédé. Il justifiait sa décision en affirmant dans son budget que « de nombreux observateurs, y compris l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ont reproché le manque d'efficacité du crédit d'impôt relatif à une SCRT (société à capital de risque de travailleurs) en tant que moyen de dynamiser la vitalité du secteur du capital de risque<sup>2</sup> ».

Cette décision avait soulevé un tollé dans les milieux syndicaux, mais également patronaux. Au 5 janvier 2016, le Fonds de solidarité FTQ gérait un actif net de plus de 11 milliards de dollars, dont une grande partie est investie dans l'économie du Québec. Parce que le Fonds FTQ est un partenaire habituel d'Investissement Québec et de plusieurs entreprises, les lobbys d'affaires avaient exprimé publiquement leur déception à propos du retrait du crédit d'impôt fédéral.



Dans la lettre de mandat remis par le premier ministre Trudeau au ministre des Finances Bill Morneau, l'une des « grandes priorités » est de « rétablir le crédit d'impôt pour contribution à un fonds de travailleurs pour soutenir la croissance économique et aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite<sup>3</sup> ».

Quand le Fonds de solidarité FTQ a été créé en 1983, le Québec sortait d'une difficile récession, le taux de chômage atteignait 14 % et le gouvernement venait de clore un affrontement majeur avec sa fonction publique. Les leaders

syndicaux Louis Laberge et Fernand Daoust ont alors proposé la mise sur pied d'un **fonds d'investissement** qui aurait pour but d'encourager l'épargne et la participation des travailleurs, en plus de stimuler l'économie. Ils ont réussi à convaincre le premier ministre René Lévesque, qui a confié la mise en œuvre du projet à son ministre des Finances, Jacques Parizeau. Le « coup de pouce » du ministre a été majeur : il a offert aux investisseurs un crédit d'impôt de 35 %, à concurrence de 3500 \$ par année<sup>4</sup>.

Dans la foulée de la décision du gouvernement Harper d'annuler le crédit d'impôt en 2017, plusieurs questions se sont posées sur cet enjeu : un fonds de 10 ou 11 milliards, a-t-il encore besoin, 30 ans plus tard, d'un avantage fiscal de l'État ? Le gouvernement Harper avait-il raison de dire qu'il s'agissait aujourd'hui d'un avantage fiscal injuste dans la concurrence avec les autres fonds d'investissement ? Malgré l'incertitude des dernières années, la demande pour les actions du Fonds de solidarité FTQ et du Fondation CSN touche des sommets.

---

1. <http://www.tdwaterhouse.ca/francais/produits-et-services/investissements/placements-droits-fonds-mutuels/fonds-travailleurs.jsp>

2. Gouvernement du Canada, *Le plan d'action économique de 2013*.

3. <http://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-du-ministre-des-finances>

4. Fournier, L., *Solidarité inc. : un nouveau syndicalisme créateur d'emplois*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1991.





---

# FRACTIONNEMENT DU REVENU

---

Le fractionnement du revenu de pension est possible au Canada, mais il ne l'est plus pour les couples qui ont des enfants. Le gouvernement de Justin Trudeau a annoncé en décembre 2015<sup>1</sup> le retrait de la mesure qui avait été annoncée par le gouvernement de Stephen Harper en octobre 2014. Finalement, le fractionnement du revenu pour les conjoints avec enfants n'aura été disponible que pour les années d'imposition 2014 et 2015.

Le gouvernement conservateur souhaitait, avec cette mesure, accorder des baisses d'impôts aux couples qui ont des enfants de moins de 18 ans. Par exemple, si vous gagnez 55 000 \$ par année et que votre conjoint touche 15 000 \$, vous avez donc un revenu familial qui totalise 70 000 \$. Il se trouve que le couple qui vit à côté de chez vous gagne aussi 70 000 \$ annuellement, mais les 2 membres du ménage touchent le même revenu, soit 35 000 \$ chacun. Voici donc 2 ménages à 70 000 \$ par année, mais qui ne paient pas le même impôt !

## IMPÔT FÉDÉRAL À PAYER

Famille à 2 revenus différents totalisant 70 000 \$ par année	
55 000 \$	6 072 \$
15 000 \$	4 60 \$
Total	6 532 \$

Famille à 2 revenus identiques totalisant 70 000 \$ par année	
35 000 \$	2 965 \$

35 000 \$	2 965 \$
Total	5 930 \$ <sup>2</sup>

La famille qui a 2 revenus différents totalisant 70 000 \$ par année paie 602 \$ de plus que la famille qui a 2 revenus identiques, mais dont le total annuel est le même. Cette différence s'explique par la progressivité de l'impôt. Plus vous gagnez de l'argent, plus vous payez de l'impôt. Plus votre revenu est faible, et c'est le cas ici avec la personne qui gagne 15 000 \$, moins vous payez d'impôt<sup>3</sup>.

Dans l'objectif de gommer cette différence, le gouvernement Harper a introduit le fractionnement du revenu pour les couples avec enfants de moins de 18 ans. Mais, cette mesure a suscité de nombreuses critiques puisqu'elle ne profitait qu'à près de 2 millions de familles au Canada, soit 15 % des ménages. Les couples sans enfant et les familles monoparentales n'ont jamais eu accès au fractionnement du revenu. Jusqu'à 50 000 \$ de revenus pouvaient être transférés dans la déclaration de revenus du conjoint pour un gain maximal d'impôt de 2 000 \$.

Le directeur parlementaire du budget Jean-Denis Fréchette, dans un rapport<sup>4</sup> préparé sur les effets du fractionnement du revenu, en est arrivé à la conclusion que la mesure pouvait réduire d'environ 7 000 le nombre net d'emplois équivalent temps plein, un effet « relativement marginal <sup>5</sup> ». Cela dit, il constatait que le fractionnement du revenu profitait avantagement aux familles les mieux nanties. Un couple formé d'une personne qui gagnait 100 000 \$ par année et d'une autre qui n'avait pas de revenu pouvait bénéficier d'un gain d'impôt de 1 920 \$. Le directeur parlementaire du budget a estimé le coût du programme à 2,2 milliards de dollars pour l'année 2015.

Dans sa plate-forme électorale, le Parti libéral du Canada écrivait que « cette mesure ne crée aucun emploi. Elle n'offre pas non plus à des jeunes les perspectives dont ils ont besoin pour réussir. Le fractionnement du revenu n'offre aucun avantage aux parents dont les revenus sont semblables, ni aux chefs de famille monoparentale, ni aux Canadiens qui n'ont pas d'enfants <sup>6</sup>. »

L'annulation du fractionnement du revenu par les libéraux ne touche pas les retraités, qui peuvent toujours fractionner leurs revenus de pension au fédéral, peu importe leur âge, et à partir de 65 ans pour l'impôt du Québec. Ce qui est important de savoir dans cette mesure, c'est que ce ne sont que les revenus de

pensions (régimes de retraite, FERR, FRV) qu'on peut fractionner avec son conjoint, et non les revenus de travail. Les revenus de la **sécurité de la vieillesse** et les **rentes** de la RRQ ou du RPC ne peuvent pas être fractionnés (il est possible de diviser sa rente de la RRQ, mais cela ne se fait pas nécessairement en deux parties égales<sup>7</sup>). De plus, le gain d'impôt est illimité.

- 
1. [http://www.fin.gc.ca/n15/data/15-086\\_1-fra.asp](http://www.fin.gc.ca/n15/data/15-086_1-fra.asp)
  2. <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/table-impot-p-quebec-2015-f.pdf?resVer=1425482649000>
  3. Pour d'autres exemples : <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2014/10/30/fractionnement-qui-en-profite/>
  4. [http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Family\\_Tax\\_Cut\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Family_Tax_Cut_FR.pdf)
  5. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2015/03/17/002-fractionnement-revenu-menages.shtml>
  6. <https://www.liberal.ca/files/2015/10/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>
  7. [http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/retraite/rrq/calcul\\_rente/Pages/division\\_rr.aspx](http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/retraite/rrq/calcul_rente/Pages/division_rr.aspx)



---

## GESTION DE L'OFFRE

---

Difficile d'aborder la question de la gestion de l'offre dans le domaine **agroalimentaire** sans tomber dans l'affrontement idéologique : si vous êtes pour les solutions de marché, vous êtes contre la gestion de l'offre. Si vous favorisez davantage la protection du marché et ses producteurs, vous êtes en faveur de la gestion de l'offre. L'enjeu est bien sûr complexe, mais, fondamentalement, le positionnement des uns et des autres se fait souvent en fonction de convictions économiques.

D'abord, c'est quoi, la gestion de l'offre ? C'est un système qui a pour objectif de planifier la production de lait, de volaille et d'œufs afin de répondre adéquatement à la demande de la population du pays, province par province. Prenons l'exemple du lait : dans le but de contrôler la production, l'État émet des **quotas** de mise en marché dans le cadre de différentes politiques, notamment le Plan national de commercialisation du lait qui chapeaute toute l'industrie canadienne. Ces quotas tiennent compte des exportations, mais aussi des importations sur lesquelles sont imposés, par ailleurs, des **tarifs** douaniers.

Ce système repose également sur la fixation du prix de production par la Commission canadienne du lait, un prix de référence pour l'industrie et les provinces qui prend en considération les coûts de production, la marge bénéficiaire des producteurs et les frais d'entreposage si nécessaire<sup>1</sup>. Au Québec, c'est la Régie des marchés agricoles et alimentaires qui va ultimement déterminer le prix. Cette gestion permet de stabiliser les revenus des

producteurs, qui sont dépendants de plusieurs facteurs imprévus, notamment la météo<sup>2</sup>.

Le plan de gestion et de commercialisation du lait a été créé en 1966 par le gouvernement fédéral. Le Québec et l'Ontario y ont adhéré en 1971, puis les autres provinces dans les années suivantes. Pour le Québec, c'est la Fédération des producteurs de lait qui gère le système des quotas. Un producteur peut acheter des quotas supplémentaires de lait ou en vendre en passant par la Fédération.

Les subventions agricoles et la fixation des prix et des quotas, comme la gestion de l'offre, sont régulièrement contestées devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un organisme international qui favorise l'ouverture des marchés et l'abolition des tarifs et des mesures de protection. En ce moment, ce sont les accords de libre-échange qui représentent la menace principale à la gestion de l'offre. Même si le gouvernement du Canada a toujours défendu ce système, les producteurs craignent sa disparition, partielle ou totale.

Le Partenariat Transpacifique, annoncé en octobre 2015, prévoit une ouverture du marché des produits laitiers au Canada. C'est 3,25 % du marché qui sera ouvert aux producteurs étrangers. Pour ce qui est des œufs, l'ouverture est de 1,5 % et pour la volaille, c'est 2,3 %. Des compensations sont prévues pour soutenir les producteurs au cours des 15 années suivant l'entrée en vigueur de l'accord<sup>3</sup>.

Le gouvernement du Québec a dû faire des concessions aussi dans le cadre des négociations entre le Canada et l'Union européenne en permettant des importations plus élevées de fromages européens sans tarif. « L'expérience des concessions de dernière heure accordant un accès supplémentaire de 17 700 tonnes de fromages aux Européens dans l'entente Canada-Union européenne nous a rendus très méfiants », prévenait le président de l'Union des producteurs agricoles Marcel Groleau, en mai 2015<sup>4</sup>.

La gestion de l'offre nuit aux consommateurs, rétorque le professeur Sylvain Charlebois, qui a publié plusieurs textes sur cet enjeu. En 2007, dans une étude de l'Institut économique de Montréal (IEDM), Sylvain Charlebois et l'économiste Marcel Boyer affirmaient que la gestion de l'offre est un système d'une autre époque, qui fonctionne comme un « cartel » et qui n'est plus justifié. « Si nous tenons compte de la consommation canadienne moyenne de lait, d'œufs et de volaille, écrivaient-ils, et si l'on compare nos prix au détail avec ceux répertoriés aux États-Unis, nous pouvons conclure que la gestion de l'offre

coûte en moyenne environ 75 \$ par an à chaque Québécois, soit 300 \$ pour une famille de 4 personnes, et plus de 575 millions de dollars pour l'ensemble de la province<sup>5</sup>. » L'IEDM propose l'abolition de la gestion de l'offre et le rachat des quotas financés temporairement par une taxe sur les produits assujettis à la gestion de l'offre.

Les producteurs laitiers du Canada admettent que les prix de leurs produits sont plus élevés chez nous qu'aux États-Unis. Mais ils affirment qu'ils se comparent tout à fait aux prix européens et à ceux de la Nouvelle-Zélande, et qu'ils sont franchement moins élevés qu'en Chine et en Norvège. Ils ajoutent que les Européens et les Américains subventionnent davantage leur industrie laitière que les Canadiens<sup>6</sup>.

---

1. [http://cilq.ca/?page\\_id=70](http://cilq.ca/?page_id=70)

2. <http://www.cdc-ccl.gc.ca/CDC/index-fra.php?id=3806>

3. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2015/10/05/partenariat-transpacifique-gagnants-perdants/>

4. [http://www.go5quebec.ca/fr/communiques\\_250515.php](http://www.go5quebec.ca/fr/communiques_250515.php)

5. [http://www.iedm.org/files/agri0807\\_fr.pdf](http://www.iedm.org/files/agri0807_fr.pdf)

6. <https://www.producteurslaitiers.ca/que-faisons-nous/a-propos-de-la-gestion-de-l-offre/mythes-et-realites>

---

# GRÈCE

---

Allons-y simplement ! Voici en cinq questions ce qui s'est passé dans les dernières années pour que la Grèce en arrive à une quasi-rupture avec la zone euro.

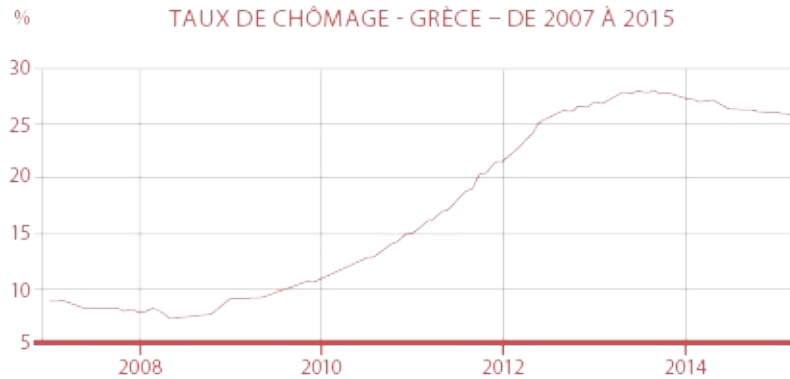
---

## 1. COMMENT S'EXPLIQUE L'EFFONDREMENT DE LA GRÈCE À PARTIR DE 2008 ?

---

Aux prises avec une lourde dette, une corruption endémique, des difficultés à percevoir les impôts qui lui sont dus, la Grèce a été happée par la crise financière qui a secoué la planète en 2008. Le nouveau gouvernement au pouvoir en 2009 a révisé dramatiquement l'ampleur du **déficit** affiché dans les comptes du pays, provoquant un affolement des marchés. Plusieurs ont alors craint l'effondrement de banques, comme on l'a vu aux États-Unis, entraînant une intervention importante du Fonds monétaire international (FMI) et des autorités européennes pour venir en aide à la Grèce.

En retour, les prêteurs ont exigé des mesures d'austérité considérables. Si l'objectif était de faire un grand ménage dans les finances publiques à Athènes et d'éviter une nouvelle crise en Europe, le résultat a été désastreux pour la Grèce : de 2008 à 2014, selon les données d'Eurostat compilées par *Alternatives économiques*, les investissements en Grèce ont chuté de près de 60 %, la **demande intérieure** s'est effondrée du tiers, tout comme le pouvoir d'achat. La consommation a diminué du quart, ainsi que l'emploi et le PIB<sup>1</sup>. La Grèce a été victime d'un tsunami économique.



Sources : Tradingeconomics.com, Service national de statistiques de Grèce

Incapable de retrouver le chemin de la croissance, la Grèce a continué de s'enliser. Sa dette, qui représentait 100 % de son PIB en 2006, dépassait les 175 % en 2015.



Sources : Trading Economics, Radio-Canada

## 2. POURQUOI LA GRÈCE A-T-ELLE ÉTÉ EN DÉFAUT DE PAIEMENT EN 2015 ?

Ne pouvant s'entendre avec ses créanciers, le nouveau gouvernement grec, en selle depuis janvier 2015, n'a pas été en mesure d'effectuer le remboursement prévu de 1,5 milliard d'euros au FMI, le 30 juin 2015. Exigeant de profondes réformes structurelles, les prêteurs publics de la Grèce ont été surpris par la décision du premier ministre Alexis Tsipras de soumettre la dernière proposition des créanciers à un référendum populaire. Cette décision a été reçue comme une rebuffade par les Européens, laissant entrevoir plus que jamais la possibilité que la Grèce quitte la zone euro. La suspension de l'aide à la Grèce a entraîné la



fermeture des banques pendant 3 semaines et la limitation des retraits bancaires à 60 euros par jour par personne.

La Grèce et ses créanciers ont conclu une entente le 13 juillet 2015, qui prévoit une aide financière en retour de mesures d'austérité : privatisations, hausse de la taxe sur la valeur ajoutée, réforme des retraites. Athènes a utilisé la première tranche d'aide de 7 milliards d'euros pour effectuer des remboursements au FMI et à la Banque centrale européenne (BCE).

---

### 3. QUI DÉTIENT LA DETTE GRECQUE ?

---

La dette est détenue à 80 % par les pays membres de l'Union européenne, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque centrale européenne (BCE)<sup>2</sup>. Ce sont des entités publiques qui possèdent la dette grecque et qui ont donc intérêt à ce que la Grèce retrouve la croissance économique afin d'être en mesure de les rembourser. Les instances publiques ont pris la place des prêteurs privés dans le financement de la Grèce, alors qu'Athènes ne pouvait plus emprunter sur les marchés financiers sans payer un intérêt faramineux aux créanciers.

---

### 4. POURRAIT-ON EFFACER UNE PARTIE DE LA DETTE GRECQUE ?

---

Le scénario qui consiste à effacer une partie de la dette a été évoqué à plusieurs reprises, justement parce que ce sont des institutions publiques qui détiennent cette dette et que c'est avec elles que le gouvernement négocie. L'entente du 13 juillet 2015 ne prévoit pas un effacement de la dette, mais le FMI et la BCE concèdent que cette option devrait être discutée, malgré l'opposition de l'Allemagne.

Pour la chancelière Angela Merkel, « la Grèce a déjà obtenu des allègements. Il y a eu une réduction [...] de la dette des créanciers privés, les délais (de remboursements) ont été rallongés et les taux d'intérêt ont été baissés [...] »<sup>3</sup>. La Grèce a rappelé à plusieurs reprises que l'Allemagne avait bénéficié en 1953 d'un effacement important de sa dette. Un accord, comportant la signature d'une vingtaine de pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, avait permis à la République fédérale d'Allemagne (RFA) d'adopter différentes mesures pour faire disparaître plus de 50 % de sa dette. D'autres concessions lui ont été accordées en 1990 lors de la réunification de l'Allemagne. La Grèce revendique encore aujourd'hui réparation pour les torts causés par les nazis

durant la Seconde Guerre mondiale<sup>4</sup>.

---

#### 5. LA GRÈCE POURRAIT-ELLE REFUSER DE PAYER SA DETTE ?

---

En considérant sa dette comme étant illégitime, la Grèce pourrait cesser de la rembourser. Non seulement un tel geste signifierait une rupture avec la zone euro, mais le pays pourrait avoir encore plus de mal à se financer sur les marchés, ayant perdu la totale confiance des investisseurs et des prêteurs. Quand on parle de dette illégitime, on fait référence à un État qui ne reconnaît pas sa responsabilité envers une dette. Dans le cas de la Grèce, certains affirment que cette dette a été contractée sous les dictatures passées, qu'elle est attribuable à la fraude fiscale et à des dépenses publiques inconsidérées faites avant les Jeux olympiques d'Athènes, en 2004<sup>5</sup>.

Une fois qu'on a fait le tour, même brièvement, de ce casse-tête, il est important de comprendre que l'enjeu dépasse largement la Grèce. Ce pays ne représente que 2 % du PIB européen. Toutes les actions concernant ce pays constituent des précédents qui pourraient avoir une incidence sur les rapports entre la zone euro et les pays qui ont connu des difficultés dans les dernières années. Si certains croient qu'une sortie de la Grèce de la zone euro ne serait pas catastrophique, il y a fort à parier que la monnaie unique ne résisterait pas à une exclusion de l'Italie ou de l'Espagne.



---

1. « Grèce : la saignée a presque tué le malade », *Alternatives économiques*, n° 342, janvier 2015, p. 49.

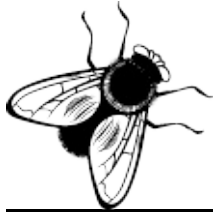
2. « Comment réduire les dettes publiques », *Alternatives économiques*, n° 344, mars 2015, p. 15.

3. <http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/07/19/angela-merkel-reaffirme-son-opposition-a->

une-reduction-de-la-dette-grecque\_4690075\_3234.html

4. « 1953, la dette allemande est divisée par deux », *Alternatives économiques*, n° 344, mars 2015, p. 94.
5. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2015/07/02/ah-la-dette/>

H



---

## *HOMO ECONOMICUS*

---

Non, l'homo economicus n'est pas un nouveau dinosaure découvert dans un endroit reculé de la planète ! Ce type de bipède est, en réalité, un agent économique parfaitement rationnel, dont les décisions sont motivées par l'intérêt personnel. Dans les livres d'économie, tout être humain, qu'il soit consommateur ou entrepreneur, est un homo economicus.

La paternité de cette représentation revient à John Stewart Mill, économiste du XIX<sup>e</sup> siècle, qui disait que l'agent économique tenterait de maximiser sa satisfaction en employant le minimum d'efforts et en ayant recours à un minimum de moyens. Bref, l'*homo economicus* est avant tout efficace et dénué de passion selon cette définition !

La grande majorité des modèles dont se servent les économistes sont basés sur l'hypothèse de ce type d'agent économique. C'est une simplification pratique qui permet aux économistes de mettre en équations mathématiques les comportements humains sous-jacents. Imaginez si l'on caractérisait l'agent économique comme un artiste sanguin, passionné et incohérent. On ne pourrait

pas tirer des conclusions solides, car le comportement d'une telle personne serait trop imprévisible. Pour ses recherches, l'économiste a besoin d'un être neutre et sans émotion.

Cela dit, la vérité est pourtant éloignée de cet individu. Simples mortels, sommes-nous, bien loin de la réalité de l'*homo economicus* de la théorie. Nous sommes parfois mal informés, paresseux, pressés, ce qui nous amène à prendre des décisions regrettables, voire fatales, allant à l'encontre de nos intérêts, de notre santé, de notre bonheur même.

En 2002, le psychologue américain Daniel Kahneman a reçu le prix Nobel d'économie<sup>1</sup> pour ses travaux sur l'économie comportementale qui démontrent que la rationalité supposée de l'*homo economicus* ne régit pas exclusivement les prises de décisions économiques. D'autres critères, irrationnels et affectifs, sont souvent pris en compte. Nos émotions, pas seulement notre raison, guident nos actions.

Par exemple, on pourrait penser que, s'ils étaient parfaitement rationnels, les gens ne seraient pas surendettés ou cotiseraient suffisamment pour s'assurer une retraite décente. Mais si les gens étaient moins endettés et épargnaient davantage, cela signifierait qu'ils achèteraient moins de biens de consommation aujourd'hui.

Dans un de ses livres, Daniel Kahneman explique que notre mode de réflexion résulte de l'interaction de deux systèmes qui s'opposent : le « système 1 » de notre cerveau est rapide, instinctif et émotionnel, et il est mis en œuvre de manière automatique<sup>2</sup>. À l'inverse, le « système 2 » est plus lent, réfléchi et rationnel. Souvent distrait, il mobilise beaucoup plus d'énergie cognitive, ce qui fait que nous l'utilisons plus rarement. Son fonctionnement demande un effort important de concentration.

Le psychologue Kahneman précise que le contexte et le temps mobilisé pour traiter l'information sont déterminants pour définir l'importance relative de notre intuition et de notre raison dans nos décisions.

Pour stimuler le citoyen et ses passions à aller dans une direction bien précise, une méthode existe : le *nudge*. Il s'agit de coups de pouce efficaces, capables de modifier les choix et d'orienter le comportement du consommateur dans le sens souhaité, à coût nul, mais avec un effet majeur<sup>3</sup>.

L'un des exemples les plus cités est celui de l'aéroport Schiphol d'Amsterdam,

où une mouche noire dessinée au centre des urinoirs a largement contribué à ce que les hommes... visent mieux ! C'est sérieux. Cette expérience a permis à peu de frais d'améliorer la propreté des toilettes et de diminuer les coûts de nettoyage de 80 % à l'aéroport grâce à ce diptère stylisé. De grands effets pour un changement minime !

Cet outil a également fait des petits dans l'élaboration des politiques publiques, si bien qu'en septembre 2015 le président Obama a mis sur pied un groupe spécial au sein de la Maison-Blanche afin d'utiliser le *nudge* dans les avis donnés sur toutes les politiques publiques, allant du système des prêts et bourses à l'optimisation de la gestion du papier et du processus d'impression de l'administration américaine. Le premier ministre anglais David Cameron a créé une unité *nudge* en 2010.

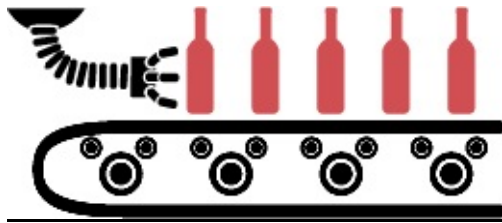
Si l'hypothèse de la rationalité de l'agent économique est bien commode pour les travaux de l'économiste, elle se révèle souvent simpliste. L'économie comportementale nous ouvre des portes pour comprendre de façon plus réaliste comment les gens prennent leurs décisions économiques. Comme le disait Daniel Kahneman dans un entretien à *Philosophie Magazine* en 2013 : « Les gens sont infiniment compliqués ! »

---

1. Le nom précis est « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

2. Kahneman, D., *Système 1, système 2 : les deux vitesses de la pensée*, Paris, Flammarion, 2012.

3. Sunstein, C. et Thaler, R., *Nudge : la méthode douce pour inspirer la bonne décision*, Paris, Vuibert, 2008.



---

# ICONOMIE

---

Il n'y a pas d'erreur. Il s'agit bien de l'iconomie avec « i », néologisme regroupant les concepts de l'économie et l'informatisation. Selon le chercheur Michel Volle, l'iconomie, à la base, désigne « une société dont l'économie s'appuie sur la synergie de la microélectronique, du logiciel et d'Internet<sup>1</sup> ». C'est une « économie informatisée efficace » qui couvre l'économique, le psychologique, le sociologique, le culturel, le philosophique et le géopolitique. Autant dire qu'elle ratisse large et qu'elle dépasse la vitesse de votre réseau sans fil et le Web 2.0 !

Suivez-nous, vous allez comprendre.

L'iconomie, c'est l'informatisation de nos sociétés qui transforme complètement nos interactions de tous les jours. La dématérialisation et la robotisation dont nous traitons dans ce livre (voir les textes *Robotisation* et *Dématérialisation*) font partie intégrante de l'iconomie. De plus en plus, les tâches répétitives (et certaines tâches non répétitives, comme une greffe) sont effectuées par des robots. Les compétences des travailleurs sont maintenant davantage sollicitées pour concevoir que pour fabriquer. Nous délaissons de plus en plus la *main-d'œuvre* pour du *cerveau-d'œuvre*<sup>2</sup>. Prenons l'exemple d'un fabricant de motomarines qui utilise des robots sophistiqués sur ses chaînes de montage. Dans le but de permettre l'interaction rapide d'employés partout dans le monde et le partage instantané de l'information, une plateforme virtuelle est associée aux robots.

Ainsi, les guides d'utilisation, les meilleures pratiques, toutes les procédures, les listes de problèmes et leurs solutions, les améliorations et tous les paramètres de production sont consignés dans une plateforme accessible à tous, travailleurs et gestionnaires. Le gain d'efficacité est exceptionnel (on ne perd plus de temps à chercher la personne qui sait comment cela fonctionne !). C'est un exemple d'iconomie qui transforme le travail et les liens entre les employés.

Un des grands avantages de l'iconeomie pour une entreprise manufacturière est de permettre aux secteurs de la fabrication et des services de travailler ensemble afin de se rapprocher davantage des besoins et des goûts du consommateur.

En fait, l'iconeomie, c'est la révolution informatique et numérique qui regroupe les différents services d'une même entreprise. Dans ce modèle, on ne travaille plus en silo. On échange, on partage, on travaille ensemble.

Plusieurs voient en l'iconeomie une voie de relance pour les secteurs manufacturiers, en déclin partout dans les pays de l'OCDE depuis 25 ans.

Avant, on fabriquait des produits et, ensuite, on essayait de les vendre. Aujourd'hui, on sonde le quotidien de l'utilisateur/consommateur comme si on était à sa place, on élabore les différentes interfaces, c'est-à-dire les façons dont le consommateur interagit avec le produit, et on fait les choix technologiques. L'avenir appartient incontestablement à celle et à ceux qui comprennent et intègrent l'iconeomie dans leurs processus de fabrication et de réalisation.

---

1. Volle, M., *Iconomie*, Paris, Economica, 2014.

2. <http://www.usinenouvelle.com/article/comment-engager-la-france-dans-l-iconeomie.N182348>



---

# IMMIGRANT INVESTISSEUR

---

On a beaucoup parlé des réfugiés syriens en 2015. Mais, saviez-vous que le Canada accueille plus de 250 000 immigrants par année en moyenne, dont environ 50 000 au Québec ? Chaque pays a ses critères, ses règles et son encadrement en matière d'immigration. Il y a plusieurs types d'immigrants qui viennent au Canada en vertu de différents programmes : réunification familiale, immigration temporaire (c'est le cas notamment des étudiants étrangers) et immigration économique. Dans cette catégorie, certains arrivent ici à titre d'immigrants investisseurs. Intéressons-nous, dans ce texte, à ce groupe d'immigrants. Qui sont les immigrants investisseurs, et de quoi s'agit-il ?

La personne qui entre dans cette catégorie est quelqu'un de fortuné, qui viendra injecter de l'argent dans l'économie canadienne et créer des emplois. L'intérêt du pays d'accueil dans ce cas-ci n'est essentiellement qu'économique. Le Canada s'intéresse à des gens qui vont « contribuer à son économie » tout en s'intégrant à la société canadienne.

En 2014, le gouvernement de Stephen Harper a resserré les règles d'admissibilité pour les investisseurs étrangers en les alignant sur celles du Programme pilote de capital de risque. Ottawa a jugé que les programmes d'immigrants investisseurs et d'immigrants entrepreneurs n'entraînaient pas les retombées économiques attendues<sup>1</sup>. Le nouveau programme de capital de risque est très limité et plus exigeant. Ainsi, les immigrants investisseurs retenus doivent respecter les critères suivants :

- l'avoir net de l'immigrant investisseur doit dépasser 10 millions de dollars CAN, de l'argent qu'il doit avoir obtenu lors d'activités d'affaires et d'investissements dans le secteur privé ;

- l'avoir net ne comprend pas la valeur de la résidence principale ou l'argent obtenu d'un héritage ;

- une preuve de l'avoir net vérifié doit être présentée ;

- l'immigrant investisseur doit « être prêt et apte à faire un investissement à risque (non garanti) de 2 millions de dollars CAN

dans le Fonds de capital de risque pour les immigrants investisseurs » ;

cette somme de 2 millions de dollars CAN doit être investie « pendant environ 15 ans » ;

- l'immigrant investisseur doit posséder les compétences linguistiques et académiques requises<sup>2</sup>.

Le Québec sélectionne une partie de ses immigrants et a son propre programme pour l'immigration économique. Ainsi, en 2015-2016, le gouvernement du Québec prévoyait recevoir un maximum de 1750 demandes d'immigrants investisseurs, dont un maximum de 1200 en provenance de Chine. Le nombre de candidatures pour les personnes qui démontrent une connaissance du français de niveau intermédiaire avancé n'est pas plafonné.

Les critères pour ceux et celles qui déposent une demande d'immigrant investisseur au Québec sont les suivants :

- l'avoir net du ménage doit être d'au moins 1,6 million de dollars CAN ;
- les sommes reçues par donation dans les six mois précédant la demande sont exclues ;
- l'expérience de gestion privée ou publique est requise ;
- l'investisseur doit avoir l'intention de s'établir au Québec ;
- l'investisseur doit signer une convention d'investissement de 800 000 dollars CAN avec un intermédiaire financier reconnu par le Programme des investisseurs<sup>3</sup>.

Dans un document préparé à l'intention des immigrants, le gouvernement expose les « avantages d'investir au Québec », soulignant notamment les faibles coûts d'exploitation et de location, le faible taux d'imposition des sociétés et la possibilité de faire l'acquisition d'une entreprise québécoise<sup>4</sup>.

Maintenant, au-delà des conditions et de l'intérêt économique pour les immigrants investisseurs à venir s'installer au Canada, quels sont les bénéfices pour les Canadiens ? Dans la réalité, quelles sont les conséquences de l'immigration économique, en particulier celle des immigrants investisseurs ?

Il n'y a pas de réponse courte. Toutefois, dans une étude effectuée par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) et remise au ministère québécois de l'Immigration à propos de l'impact de l'immigration sur la dynamique économique, on apprend que « les fonds apportés annuellement au Canada par les immigrants investisseurs seraient environ 10 fois moindres que les montants transférés à l'étranger par des immigrants ».

Or, l'étude du CIRANO cite une information selon laquelle 23,4 milliards de dollars ont été expédiés à l'étranger par des immigrants au Canada en 2012. Ainsi, on pourrait conclure que les immigrants investisseurs ont fait entrer près de 2,5 milliards de dollars au Canada en 2012.

Les auteurs de l'étude s'inquiètent, par ailleurs, de voir le Québec sélectionner et accueillir des immigrants investisseurs sans toutefois en tirer tous les bénéfices attendus. Ils recommandent au gouvernement provincial de « continuer de favoriser les immigrants qui ont des liens culturels avec le Québec et qui parlent français, ou qui peuvent l'apprendre rapidement. Étant donné que les gens ont le droit de déménager à l'intérieur du Canada, certains immigrants sont admis par le Québec et choisissent de s'établir ailleurs par la suite. C'est le cas, entre autres, de plusieurs immigrants investisseurs<sup>5</sup>. »

Le gouvernement de Justin Trudeau envisage de faciliter les réunifications familiales et a mis l'accent, dans les mois suivant son élection, sur l'accueil de réfugiés syriens. Rien de précis n'a été exprimé sur les immigrants investisseurs ou économiques dans les premiers mois au pouvoir ni dans la plate-forme du Parti libéral du Canada durant la campagne électorale de 2015.

---

1. <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/avis/2014-06-19.asp>

2. <http://www.cic.gc.ca/francais/immigrer/affaires/cree/admissibilite.asp>

3. <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/gens-affaires/demande-immigration/trois-programmes/investisseurs/index.html>

4. [http://www.investquebec.com/vivreauquebec/ImmigrantsInvestisseurs\\_francais.pdf](http://www.investquebec.com/vivreauquebec/ImmigrantsInvestisseurs_francais.pdf)

5. <http://aix1.uottawa.ca/~gxgcb/Rapport%20final%202012%20novembre%202014.pdf>



---

# INÉGALITÉS

---

Dans une société, les inégalités peuvent prendre plusieurs formes. Elles dépendent des conditions de travail, de la façon dont on consomme, du niveau d'éducation, de l'accès aux emplois et de la possibilité de grimper dans l'échelle sociale.

Il existe ainsi plusieurs manières d'analyser la question des inégalités. La plupart du temps, on se base sur les revenus, car ils sont relativement faciles à mesurer sur une longue période. On se focalise donc sur les inégalités *économiques*.

Que nous disent les estimations pour le Québec ?

Quand on examine les revenus de travail, sans tenir compte de ce que retire le gouvernement en taxes et impôts pour financer les programmes ou encore de ce qu'il nous verse en transferts (comme les prestations d'aide sociale), on observe que les inégalités ont augmenté de 1976 à 1998. Elles ont ensuite diminué jusqu'en 2003, essentiellement grâce à la vigueur du marché du travail et à la baisse du chômage et de l'aide sociale (voir la ligne orange du graphique à la page 119). Les inégalités sont demeurées relativement stables jusqu'en 2011.

### QU'EST-CE QUE L'INDICE GINI ?

Il n'y a pas une seule discussion sur les inégalités qui ne fasse référence au Gini. Et ce n'est pas celui qui sort d'une bouteille !

L'indice de Gini (du nom de son inventeur, Corrado Gini) est une mesure statistique qui permet d'identifier les disparités de revenus dans une population donnée.

Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 lorsqu'il y a une égalité parfaite, où tous les salaires, les revenus et les niveaux de vie sont égaux. À l'inverse, il est égal à 1 lorsque tous les salaires et les revenus sont nuls sauf un.

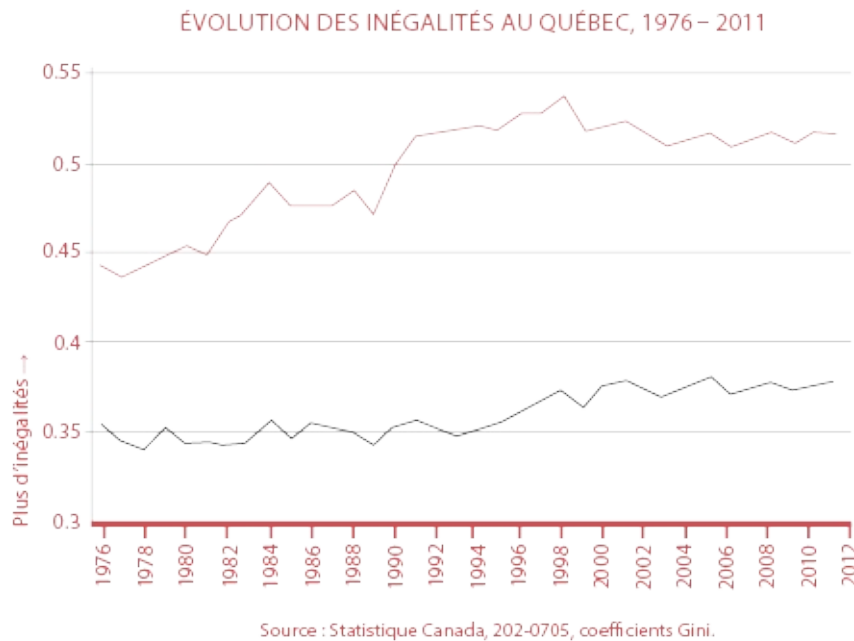
Ainsi, plus l'indice de Gini est élevé, plus l'inégalité est importante. Au Québec, l'indice Gini était à 0,517 en 2011 sur la mesure du revenu de marché, c'est-à-dire le revenu qu'on reçoit avant les transferts gouvernementaux et les impôts à payer. L'inégalité est un peu plus grande au Québec que 30 ans auparavant<sup>1</sup>.

1. Statistique Canada, Tableau 202-0705

Les différentes politiques du gouvernement contribuent-elles à amenuiser les inégalités au Québec ? La réponse est oui, et c'est ce que nous montre la ligne noire du graphique à la page 119.

Sans contredit, les politiques publiques du gouvernement ont permis de réduire les inégalités de revenus au Québec depuis 35 ans.

Une étude de l'Institut de la statistique du Québec essaie de mettre le doigt sur les facteurs qui ont contribué à faire varier les inégalités depuis 1976<sup>1</sup>. Selon ces résultats, la scolarité universitaire et le type de familles (familles avec deux parents *versus* familles monoparentales) sont les deux grands facteurs qui ont fait varier les inégalités au Québec.



Le sociologue Simon Langlois a proposé une façon différente d’analyser les inégalités au Québec pour la même période. Il en conclut que, de 1969 à 2009, la proportion des revenus de travail qui va aux ménages les plus riches augmente continuellement, alors que, dans le cas des ménages situés au bas de l’échelle, elle régresse<sup>2</sup>. Pourquoi ? Les ménages à deux revenus élevés sont plus nombreux, notamment parce que les gens avec des bagages ou des statuts similaires (les diplômés universitaires, par exemple) ont tendance à se marier entre eux.

Il conclut également que l’État-providence, avec ses paiements de transfert et ses impôts directs, a réduit l’écart entre les ménages riches et ceux qui sont au bas de l’échelle des revenus.

Alors, les mesures sont différentes, mais les conclusions sont les mêmes : les mesures sociales de l’État ont un impact réel sur les inégalités de revenus.

Cela dit, les inégalités fondées sur les revenus sont peut-être une manière un peu trop étroite d’étudier les inégalités. Thomas Piketty, dans *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, présente une vision beaucoup plus pessimiste des inégalités dans une économie de marché. Piketty montre que la richesse a tendance à augmenter plus rapidement que la croissance économique. S’appuyant sur de très longues périodes et sur de nombreux pays, il explique que le rendement sur les revenus, les actifs et le patrimoine croît à un taux qui varie entre 4 et 6 %, tandis que la croissance économique, elle, augmente à un taux de 1 à 2 %. Il se développe

ainsi une catégorie de « rentiers » qui contribuent à ce que, dans le contexte d'une économie capitaliste non régulée, les inégalités croissent sans cesse<sup>3</sup>.

Certains commentateurs trouvent qu'il est encore inadéquat de mesurer les inégalités sociales en se basant uniquement sur des paramètres financiers. Ils soutiennent que, même si les écarts ont pu diminuer, les inégalités dont souffrent par exemple les femmes en matière économique et d'emploi ont peu changé. C'est ce que confirme d'ailleurs un rapport du Forum économique mondial (le WEF pour World Economic Forum en anglais)<sup>4</sup>, couvrant un total de 140 pays.

Le Canada se situait au 19<sup>e</sup> rang, loin derrière les pays scandinaves.

Selon le rapport, le fossé qui sépare les femmes et les hommes en matière de possibilités d'emplois se rétrécit lentement. En 2006, pour les femmes, le taux d'accès au marché du travail, à la rémunération et à l'avancement professionnel représentait 56 % de celui des hommes. En 2014, il était de 60 %. À ce rythme, pour combler l'écart entre les femmes et les hommes et atteindre l'égalité, il faudra attendre 2095<sup>5</sup>.

Quand on dit qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire...

1. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/bulletins/sociodemo-vol19-no1.pdf>
2. [http://www.contact.ulaval.ca/article\\_blogue/paradoxe-inegalites-revenus/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed % 3A+Contact-SimonLanglois+ %28Blogue-SLanglois %29](http://www.contact.ulaval.ca/article_blogue/paradoxe-inegalites-revenus/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%203A+Contact-SimonLanglois+%28Blogue-SLanglois%29)
3. Piketty, T., *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013.
4. <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2014/>
5. Dans le contexte du rapport, l'écart entre les sexes consolide des critères économiques, politiques, de même que certains relevant de l'éducation et de la santé. Pour plus de détails, voir <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2014/part-1/>

# K

---

## KRACH

---

D'abord, il faut apprendre à bien prononcer ce mot en français : un krach boursier survient aussi brusquement qu'une branche qui craque ! Cric, crac, croc, c'est sec, c'est subit. Nous entendons trop souvent des gens (même des journalistes !) prononcer ce mot à l'anglaise (en « ch » plutôt qu'en « k »), alors que nos amis de New York et de Toronto parlent de market crash lorsqu'une chute boursière draconienne se produit. Le terme « krach » vient de l'allemand et signifie « effondrement » ou encore « débâcle ».

Un krach est un mouvement de baisse abrupte, mais sa définition ne va pas jusqu'à chiffrer l'ampleur de la dégringolade, ni sa durée. Est-ce qu'une chute de 10 % de l'**indice** boursier principal à Toronto ou à New York en une seule journée représente un krach ? Est-ce qu'une perte de 5 % en une heure est un krach ? Faut-il atteindre la barre des 20 % ?

Il est clair que les chutes survenues à la Bourse de New York à l'automne de 1929 et le 19 octobre 1987 sont considérées comme des krachs. Du 22 octobre au 13 novembre 1929, le **Dow Jones** a perdu 39 % de sa valeur. Le 24 octobre de cette même année, nommé le « jeudi noir », l'indice a perdu plus de 22 % de sa valeur à midi, provoquant une émeute dans Wall Street. Trois ans après le krach de 1929, l'indice Dow Jones a perdu 90 % de sa valeur.



INDICE DOW JONES (NEW YORK) DE 1920 À 1932



Source : [www.sniper.at](http://www.sniper.at)

En 1987, le 19 octobre, aussi appelé le « lundi noir », le Dow Jones a perdu en une seule journée 22,6 % de sa valeur.

INDICE DOW JONES (NEW YORK) DE JANVIER 1986 À SEPTEMBRE 1988



Source : Google Finance

Dans le cas du krach de 1929, la recherche spéculative d'enrichissement a construit de toutes pièces l'effondrement et la crise qui a suivi. Dans *La crise économique de 1929, anatomie d'une catastrophe financière (The Great Crash)*, l'économiste John Kenneth Galbraith (1908-2006) explique combien le volume de prêts des courtiers a explosé de 1920 à 1929, avec une montée spectaculaire en 1928 et une hausse marquée des taux d'intérêt.

« D'un point de vue purement rétrospectif, il est facile de voir comment 1929 était destinée à être une année mémorable, écrit Galbraith. Ce n'était pas parce que M. Hoover devait bientôt devenir président [...] C'était simplement qu'une hausse terrible progressait sur le marché des valeurs et, comme toutes les hausses, elle devait finir un jour<sup>1</sup>. »

Le krach de 1987 a été provoqué par une montée importante des taux d'intérêt à long terme, rendant les obligations gouvernementales plus attrayantes, tout en étant moins risquées que le marché des actions. Très instable depuis quelques semaines, le marché new-yorkais s'est effondré le 19 octobre 1987.

Quoi qu'il en soit, un krach est souvent l'aboutissement de l'éclatement d'une bulle spéculative (voir le texte *Bulle*) et se caractérise par un mouvement de panique de la part des investisseurs. Puisque la Bourse intègre une prise certaine de risque, le moment où l'investisseur n'est plus en mesure de soutenir le danger de perdre gros devient fatidique : la crainte de perdre davantage provoque des ventes massives à des investisseurs qui en profitent pour acheter des actifs à de meilleurs prix. Ces investisseurs, qui n'ont pas subi la chute draconienne en cours, sont prêts, dans ces circonstances, à soutenir le risque associé. La panique, mauvaise conseillère, entraîne ainsi un krach.

De nos jours, la grande majorité des transactions boursières sont automatisées et s'appuient sur des algorithmes<sup>2</sup>. Et puisqu'une cascade de transactions peut s'enchaîner à une vitesse exceptionnelle, comme on l'a vu lors de l'épisode du *flash crash* de mai 2010 à New York<sup>3</sup>, les Bourses ont adopté de nouvelles procédures prévoyant la suspension automatique des transactions en cas de chute sévère des indices boursiers.

Ainsi, aux États-Unis, sous l'autorité de la Securities and Exchange Commission, trois paliers de suspension sont enclenchés : si l'indice S&P 500 chute de 7 %, un arrêt de 15 minutes sur les transactions est imposé. Si l'indice S&P 500 poursuit sa glissade et atteint 13 %, une autre suspension de 15 minutes est décrétée. Si la chute atteint ensuite 20 % dans la même séance, les négociations sont arrêtées pour la journée. Une précision : si les seuils de 7 % et de 13 % sont atteints à 15 h 25 ou après, les transactions ne sont pas suspendues. La Bourse ferme à 16 heures, heure de l'Est<sup>4</sup>.

Les marchés canadiens vont suspendre leurs activités en fonction de l'évolution du marché américain. Ainsi, si le S&P 500 atteint le seuil de perte de 7 %, la Bourse torontoise suspendra les négociations pour 15 minutes, même si l'indice S&P/TSX enregistre une perte moindre. Si la Bourse américaine est fermée, les paliers de suspension s'appliqueront alors sur les mouvements de l'indice canadien<sup>5</sup>.

Il y a eu plusieurs krachs dans l'histoire des marchés boursiers. La raison en est fort simple : l'avidité pour le gain est telle que bien des investisseurs préfèrent se

bander les yeux plutôt que de jouer de prudence. C'est comme s'endormir une fraction de seconde au volant de son auto : on se réveille en sursaut, on est passé tout près de l'accident, ouf ! Malheureusement, parfois, il est trop tard...

- 
1. Galbraith, J. K., *La crise économique de 1929, anatomie d'une catastrophe financière*, Paris, coll. Petite bibliothèque, Payot, 2008, p. 71.
  2. Fillion, G. et Delorme, F., *Vos questions sur l'économie*, Montréal, Éditions La Presse, 2013, p. 166-167.
  3. *Ibid.*, une série de transactions se sont enclenchées automatiquement à la suite d'une transaction inhabituelle d'une grande firme de placements.
  4. <http://www.sec.gov/investor/alerts/circuitbreakersbulletin.htm>
  5. [http://www.iiroc.ca/Documents/2013/3a1b28bf-e586-479b-b2ea-bfcac791944b\\_en.pdf](http://www.iiroc.ca/Documents/2013/3a1b28bf-e586-479b-b2ea-bfcac791944b_en.pdf)



---

## LIBRE-ÉCHANGE

---

Êtes-vous libre-échangiste ? On vous parle ici de commerce international, bien sûr ! Dans sa plus simple expression, le libre-échange consiste à supprimer les restrictions douanières, les tarifs et les barrières, afin que les biens et services puissent circuler librement d'un pays à l'autre, sans entraves.

Simple en principe, complexe dans les faits. Les taxes douanières sont populaires et répandues. La restriction la plus simple, à la frontière, c'est un tarif ou un droit de douane. La majorité des biens importés au Canada sont frappés d'un droit de douane minimal, soit environ 5 %. Certains biens sont plus fortement tarifés, comme les aliments (jusqu'à 30 %) et les textiles et articles vestimentaires (jusqu'à 18 %). Vous importez pour 100 dollars de tissus de la Chine, il sera majoré à 118 dollars si on applique un taux de 18 %. À cela s'ajouteront évidemment pour les consommateurs la marge de profit des fournisseurs et des détaillants ainsi que les taxes de vente.

Il faut tenir compte également des **barrières non tarifaires** qui peuvent aussi

représenter un frein au libre-échange pur et dur. Il y a, par exemple, des réglementations sanitaires qui s'appliquent aux produits agricoles ou encore des exigences en matière d'emballage.

Il y a plusieurs versions du libre-échange. Il peut être intégral (au sens où il peut s'appliquer sur tous les produits) ou encore partiel (une certaine proportion seulement des biens échangés est affectée). Il peut être bilatéral (deux pays) ou multilatéral (plusieurs pays).

Le Canada a conclu plusieurs ententes commerciales, notamment l'Accord de libre-échange nord-américain avec les États-Unis et le Mexique (élimination de presque tous les droits de douane) et des accords bilatéraux avec le Chili et Israël, accordant des tarifs préférentiels. Un accord a été conclu avec l'Union européenne (UE) et doit être ratifié par tous les parlements concernés. Le Partenariat transpacifique, dont l'entente a été signée en février 2016, vise à créer la plus grande zone de libre-échange du monde, impliquant 12 pays, dont le Canada.

Les motivations derrière ces accords sont :

- de stimuler la **concurrence** avec l'ouverture des marchés ;
- d'encourager l'innovation ;
- de faire baisser les prix grâce à la réduction des coûts de production et, souvent, des coûts de main-d'œuvre.

Les défenseurs du libre-échange affirment que les consommateurs vont, à moyen terme, payer certains produits moins cher grâce à cette ouverture des marchés.

Les manufacturiers et exportateurs canadiens bénéficient, en principe, des accords de libre-échange qui font tomber de coûteuses barrières tarifaires et non tarifaires.

L'accès aux nouveaux marchés favorise l'expansion des entreprises manufacturières exportatrices et génère donc de nouveaux emplois dans ces industries. Selon le gouvernement du Canada, les échanges commerciaux avec les autres pays représentent 60 % du PIB canadien et un emploi sur 5 au pays est lié aux exportations. On réalise donc le potentiel de croissance pour les entreprises exportatrices.

Cependant, dans tout accord de libre-échange, il y a généralement des gagnants

et des perdants. Les négociateurs font, dans ce genre de discussion, du donnant donnant.

Évidemment, les secteurs qui ont le plus à perdre sont ceux qui sont protégés par le « mur » tarifaire. Une fois ce mur abattu, ils doivent se frotter à la concurrence étrangère à armes égales. Certains secteurs industriels très protégés, comme l'agriculture dans plusieurs pays, font potentiellement partie de la liste des perdants. Dans le cas de l'accord avec l'UE, le Canada a concédé un quota plus élevé d'importation non tarifée de fromage. Dans le cadre du Partenariat transpacifique, le Canada a accepté d'ouvrir partiellement son marché des produits laitiers à la concurrence étrangère (voir le texte *Gestion de l'offre*), en plus de diminuer la protection de son secteur de fabrication de pièces d'autos.

Plusieurs syndicats et des associations de gauche dénoncent le libre-échange, affirmant que ces ententes suppriment des emplois et réduisent les conditions des travailleurs. Plusieurs y voient une tentative de privatiser des services publics<sup>1</sup>.

Souvent, le libre-échange est présenté comme une ouverture sans entraves des marchés. Dans les faits, ces accords viennent baliser davantage les échanges dans certains secteurs (d'autres sont carrément exclus) en précisant les tarifs, leur élimination dans le temps ou leur maintien.

---

1. <http://congresdutravail.ca/enjeuxetrecherche/lepartenariattranspacifiqueptp—unsecretd'état>

# M

---

## MÉDIAS SOCIAUX

---

LinkedIn a été lancé en 2003, Facebook en 2004, YouTube en 2005, Twitter en 2006, Instagram en 2010, Pinterest en 2012 et combien d'autres ? Depuis plus d'une décennie, les médias sociaux se développent à la vitesse grand V et occupent une place maintenant prépondérante dans notre quotidien. Les médias sociaux ont changé nos rapports, nos échanges, nos interactions tant sur le plan personnel que professionnel.



Presque toute la planète Internet est branchée sur Facebook, le réseau social le plus populaire du monde. En 2015, Facebook comptait 1,5 milliard d'utilisateurs, dont un milliard est actif tous les jours. Ce réseau est utilisé pour raconter sa vie et en apprendre sur celle des autres, certes. Mais il est là aussi pour s'informer et pour échanger des renseignements utiles. C'est un exceptionnel générateur de contenu, c'est un divertissement qui absorbe une grande partie du temps de loisirs des gens, c'est une plateforme culturelle, c'est un lieu de publicité pour les entreprises, un véhicule de promotion pour les artistes.

En décembre 2014, l'agence We Are Social a regroupé en 5 données claires l'impact des médias sociaux sur la planète :

1. Population mondiale : 7,28 milliards.
2. Utilisateurs actifs d'Internet : 3,025 milliards (42 % de la population).
3. Comptes actifs-médias sociaux : 2,06 milliards (28 % de la population).
4. Utilisateurs uniques actifs de téléphones mobiles : 3,636 milliards (50 % de la population).
5. Comptes actifs-médias sociaux par téléphone mobile : 1,689 milliard (23 % de la population).

Il y a dorénavant un nombre plus élevé de comptes de téléphone cellulaire que de personnes sur la planète : 7,324 milliards de comptes contre 7,28 milliards d'êtres humains<sup>1</sup>.

Au Québec, 3 adultes sur 4 utilisent les médias sociaux, selon le rapport<sup>2</sup> de 2015 sur les tendances du Net du CEFRIO, le Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations, à l'aide des technologies de l'information et de la communication. Chez les 18 à 44 ans, plus de 90 % utilisent les médias sociaux, comparativement à moins de 60 % chez les 45 ans et plus. Les réseaux les plus populaires sont Facebook et YouTube.

Preuve de l'impact économique sans conteste des réseaux sociaux, « 40,4 % des adultes prennent en considération les avis et les recommandations de leurs amis et de leurs contacts sur les réseaux sociaux lorsqu'ils magasinent. De plus, 29,7 % d'entre eux consultent les réseaux sociaux avant de réaliser un achat, une proportion en croissance de 13 points de pourcentage comparativement à l'année précédente<sup>3</sup>. »

Selon les données du CEFRIO, on constate également que plus les gens sont scolarisés, plus ils sont riches, plus ils utilisent les médias sociaux.

Cela dit, ces réseaux ont transformé les liens sociaux, on l'a bien compris. (Vous avez combien d'amis Facebook ? Et combien de vrais amis dans tout ça ?) Ils ont aussi un impact majeur sur les relations publiques d'une entreprise. Si vous êtes insatisfait du service à la clientèle d'une chaîne, vous pouvez l'exprimer publiquement. Si vous êtes victime d'une injustice, vous pouvez l'écrire sur Facebook, ce qui pourrait provoquer une vague de sympathie pour vous et de dénonciations de l'entreprise en question. D'ailleurs, les cas d'entreprises qui



n'ont pas su gérer l'impact que peut avoir une campagne lancée contre elles sur les médias sociaux se multiplient.

Le manque de compassion est généralement durement sanctionné sur les médias sociaux. Le cas d'American Airlines doit en faire réfléchir plus d'un. Une famille, qui vient de perdre tragiquement un enfant de neuf ans, demande à American Airlines de rembourser les billets d'avion achetés pour des vacances. La famille explique que, dans les circonstances, personne n'a le cœur aux vacances et à la fête. La réponse de la compagnie aérienne est brutale et technique : « C'est impossible. » Ce qui devait arriver arriva : la mère de famille publie la réponse d'American Airlines sur Facebook, son message est largement partagé, elle est interviewée par des journalistes. American Airlines s'excuse, rembourse finalement les billets, mais non sans avoir perdu une belle occasion d'éviter un épisode désastreux pour sa réputation<sup>4</sup>.

Les médias sociaux sont aussi le véhicule privilégié des citoyens qui se lancent dans l'offre de service en marge des réseaux habituels : Uber pour le taxi ou encore Airbnb pour l'hébergement. La force des réseaux sociaux oblige ces secteurs d'activité à se réorganiser et les gouvernements, à se pencher sur l'encadrement et la réglementation de ce type d'activités.

Pourquoi parle-t-on de médias sociaux ? D'abord, on regarde la télévision, on écoute la radio, on lit les journaux, mais on échange sur Facebook, Twitter et LinkedIn. C'est une véritable caisse de résonance. Il est là, le « social », dans le nouveau média. Le citoyen, dans le réseau social, est un acteur principal. Le citoyen est le « médium », dirait peut-être Marshall McLuhan. Mais peut-être pas, non plus. On imagine qu'il continuerait d'affirmer que « le message, c'est le médium », parce que le pouvoir citoyen dans l'espace public existe aujourd'hui grâce aux réseaux sociaux. Ce pouvoir EST le réseau social.

Vous avez une bonne recette de tarte à la rhubarbe à partager ? Publiez un statut Facebook. Vous avez une tonne de bonnes recettes de tartes à répertorier, à bonifier, à peaufiner ? Créez un blogue. Vous avez un livre de recettes à vendre ? Faites-le savoir par Twitter, LinkedIn, Facebook, et vendez-le sur une plateforme en ligne !

La rhubarbe, elle, vous la trouverez dans votre potager, en terre. Cela prend du soleil, de l'eau, de l'air, « *pis ben de l'amour* », dirait Josée Blanchette. Rien de très techno !

---

1. <http://wearesocial.net/blog/2014/12/mobile-connections-people/>
2. <http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/FasciculeNETendances2015-MdiasSociaux-Versionfinale.pdf>
3. *Ibid.*
4. <http://www.economist.com/blogs/gulliver/2015/03/dealing-social-media-storm>



---

# MÉGADONNÉES

---

C'est souvent l'expression anglaise qui nous arrive la première à l'oreille et qui reste un peu collée aux parois de nos connaissances ! Rapidement, on réfléchit à la bonne façon de nommer la chose en français et on y parvient généralement assez bien. Nous avons les courriels pour désigner ce que les Français appellent les mails, et les anglophones, les emails. Nous avons aussi les mots-clics pour remplacer les hashtag , fort populaires sur Twitter. Et puis, venu de France<sup>1</sup>, est apparu le terme « mégadonnée » pour big data. Si c'est l'expression anglaise qui circule activement un peu partout dans les sphères technologiques, les universités et les milieux d'affaires, vous savez maintenant (si vous l'ignoriez !) qu'il y a un mot français : mégadonnée.

Alors, c'est parfait. Mais c'est quoi ? Que sont les mégadonnées ?

Des milliards de données sont générées par différentes sources d'information. La bibliothèque du Congrès américain affirmait en 2013 avoir archivé 170 milliards de messages publics sur Twitter et qu'il s'en ajoutait 500 millions supplémentaires tous les jours ! Imaginez ! C'est sans compter toutes les informations que vous communiquez de façon numérique : vos clics « J'aime » sur Facebook, vos recherches sur Google, vos textos sur votre téléphone cellulaire, les achats que vous faites en ligne ou encore le paiement dans votre restaurant préféré avec une carte de débit ou de crédit, vous laissez des traces

numériques partout qui peuvent, aujourd'hui, être facilement répertoriées, stockées et analysées. Pour le meilleur... et pour le pire !

Quand on parle de mégadonnées, on réfère essentiellement à la possibilité d'accumuler des informations et à la capacité de les interpréter. Et, ensuite, de s'en servir ! Comment ? En recherche, bien sûr, pour mieux comprendre les habitudes et les comportements des gens. Dans les statistiques, afin de générer des informations plus à jour, plus précises, plus rapides aussi. En marketing également, vous vous en doutez, pour aider à mieux comprendre vos choix et vos attentes de consommation, et ainsi cibler vos besoins.

Autrefois, votre oncle, qui tenait la quincaillerie du village, notait méthodiquement dans un cahier aux pages quadrillées les chiffres de ses ventes et de ses dépenses, à l'encre noire quand tout allait bien, à l'encre rouge quand il était en déficit. Il faisait ses calculs, il faisait une déclaration écrite à l'État pour payer ses impôts. Aujourd'hui, toutes ces données sont numérisées. Une quantité exceptionnelle d'informations circulent par les voies numériques entre les commerces, les gouvernements, les émetteurs de cartes et vous ! Et cela se fait souvent en temps réel.

Dans une étude publiée en 2013<sup>2</sup>, l'analyste Nii Ayi Armah, de la Banque du Canada, définissait les mégadonnées comme étant « de grands ensembles hétérogènes de données numériques, issues des transactions commerciales et des échanges dans les médias sociaux effectués par des milliards de personnes dans le monde. » Il parle des quatre V :

- **volume** : les mégadonnées sont plus nombreuses que les données classiques ;
- **variété** : elles proviennent de sources variées, et environ 10 % seulement d'entre elles sont des données structurées. Les 90 % restants sont des données qui doivent être traitées et organisées afin d'être analysées ;
- **vélocité** : les données qui proviennent des médias sociaux, des téléphones mobiles, des transactions électroniques sont actualisées fréquemment ;
- **valeur** : elles ont le potentiel de créer énormément de valeur.

Selon Armah, on gagnerait à utiliser les mégadonnées pour bonifier la qualité

des statistiques actuelles. Prenons, par exemple, la statistique du PIB, qu'on rend publique avec un délai de deux mois et qui fait l'objet de révisions pendant quatre ans ! À la vitesse où l'information circule sur cette planète, de telles données économiques publiées par les organismes de statistiques paraissent parfois désuètes et caduques, en retard sur la réalité.

Cette étude réfère à d'autres études, dont une réalisée en 2011 par la firme américaine de recherches en technologie, IDC. Cette année-là, il devait se créer 1,8 zettaoctet (1800 milliards de gigaoctets) de données dans le monde, l'équivalent de la capacité de stockage de 57,5 milliards de tablettes iPad de 32 gigaoctets. En 2013, nous étions déjà à 4,4 zettaoctets, et nous serons à 44 zettaoctets en 2020, soit 44 000 milliards de gigaoctets. La création de données double tous les deux ans<sup>3</sup> !

#### DES DONNÉES, EN VOULEZ-VOUS ? EN V'LÀ !

- Walmart enregistre un million de transactions à l'heure<sup>4</sup>.
- En 2014, l'Association canadienne des paiements a traité 6,8 milliards de paiements par guichets, cartes et chèques<sup>5</sup>.
- Le commerce électronique entre entreprises sera de près de 7000 milliards de dollars en 2020, le double de la valeur du commerce entre entreprises et consommateurs<sup>6</sup>.



Les mégadonnées soulèvent de sérieuses questions en matière de protection de la vie privée. Jennifer Stoddart, commissaire à la protection de la vie privée du Canada, exprimait ses préoccupations devant un comité de la Chambre des communes en 2012 : « Les renseignements personnels sont devenus une monnaie d'échange utilisée librement au Canada et ailleurs dans le monde. [...] les entreprises de médias sociaux parviennent à réunir une quantité astronomique de renseignements personnels. En plus des préférences, des habitudes et des interactions sociales des utilisateurs, elles recueillent une foule de renseignements de base qui ne figurent pas dans le profil public, notamment l'historique des recherches, les achats effectués, les sites Web consultés et le contenu des messages privés. En recueillant ces milliards de points de données, les entreprises de médias sociaux peuvent analyser le comportement des utilisateurs au moyen d'algorithmes évolués dans le but de personnaliser leurs services et de trouver des façons de générer des revenus. »

Devant ce même comité, le professeur à la TÉLUQ Normand Landry déclarait que « le risque est qu'avec les nouvelles techniques de croisement des données, on peut, à partir d'un individu, retracer l'intégralité de sa vie privée en multipliant les enquêtes qui sont faites sur les sites de médias sociaux que cet utilisateur fréquente. » Faux, a rétorqué Google Canada, qui dit que l'information recueillie « est rendue anonyme et remaniée de façon qu'il ne soit plus possible de la relier à une personne<sup>7</sup> ».

Pour le meilleur... et pour le pire.

---

1. [http://www.lepoint.fr/high-tech-internet/ni-dites-plus-big-data-mais-megadonnees-22-08-2014-1855721\\_47.php](http://www.lepoint.fr/high-tech-internet/ni-dites-plus-big-data-mais-megadonnees-22-08-2014-1855721_47.php)

2. <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2013/08/revue-bdc-ete-13-armah.pdf>

3. <http://idcdocserv.com/1678>

4. <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2013/08/revue-bdc-ete-13-armah.pdf>

5. [https://www.cdnpay.ca/imis15/pdf/pdfs\\_publications/cpa\\_background\\_fr.pdf](https://www.cdnpay.ca/imis15/pdf/pdfs_publications/cpa_background_fr.pdf)

6. <http://www.forbes.com/sites/sarwantsingh/2014/11/06/b2b-ecommerce-market-worth-6-7-trillion-by-2020/>

7. <http://www.parl.gc.ca/content/hoc/Committee/411/ETHI/Reports/RP6094136/ethirp05/ethirp05-f.pdf>



---

# MÉNAGES

---

Un ménage, c'est une famille, un couple, des parents, des gens seuls, veufs ou célibataires, des gens heureux et malheureux ! Le Canada compte un peu plus de 13 millions de ménages, selon le recensement de 2011. Et le visage de ces ménages a profondément changé depuis les années 60.

Le Canada compte dorénavant plus de citoyens de 65 ans et plus que de jeunes de 0 à 14 ans<sup>1</sup>. Il y a longtemps qu'on parle du vieillissement de la population, et on a la preuve aujourd'hui que notre société a bel et bien vieilli ! Il y a davantage de gens qui arrivent à 65 ans qu'il y a de naissances. Le taux de fécondité étant plus bas que dans les années 50, la cohorte des bébé-boumeurs est en train d'entrer dans la catégorie des 65 ans et plus.

Tous ces changements démographiques entraînent de profonds bouleversements dans la société, et les politiques publiques à mettre en place sont colorées par eux. Au fédéral, le gouvernement de Stephen Harper avait prévu de faire passer l'âge minimum d'accès au programme de la Sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans, mais le gouvernement de Justin Trudeau a promis d'annuler ce changement.

Dans le but de réduire les pressions financières qu'engendrent ces changements démographiques sur les finances publiques, Ottawa a aussi introduit le fractionnement du revenu pour les personnes âgées, a mis sur pied le Compte d'épargne libre d'impôt (CELI) et a modifié les règles du Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR). L'État cherche en fait à encourager les gens à épargner afin qu'ils aient des revenus suffisants lors de leur retraite.

Il est évident qu'une population vieillissante implique des coûts de santé en hausse. Mais certains effets sont moins perceptibles. « Nous sommes un pays de banlieusards, a écrit le démographe Doug Norris en septembre 2015. Quand on atteint 70 ou 80 ans, je ne suis plus certain que c'est un mode de vie approprié. Comment se rend-on chez le médecin<sup>2</sup> ? »

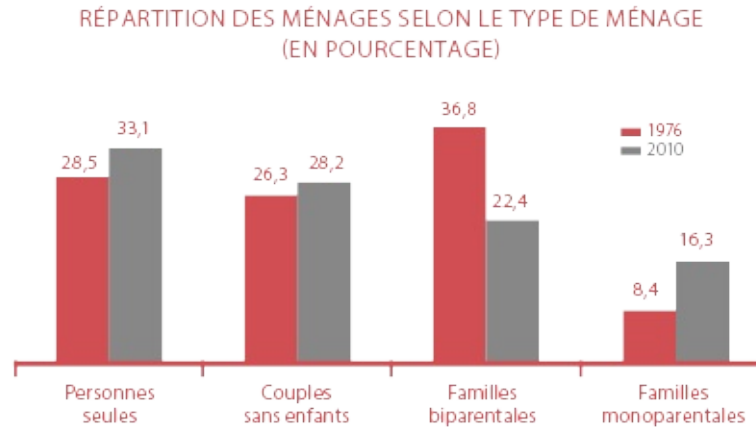
Bien sûr, ce vieillissement de la population n'est pas la seule transformation sociodémographique en cours. Au Québec en particulier, la composition des ménages a subi une mutation majeure dans les 50 dernières années. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette situation, il y a quatre éléments à considérer :

1. **profonde désaffection vis-à-vis du mariage en tant qu'institution** : le nombre absolu de mariages a diminué de plus de la moitié depuis 1970, alors que la population augmentait par ailleurs. Au total, 22 410 mariages ont été célébrés au Québec en 2014, contre 24 237 en 1995 et 51 690 en 1975<sup>3</sup> ;
2. **chute de la natalité** : avoir des enfants signifie que les couples se donnent un horizon commun durable, ce qui est devenu plus complexe dans nos sociétés développées ;
3. **hausse des naissances hors mariage** : la proportion de naissances hors mariage a connu une hausse fulgurante de 1970 à 2000, atteignant ensuite près de 63 % de l'ensemble en 2014<sup>4</sup>. Il s'agit d'une transformation majeure et radicale ;
4. **hausse du taux de divorce** : on observe de plus en plus de divorces, qui surviennent par ailleurs de plus en plus tôt. Les unions libres ont également tendance à durer moins longtemps que les mariages.

Lorsqu'on met tous ces changements ensemble, on ne peut que constater l'extraordinaire complexité de la structure des ménages d'aujourd'hui.

Le graphique ci-dessous est éloquent : 2 types de ménages quasi inexistants il y a encore 50 ans se partagent dorénavant presque la moitié des unités ou des ménages (personnes seules et familles monoparentales). On observe trois modes de vie différents qui sont maintenant dominants : en famille, en couple et en solitaire. La famille elle-même se décline aussi en familles biparentales (c'est-à-dire des couples avec enfants) et en familles monoparentales.





Source : Institut de la statistique du Québec

De nos jours, les figures parentales ne sont pas nécessairement maman et papa. Et elles sont beaucoup moins monolithiques que dans les années 70, où les couples avec enfants constituaient la majorité. Elles témoignent aussi de la plus grande fragilité des unions traditionnelles.

En toile de fond, nous avons assisté au cours du dernier demi-siècle à la croissance extraordinaire de la participation des femmes au marché du travail et à l'augmentation importante de la scolarisation, legs de la Révolution tranquille.

Les ménages ont changé à tous les points de vue ! En passant, qui fait le ménage chez vous ?

- 
1. <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150929/dq150929b-fra.htm?HPA>
  2. « Canada shows its age as seniors outnumber children for first time », *Globe and Mail*, 29 septembre 2015.
  3. [http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01665FR\\_MariagesQuebec2015H00F00.pdf](http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01665FR_MariagesQuebec2015H00F00.pdf)
  4. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/naissance-fecondite/5p2.htm>

---

# NÉOLIBÉRAL

---

L'emploi de ce mot est souvent perçu comme une insulte ou comme une étiquette que les politiciens, surtout, ne veulent pas porter. Il s'agit tout de même du mot qui sert à nommer correctement ce que c'est : être néolibéral, c'est épouser une doctrine favorable au libre marché, à la responsabilité individuelle, et qui dénonce l'État-providence, tout en acceptant une forme minimale d'intervention de l'État dans l'économie. Les néolibéraux sont pour la privatisation de plusieurs organismes publics ainsi que pour la réduction de la réglementation (la dérégulation), et encouragent le développement du secteur privé.

Le néolibéralisme tend à favoriser la baisse des dépenses de l'État et la réduction des impôts. En d'autres mots, moins l'État prend de place, mieux c'est ! Les néolibéraux sont pour le libre-échange, l'ouverture des marchés, l'abolition des tarifs douaniers. C'est la doctrine la plus répandue dans les pays occidentaux sous l'impulsion de la première ministre du Royaume-Uni Margaret Thatcher et du président des États-Unis Ronald Reagan dans les années 80.

Dans les termes « néolibéralisme » et « néolibéral », il y a le préfixe « néo » qui signifie « nouveau » ou « nouveauté ». Pourquoi parle-t-on d'un nouveau **libéralisme** ? Bien que le terme « néolibéralisme » remonte au XIX<sup>e</sup> siècle, son emploi « sert aujourd'hui à désigner la résurgence, dans les années 1970 et 1980, d'une forme radicalisée de libéralisme économique que l'on oppose au **keynésianisme** et à l'**interventionnisme**<sup>1</sup> ». L'explication est tirée d'un texte

publié en 2009 dans *Sciences humaines* par l'économiste québécois Gilles Dostaler (1946-2011). Ce néolibéralisme est donc une réaction aux décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, marquées par une forte intervention de l'État, des impôts plus élevés et la création de filets sociaux.



Ceux qui appellent à des politiques néolibérales font souvent référence à l'économiste américain Milton Friedman (1908-2006). En plus d'être favorable au libre marché et au laisser-faire économique, il s'opposait aux règles encadrant le marché du travail. Par exemple, il était contre le salaire minimum, affirmant que c'est nuisible à la création d'emplois (voir à ce sujet le texte *Salaire minimum*).

La crise financière de 2008 a ébranlé les convictions des néolibéraux à un point tel que Gilles Dostaler concluait son texte de 2009 en affirmant qu'il « y a tout lieu de croire que la domination de l'idéologie néolibérale a fait son temps ». Les économistes américains Paul Krugman et Joseph Stiglitz ont espéré la même chose dans quantité de textes et de discours depuis 2008.

Mais, aujourd'hui, force est de constater que le néolibéralisme demeure toujours la doctrine prépondérante. Les dirigeants en place, en Europe, en Amérique, en Australie, sont largement favorables à l'économie de marché, aux privatisations, à la réduction graduelle de l'État au profit du secteur privé. Au Canada tout particulièrement, où les charges publiques fédérales par rapport au PIB sont en baisse depuis plusieurs décennies : elles sont passées de 23,3 % en 1983-1984 à 14,2 % en 2014-2015, et la tendance se poursuit<sup>2</sup>. Sur ce plan, le Canada se trouve encore loin de l'État minimal que privilégient les néolibéraux, mais il s'écarte de l'État-providence des décennies précédentes.

Tout de même, selon l'influent commentateur économique du *Financial Times*, de Londres, Martin Wolf, dans son ouvrage *Why Globalisation Works*, « de 1945 à 1971, dans ce qui est considéré comme "l'ère de la répression financière", il y a eu seulement 38 crises au total... Puis, entre 1973 et 1997, il y en a eu 139. La période de la libération financière a tout simplement été l'ère de la crise

financière<sup>3</sup>. »

C'est une fatalité, selon Guy Sorman, économiste français de tendance néolibérale, qui écrivait dans *L'économie ne ment pas* quelques mois avant la faillite de Lehman Brothers en 2008 que « le moins bien accepté dans la victoire du libéralisme tient certainement à son imperfection : cette meilleure des économies possibles est imparfaite, trouble, prévisible. L'ordre libéral n'est en effet que le reflet d'une nature humaine, elle-même bien peu perfectible<sup>4</sup>. »

Au Québec, le premier ministre Philippe Couillard et ses ministres Carlos Leitaó et Martin Coiteux sont souvent décrits comme des néolibéraux. Ils ont répété à plusieurs reprises que l'État ne crée pas d'emplois, que c'est le secteur privé qui le fait. Martin Coiteux a aussi indiqué que le Québec devait se doter d'un État plus petit : « Les changements en profondeur que nous opérons, disait-il en novembre 2014, nous permettront de réduire le nombre d'effectifs, la taille de l'appareil gouvernemental et de rénover l'État<sup>5</sup>. »

---

1. [http://www.scienceshumaines.com/du-liberalisme-au-neoliberalisme\\_fr\\_23367.html](http://www.scienceshumaines.com/du-liberalisme-au-neoliberalisme_fr_23367.html)

2. <http://www.fin.gc.ca/frt-trf/2015/frt-trf-1502-fra.asp>

3. Cité par Benjamin Selwyn : <http://mondediplo.com/blogs/neoliberalism-is-alive-and-well>

4. Sorman, Guy, *L'économie ne ment pas*, Paris, Éditions Fayard, 2008, p. 16.

5. <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2211258154>

---

# NIVEAU DE VIE ET QUALITÉ DE VIE

---

Pour simplifier, on pourrait dire que le niveau de vie est la mesure quantitative de notre santé économique, alors que la qualité de vie en mesure l'aspect... qualitatif ! Ainsi, si on vous dit que le produit intérieur brut (PIB) par habitant du Québec est au 57<sup>e</sup> rang des provinces et des États d'Amérique du Nord, on vous parle du niveau de vie. Mais si on vous dit que le Québec est au 6<sup>e</sup> rang du classement de l'indice « Vivre mieux » (IVM), on vous parle de la qualité de vie.

Bien des politiciens et des économistes pensent que la croissance économique n'est pas que bénéfique au niveau de vie, elle vient aussi améliorer la qualité de vie et le bonheur. Ils n'ont pas tout à fait raison. Voici pourquoi.

Plusieurs économistes ont soulevé l'étroitesse du PIB comme mesure de la qualité de vie. Notre vie s'améliore-t-elle si nous sommes plus riches ? Vivons-nous mieux ? Le progrès social augmente-t-il ?

Il y a plusieurs autres sources d'information qui nous permettent peut-être de mieux mesurer la qualité de vie. Les Nations Unies ont créé l'Indice de développement humain (IDH), qui résume les avancées du PIB par habitant, de l'espérance de vie à la naissance et du niveau d'éducation. La Norvège trône au sommet de cet indicateur, et le Canada se place au 8<sup>e</sup> rang<sup>1</sup>.

Le Centre d'étude des niveaux de vie, organisme canadien financé par des sources privées et publiques, a également conçu son indicateur du mieux-être économique qui montre que la qualité de vie des Canadiens n'a cessé de s'améliorer depuis 1981. Le Québec se situait au 7<sup>e</sup> rang des provinces canadiennes, juste en deçà de la moyenne du pays<sup>2</sup>.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est penchée sur les limites du PIB et a créé un indicateur alternatif : l'indice « Vivre mieux » (IVM). Cette mesure tient compte des conditions matérielles (revenu, patrimoine, logement), mais aussi de critères plus larges de qualité de vie, notamment l'état de santé, le niveau d'éducation, les liens sociaux ou encore la qualité de l'environnement. Le Canada fait d'ailleurs toujours bonne figure dans

le palmarès de l'IVM<sup>3</sup>.

Plus près de nous, les économistes Luc Godbout et Marcelin Joanis ont proposé une adaptation québécoise de l'IVM de l'OCDE. Selon le classement de 2015, le Québec se retrouvait au 6<sup>e</sup> rang dans l'OCDE<sup>4</sup>.

Rang	Pays	Indice
1	Suède	7,97
2	Australie	7,97
3	Suisse	7,97
4	Norvège	7,94
5	Canada	7,92
6	Québec	7,74
7	États-Unis	7,67
8	Islande	7,63
9	Pays-Bas	7,63
10	Danemark	7,58

Source : Godbout et Joanis (2015)

Si le PIB fait partie intégrante de la qualité de la vie, il n'en définit pas la finalité. Comme le disait Robert Kennedy : « Le PIB ne reflète pas la santé de nos enfants, la qualité de leur éducation ou le plaisir de leurs jeux. Il n'inclut pas la beauté de notre poésie, la force de nos mariages, l'intelligence du débat public ou la probité de nos fonctionnaires [...] En fait, il mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue<sup>5</sup>. »

---

1. <http://hdr.undp.org/fr/content/table-1-human-development-index-and-its-components>

2. <http://www.csls.ca/reports/csls2011-11.pdf>

3. <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/countries/canada-fr/>
4. Godbout, L. et Joanis M., « Le Québec et l'indice Vivre mieux de l'OCDE : une mise à jour » dans *Le Québec économique 2013-14*, CIRANO, 2015.
5. Cité par C. Senik dans *L'économie du bonheur*, Paris, Seuil, 2014.



---

# NUAGE

---

Vous écoutez votre musique à partir de l'application Spotify ? Vous sauvegardez vos documents sur Dropbox ou Google Drive ? Votre société, à l'instar de 65 % des entreprises canadiennes, envisage de recourir à un nuage public afin de diminuer ses frais d'exploitation ? Un quoi ? Un nuage ?

Bienvenue dans l'univers du nuage ou, pour être plus précis, de l'infonuagique.

Avec les années, Internet et l'augmentation de la **bande passante** nous ont permis d'utiliser des serveurs informatiques à distance pour le stockage de nos informations ou de notre musique. Plus besoin de posséder physiquement l'information sur notre ordinateur ou notre tablette. Avec le nuage, nos données sont accessibles en tout temps, peu importe où nous sommes, peu importe le support technologique utilisé, du moment que l'on a une connexion Internet. Dans les faits, il s'agit d'une délocalisation des infrastructures informatiques.

Aujourd'hui, toutes les grandes entreprises offrent des services d'infonuagique. Microsoft permet même d'utiliser la suite Office (Word, Excel, PowerPoint, surtout) à partir du nuage, sans même que nous ayons à installer le logiciel sur le disque dur de notre ordinateur. Le principal avantage du nuage est donc sa très grande souplesse.

Du point de vue économique, le nuage permet de s'abonner à un service informatique externe à peu de frais. On estime, en général, qu'il en coûte moins cher pour le consommateur et les entreprises clientes d'utiliser un nuage que de posséder une foule d'applications. Des analystes évaluent de 20 à 25 % l'économie réalisée<sup>1</sup>.

En revanche, l'utilisation des réseaux publics rend le stockage d'informations sur le nuage un peu plus vulnérable aux **cyberattaques**. Et son utilisation, se



faisant en réseau, peut varier d'une région à l'autre. Généralement, le réseau est stable dans les villes, mais peut varier en milieu rural.

Certaines grandes industries préoccupées par l'aspect de la sécurité, comme les banques et les soins de santé, ont choisi d'adopter un régime hybride. Elles ont conservé des infrastructures informatiques sécurisées, mais elles se tournent vers le nuage pour des opérations moins sensibles.

Tout cela représente une petite révolution technologique (une autre !) qui aura des effets sur l'activité économique, l'emploi et la productivité. Une étude du Conseil des technologies de l'information et des communications (CTIC) évalue la contribution de l'infonuagique au PIB canadien à près de 5 milliards de dollars par année. Une somme qui devrait dépasser les 8 milliards de dollars annuellement d'ici 2018<sup>2</sup>. On s'attend à ce que cette industrie, qui emploie près de 40 000 travailleurs au Canada (dont 21 000 professionnels des technologies informatiques), connaisse un taux de croissance annuel de 20 % de 2013 à 2018<sup>3</sup>.

Le nuage est là pour rester ! Mais si avez encore quelques craintes sur le plan de la sécurité, conservez une copie de vos informations sensibles sur le bon vieux disque dur de votre ordinateur !

---

1. Selon une étude de Brookings Institution, citée par la revue *Regards sur le numérique*, 28 juin 2010, p. 3.

2. Conseil des technologies de l'information et des communications, *Canada's Cloud Imperative : Improving Business Opportunities Through Enabling Services*, 2013.

3. *Ibid.*



---

# OBÉSITÉ

---

Notre population grossit à vue d'œil ! Selon un rapport de Statistique Canada paru en 2015, les résultats sur l'indice de masse corporelle (IMC) indiquent que près de 2 Canadiens sur 3 âgés de 18 à 79 ans font de l'embonpoint ou sont obèses<sup>1</sup>.

Seulement 15 % des adultes canadiens atteignent le taux d'activité recommandé par les lignes directrices internationales et celles proposées au Canada, soit faire au moins 150 minutes d'activité physique – de modérées à vigoureuses – par semaine. Et il s'agit là d'une recommandation qui a été révisée à la baisse.

Nous emmagasinons les calories, nous prenons du poids et, il faut l'avouer, le pèse-personne dans la salle de bain n'est pas notre ami ! Plusieurs études ont d'ailleurs établi un lien entre le surpoids et la santé mentale (perte d'estime de soi et, dans certains cas, troubles plus sérieux comme la dépression)<sup>2</sup>. Et c'est sans tenir compte des conséquences sur le diabète de type 2, l'asthme, les affections de la vésicule biliaire, l'arthrose, les douleurs lombaires chroniques, plusieurs types de cancer et les maladies cardiovasculaires<sup>3</sup>.

Au-delà des effets sur la santé, il y a aussi des impacts sur les coûts de santé publique. On parle ici de coûts directs pour le système de soins de santé (les soins médicaux en milieu hospitalier et en établissement, les produits pharmaceutiques) et de coûts indirects sur la productivité (la valeur de l'activité économique perdue en raison des décès prématurés et des invalidités brèves ou prolongées).

Selon une étude publique préparée en 2014, le fardeau économique annuel de l'obésité au Canada a crû de 735 millions de dollars de 2000 à 2008, passant de 3,9 milliards à 4,6 milliards de dollars<sup>4</sup>. Une autre étude, publiée en 2009, et qui fait appel à une méthodologie différente, chiffrait les coûts à 7,1 milliards de dollars<sup>5</sup>.

Encore une autre étude, menée celle-là en Ontario et portant sur les coûts médicaux, a révélé que l'état de santé des hommes adultes obèses entraîne des coûts médicaux de 14,7 % supérieurs à ceux des sujets comparables de poids normal. Chez les femmes adultes obèses, le coût est de 18,2 % plus élevé.

Et les conséquences de l'obésité sur les coûts médicaux augmentent avec l'âge alors que, comparativement aux groupes de poids normal, les coûts ont été :

- de 5,3 % supérieurs pour les adultes obèses jeunes (de 18 à 39 ans);
- de 7 % supérieurs pour les adultes obèses d'âge moyen (de 40 à 59 ans);
- et de 28,3 % supérieurs pour les adultes obèses plus âgés (de 60 ans et plus)<sup>6</sup>.

Assez de chiffres, on comprend bien les impacts sociaux et économiques. Maintenant, que fait-on ? Il y a les campagnes de sensibilisation et de prévention, mais celles-ci semblent avoir un effet limité.

Un des mécanismes mis en œuvre par de nombreux pays est basé sur un concept élaboré par l'économiste Arthur Cecil Pigou en 1920 : il faut taxer les activités privées qui génèrent des coûts pour la société. On peut penser à la pollution, au tabac ou encore à l'alcool, par exemple. Il s'agit de la taxe pigouvienne<sup>7</sup>.

Les expériences de taxe « soda » tentées jusqu'ici semblent prometteuses. En 2014, la ville de Berkeley, en Californie, a imposé une taxe sur toutes les boissons contenant du sucre afin d'en décourager la consommation. La même année, le Mexique a introduit une taxe similaire qui majore le prix des boissons gazeuses de 10 %, et de 8 % celui des croustilles, des biscuits, des bonbons et de la crème glacée.

Les résultats des études empiriques suggèrent que ce type de taxe est particulièrement efficace pour réduire la consommation de malbouffe. Au Mexique, la consommation des aliments visés a diminué de plus de 10 % la

première année de la mise en œuvre de la taxe. Les effets d'une telle taxe semblent particulièrement significatifs chez les jeunes enfants, alors que les parents ont moins tendance à acheter des produits sucrés<sup>8</sup>.

Plusieurs voix se sont élevées contre ce genre de taxe, affirmant qu'il frappe davantage les populations moins fortunées, qui consomment plus d'aliments malsains, généralement moins chers.

On revient donc aux coûts de santé publique : que doivent faire les décideurs politiques pour améliorer la consommation d'aliments sains, à prix accessible, afin de réduire les coûts de santé publique ? N'est-il pas évident qu'on y gagnerait tous ?

#### LES FRUITS ET LÉGUMES RENDENT HEUREUX !

Trois économistes ont examiné le lien entre manger plus sainement et le bien-être<sup>1</sup>. Ils ont appuyé leur travail sur un échantillon de 80 000 citoyens britanniques et sur 7 différentes mesures de bien-être pour découvrir que le mieux-être augmente avec chaque portion quotidienne supplémentaire de fruits et légumes.

L'étude montre que le mieux-être des gens est plus élevé lorsqu'ils mangent 7 portions de légumes par rapport à seulement 3 portions ! Selon Statistique Canada, 39,5 % des Canadiens de 12 ans et plus auraient consommé au moins 5 portions de fruits et légumes par jour.

Coïncidence, le Guide alimentaire canadien recommande de 7 à 8 portions de fruits et légumes par jour !

Nos parents nous le disaient, mais on ne les croyait pas : « Mange tes légumes, tu te porteras mieux ». Ils avaient raison. Jusqu'à 7 par jour, en tout cas !

1. Blanchflower, D. G., Oswald, A. J. et Stewart-Brown, S. (2012), « Is Psychological Well-being Linked to the Consumption of Fruit and Vegetables ? », National Bureau of Economic Research, Document de travail n°. 18469.

- 
1. Statistique Canada, *Enquête canadienne sur les mesures de la santé (ECMS) 2012-13*, catalogue 82-625, 2015.
  2. Lippino, F. S., De Wit, L. M., Bouvy, P. F., Stijnen, T., Cuispers, P., Pennix, B. W. J. H., et F. G. Zitman, « Overweight, obesity, and depression : a systematic review and meta-analysis of longitudinal studies », *Archives of General Psychology*, vol. 67, n° 3, p. 220 à 229, 2010.
  3. Guh, D. et al., « The Incidence of Co-Morbidities Related to Obesity and Overweight : A Systematic Review and Meta-Analysis », *Public Health*, vol. 9, n° 88, 2009.
  4. <http://www.phac-aspc.gc.ca/hp-ps/hl-mvs/oic-oac/app-ann-2-fra.php>
  5. Anis, A. et al., « Obesity and Overweight in Canada : An Updated Cost-of-Illness Study »,

*Obesity Reviews*, vol. 11, n° 1, 2009, p. 31-40

6. Janssen, I., M. Lam et Katzmarzyk, P. T., « Influence of Overweight and Obesity on Physician Costs in Adolescents and Adults in Ontario, Canada », *Obesity Reviews*, vol. 10, 2009, p. 51-57.
7. Cloutier, J. -C., « Améliorer la santé publique... et financière ? Facile, selon Pigou », *Le Devoir*, 14 juin 2014.
8. Ford, C. N., Ng, S. W. et Popkin, B., « Targeted Beverage Taxes Influence Food and Beverage Purchases among Households with Preschool Children », *Journal of Nutrition*, mai 2015.

---

# OFFRE ET DEMANDE

---



L'**offre** et la **demande** représentent la fondation sur laquelle repose toute économie de **marché**. Elles sont un peu le yin et le yang du capitalisme ! L'offre et la demande permettent de savoir si un produit est recherché ou pas en observant simplement son prix. Il s'agit d'un mécanisme à la fois simple et efficace, pour le meilleur et pour le pire !

D'abord, la demande, c'est la quantité que vous désirez acheter. Exemple : les fraises sont à 20 \$ la barquette ? Trop chères, vous n'en achetez pas. La semaine suivante, le prix baisse à 10 \$, vous en achetez une pour agrémenter votre yogourt au petit déjeuner. Le prix baisse ensuite à 2 \$ la barquette, alors vous en achetez pour le petit déjeuner, mais aussi pour votre dessert du midi et du soir.

On observe donc une loi fondamentale : à mesure que le prix des fraises baisse, comme consommateur, vous en voulez davantage ! Si le prix augmente, vous en désirez moins.

Regardons maintenant ce qui arrive du côté de l'offre. Vous êtes le producteur de fraises au marché et, en raison de la qualité et du bon goût de vos fraises (le mot se passe !), vous pouvez augmenter le prix de vos fruits qui se vendent bien. Que faites-vous alors ? Vous engagez de nouveaux cueilleurs dans les champs afin de pouvoir en vendre davantage.



C'est une autre loi économique fondamentale : à mesure que le prix des fraises monte, comme producteur, vous désirez en vendre davantage pour faire plus de profits ! Mais si le prix baisse, vous voulez en mettre moins sur vos étals et raréfier le nombre de barquettes pour éviter une chute trop prononcée du prix de vos fraises.

Ces deux lois expliquent pourquoi les prix montent et descendent.

Mais qui détermine où le prix des fraises se stabilisera ? C'est là qu'entrent en jeu les forces conjuguées de l'offre et de la demande, que l'on appelle le « marché ».

En effet, sur le marché des fraises, il y a plusieurs producteurs et plusieurs consommateurs de fraises. Si la demande est plus forte que l'offre (en raison, par exemple, d'une pénurie provoquée par de mauvaises récoltes), le prix des fraises augmentera. Dans le cas contraire (ce qui serait le cas si la récolte de fraises avait été particulièrement exceptionnelle), le prix baissera.

Le point capital de ce système est que, dans une économie de marché, ce sont les prix qui représentent le vecteur d'information qui nous indique si les produits sont en excédent ou en pénurie par rapport à la demande. C'est ce que veulent dire les spécialistes quand ils déclarent : « C'est le marché qui décide. » Mais nous ne sommes pas à côté de l'étal du producteur à observer les fraises achetées et vendues, et la plupart des produits ont déjà un prix de vente. En effet, avant de commercialiser son produit, le fournisseur doit fixer à quel prix il le mettra en

vente.

Ce prix est principalement déterminé par son coût de production. Dans le cas du producteur de fraises, cela pourrait être le salaire de tous ses cueilleurs, son camion de livraison, l'essence, les assurances, la location de l'étal au marché, etc.

Une fois les coûts de production additionnés, le producteur établit un taux de profit, un autre élément fondamental d'une économie de marché. Les grandes entreprises font souvent des études de marché pour se donner une idée du prix que le consommateur est disposé à payer pour leur produit.

Alors, si chaque barquette de fraises coûte au producteur 5 \$ pour la mettre en vente au marché et qu'il se prend un profit de 10 %, il vous vendra cette portion de fraises 5,50 \$. Ce sera alors à vous de décider si, à ce prix, vous en voulez ou vous n'en voulez pas ! Bon appétit !



---

## PARADIS FISCAL ET SES AMIS, L'ÉVITEMENT ET L'ÉVASION

---

L'étau se resserre lentement sur les paradis fiscaux, mais le travail de celles et ceux qui tentent de faire jaillir la lumière est difficile. Des dizaines de milliards de dollars sont en jeu, des banques, des multinationales, des gouvernements et des gens parmi les plus riches du monde jouent gros.

Un paradis fiscal est un lieu où les impôts sont faibles et où le secret règne sur les sommes déposées dans les banques et sur leurs détenteurs. C'est un pays, une ville, un quartier, un territoire ou une île dont les remparts juridiques, fiscaux et légaux sont bâtis sur mesure pour cacher de l'argent. La fiscaliste québécoise Brigitte Alepin explique dans *La crise fiscale qui vient* que « l'OCDE se base sur trois critères pour déterminer si un État est un paradis fiscal : 1) l'absence ou la quasi-absence d'impôt ; 2) l'absence de transparence du régime fiscal ; 3) le refus d'échanger des renseignements financiers ou fiscaux avec d'autres États<sup>1</sup> ».

L'OCDE et le G20 travaillent depuis plusieurs années à l'amélioration de la transparence fiscale. Les choses avancent : la majorité des paradis fiscaux vont lever le secret bancaire en 2017 et 2018, en adhérant à un système d'échange d'informations automatique entre pays. Ces échanges permettront aux autorités fiscales d'un pays d'être informées automatiquement de l'ouverture d'un compte bancaire à l'étranger par l'un de ses citoyens<sup>2</sup>. Certains pays résistent toujours

toutefois, notamment les États-Unis.

Voici la liste diffusée à l'automne 2014<sup>3</sup> des juridictions considérées comme des paradis fiscaux et leur degré de coopération :

Juridictions qui réaliseront les premiers échanges d'ici à 2017
Afrique du Sud, Allemagne, Anguilla, Argentine, Barbade, Belgique, Bermudes, Chili, Chypre, Colombie, Corée, Croatie, Curaçao, Danemark, Dominique, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Guernesey, Hongrie, Île de Man, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Inde, Irlande, Islande, Italie, Jersey, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mauricie, Mexique, Montserrat, Niue, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Seychelles, Slovénie, Suède, Trinité-et-Tobago, Uruguay
Juridictions qui réaliseront les premiers échanges d'ici à 2018
Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Aruba, Australie, Autriche, Bahamas, Belize, Brésil, Brunei Darussalam, Canada, Chine (République populaire de), Costa Rica, Émirats arabes unis, Grenade, Hong Kong (Chine), Îles Marshall, Indonésie, Israël, Japon, Macao (Chine), Malaisie, Monaco, Nouvelle-Zélande, Qatar, Russie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Singapour, Saint-Martin, Suisse, Turquie
Juridictions n'ayant pas précisé de délai ou n'ayant pas encore formulé leur engagement
Bahreïn, Îles Cook, Nauru, Panama, Vanuatu

L'évitement fiscal a pour objectif de trouver des moyens légaux de ne pas avoir à payer d'impôt dans le pays où sont enregistrés les revenus. De grandes multinationales sont devenues spécialistes de ces montages fiscaux, dont Google. La multinationale américaine « aurait réduit son taux d'imposition à l'international à un taux record de 2,4 %, écrit Brigitte Alepin. Cette optimisation fiscale, dit-elle, aurait été rendue possible par une technique communément nommée le “double irlandais”(Double Irish)<sup>4</sup>. »

Le plus clairement possible, Google enregistre les droits sur ses technologies et ses produits aux Bermudes, dans une coquille vide. Cette entité facture des redevances au siège européen de Google en Irlande, ce qui lui permet de réduire ses impôts. Pour bénéficier de cette exonération fiscale de l'Irlande, Google doit passer par un autre pays européen, les Pays-Bas dans ce cas-ci, avant de faire parvenir ses profits (sous forme de redevances) jusqu'aux Bermudes où le taux d'imposition est alors très faible. La stratégie est complexe, mais ce qu'il importe de retenir, c'est qu'elle permet à Google de payer moins d'impôts.



En entrevue à *RDI économie* le 17 juin 2015, Patrick Pichette, architecte de cette stratégie de 2008 à 2015 à titre de chef de la direction financière de Google, a défendu cette façon de faire. « On est une société, on suit les lois, a-t-il déclaré. Nous, on nous donne le jeu et on nous dit : “Joue aux cartes !” Moi, je vais jouer avec ma main. Mais si tu changes le jeu, je vais apprendre à jouer avec le nouveau jeu que tu me donnes. [Les entreprises] suivent les lois telles qu’elles sont écrites aujourd’hui. Si les gens ne sont pas contents avec les lois, on est les premiers à le dire : “Changez les lois !”<sup>5</sup> »

Point de vue semblable du pdg d’Apple Tim Cook dans une entrevue présentée en décembre 2015 dans le cadre de l’émission *60 minutes* à CBS. En réponse à l’intervieweur Charlie Rose, qui affirmait que sur 74 milliards de dollars de revenus à l’extérieur des États-Unis, Apple tentait de payer le moins d’impôts possible, Tim Cook a répondu, excédé : « C’est de la foutaise de politiciens (*political crap*)! Il n’y a rien de vrai derrière ça ! Apple paie tous les dollars de taxes qu’il doit. » Si Apple ne rapatrie pas tous ses revenus aux États-Unis, c’est parce que le système fiscal ne le permet pas, dit Tim Cook, un système « qui a été fait pour l’âge industriel, pas pour l’ère numérique. C’est dépassé. C’est terrible pour les États-Unis. Ça aurait dû être revu il y a des années de cela. Il est plus que temps que ce soit changé<sup>6</sup> ».

Sous la pression de la Commission européenne, le géant Amazon a annoncé en mai 2015 qu’il allait dorénavant payer ses impôts là où ses revenus sont enregistrés. Ainsi, sur les bénéfices réalisés en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et en France, les impôts ne seront plus payés au Luxembourg, mais dans les pays en question. La Commission européenne soupçonne le Luxembourg d’avoir accordé des privilèges fiscaux à plusieurs entreprises, dont Amazon. Le géant de la vente en ligne n’aurait payé que 3 millions d’euros

d'impôts en Allemagne en 2013... sur 9 milliards de revenus dans ce pays<sup>7</sup>.

L'évasion fiscale est illégale. La non-déclaration de revenus au fisc, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrebande, le travail au noir, c'est de l'évasion fiscale. Tous les services vendus « sous la table », c'est aussi de l'évasion fiscale. Vous payez quelqu'un pour faire le ménage chez vous « sous la table » ou encore vous payez votre entrepreneur en rénovation *cash*, cela fait partie de l'économie parallèle.

Selon la Banque du Canada, de 35 à 50 % des contribuables au Canada cacheraient des revenus au fisc<sup>8</sup>. Cela irait jusqu'à 60 % pour les **travailleurs autonomes**.

---

1. Alepin, B., *La crise fiscale qui vient*, Montréal, VLB Éditeur, 2011, p. 51.

2. <http://blogues.radiocanada.ca/geraldfillion/2015/05/26/amazonlesimpotsetlesautres/>

3.

<http://www.oecd.org/fr/sites/forummondialsurlatransparenceetlechangederenseignementsadesfinstatement-of-outcomes-fr.pdf>

4. Alepin, B., *op. cit.*, p. 61.

5.

<http://ici.radiocanada.ca/nouvelles/economie/2015/06/17/002patrickpichettegooglepratiquesfiscal>

6. <http://www.cbsnews.com/news/apple-60-minutes-ceo-tim-cook/>

7.

<http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/05/25/amazoncommenceapayeresesimpotslaouilfait>

8. Dunbar, G. C. et Fu C., *Sheltered Income : Estimating Income Under Reporting in Canada, 1998 and 2004*, Banque du Canada, document de travail 2015-22, 2015.

---

# PÉTRO-DOLLAR

---



Il y a plusieurs définitions de ce qu'est un pétro-dollar. Nous allons en explorer deux. D'abord, exprimé le plus simplement possible, les pétro-dollars, c'est l'argent gagné avec la vente de pétrole. Cette expression remonte à la crise pétrolière des années 70. Le terme est revenu à la mode à la suite d'une nouvelle explosion des prix pétroliers au cours de la première décennie des années 2000.

Au départ, on parlait de pétro-dollars lorsqu'on évoquait les revenus des pays du Moyen-Orient et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Mais, aujourd'hui, l'expression s'est étendue à d'autres pays, dont le Canada.

On emploie également le terme « pétro-dollar » pour qualifier une devise dont les fluctuations sont liées en partie à l'évolution des cours du pétrole. C'est le cas du dollar canadien, bien sûr ! Ce n'est pas nécessairement un avantage d'avoir une économie dont la valeur de la monnaie est fortement basée sur les fluctuations des ressources naturelles. Il devient alors difficile de faire des prévisions économiques et fiscales avec confiance.

On a vu combien la chute dramatique du prix du pétrole en 2014 a aussi entraîné le dollar canadien à la baisse. Sa valeur est passée de 90 à 70 cents américains<sup>1</sup>. Cette glissade a eu un impact majeur sur les finances publiques de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador, provinces dépendantes des revenus provenant du pétrole.

Dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador, selon les prévisions faites en décembre 2015, le déficit du gouvernement atteindra 6,5 % du PIB en 2015-2016, puis 8 % du PIB l'exercice suivant, des sommets en 35 ans dans tout le Canada. L'économie albertaine est tombée en récession. Le Conference Board du Canada a estimé que la chute du prix du pétrole allait faire perdre 4,3 milliards de dollars en 2015 au trésor fédéral sous forme de redevances et d'impôt.

La baisse des cours du pétrole pourrait aussi avoir un effet sur la péréquation, qui

a pour objectif d'équilibrer le pouvoir de livrer les mêmes services publics dans toutes les provinces. Une Alberta moins riche réduira l'écart à combler pour niveler la capacité financière de toutes les régions du pays. Les provinces bénéficiaires pourraient recevoir des montants moins élevés de péréquation si la tendance des prix du pétrole se maintenait.

L'existence d'un pétro-dollar n'est pas une bonne nouvelle pour l'environnement non plus. Une chute aussi radicale des prix du pétrole n'incite pas les consommateurs et les entreprises à faire des choix énergétiques qui s'éloignent de la consommation des énergies fossiles, principale source de gaz à effet de serre.

Il y a toutefois des gagnants dans la chute des prix du pétrole. Avec un dollar qui pique du nez, les entreprises exportatrices gagnent au change, car les prix de leurs produits exportés aux États-Unis, payés en dollars canadiens, sont maintenant moins élevés. Les entreprises manufacturières du Québec et de l'Ontario, qui exportent les deux tiers de leur production en sol américain, seront les grandes bénéficiaires de la chute de notre pétro-dollar. Cela dit, plusieurs économistes soulignent que les Canadiens ont de la concurrence sur le marché des exportations vers les États-Unis, notamment celle de la Chine. Ainsi, la baisse du dollar canadien pourrait ne plus avoir le même effet que par le passé <sup>2</sup>.

Les consommateurs et les entreprises voient aussi leur facture de combustible baisser, au chapitre du transport en particulier. Le gouvernement du Québec a d'ailleurs estimé que la réduction de 40 % du prix à la pompe de juin à décembre 2014 a permis une injection de 800 millions de dollars de liquidités dans l'économie québécoise.

Cette chute du dollar canadien, attribuable en bonne partie à un écrasement du prix du pétrole, n'est pas une première. En fait, depuis le milieu des années 80, il y a eu 5 autres épisodes de déclin du pétrole comme celui que nous avons vécu à partir de l'été 2014<sup>3</sup>.

L'épisode récent ressemble à celui de 1985-1986. La chute est comparable : baisse de 55 à 60 % des prix. Les causes sont les mêmes : augmentation radicale de l'offre de pétrole due à de nouveaux sites dans le golfe du Mexique et en mer du Nord en 1985-1986, production issue du schiste aux États-Unis en 2014-2015.

La baisse des prix du pétrole a un impact négatif sur l'activité économique au Canada. En 1985, l'économie n'a crû que de 1,4 %. La Banque du Canada

évaluait la croissance à seulement 1,2 % pour l'année 2015 dans son Rapport sur la **politique monétaire** de janvier 2016.

Que peut-on faire pour soutenir l'économie canadienne ? À court terme, peu de chose, alors que les taux d'intérêt sont bas. Il est difficile de penser qu'une baisse additionnelle de taux va survolter l'économie canadienne. Du côté de la **politique fiscale** du gouvernement, la marge de manœuvre est limitée si l'on souhaite éviter des déficits budgétaires trop importants.

Sans pouvoir vraiment utiliser tout le potentiel de ces deux outils, le Canada est condamné à demeurer vulnérable aux fluctuations de son pétro-dollar, surtout avec des perspectives de ralentissement prolongé de l'économie mondiale.

---

1. En date du 8 janvier 2016.

2. [https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/FailureToLaunch\\_fr.pdf](https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/FailureToLaunch_fr.pdf)

3. Juin 1986, octobre 1990, octobre 1997, mai 2002 et juin 2008. Les chutes de prix ont été de l'ordre de 25 à 60 %. De juin 2014 à décembre 2015, le prix du pétrole a diminué de 65 %.

---

# PIC PÉTROLIER

---

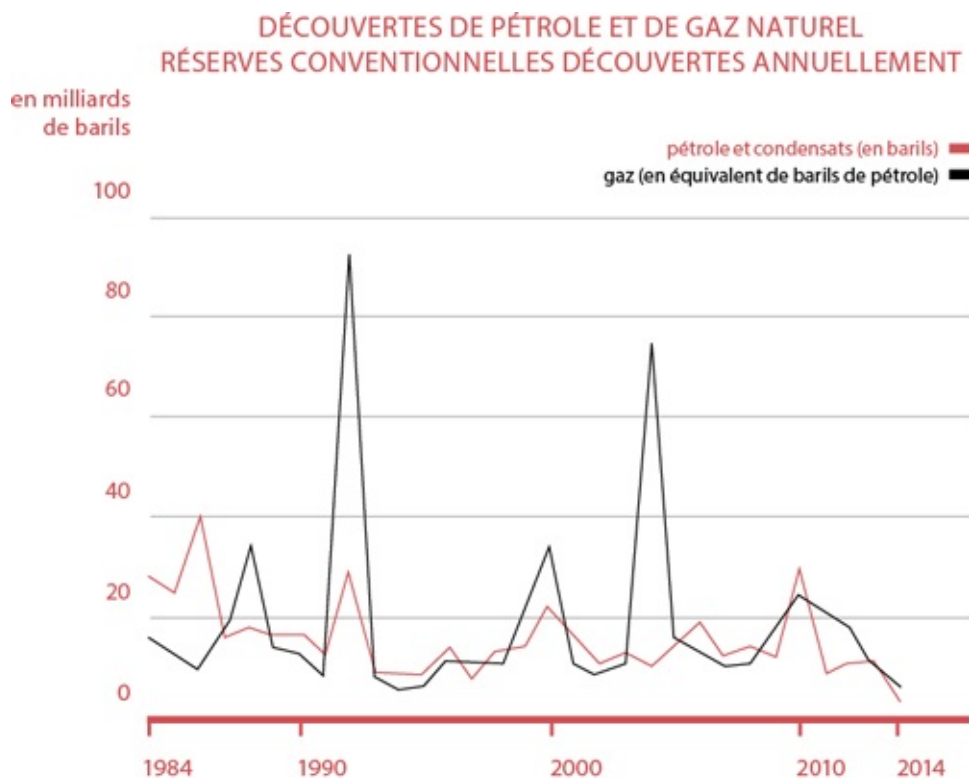
Avons-nous, oui ou non, découvert l'essentiel du pétrole accessible sur la planète, ce qui nous amènerait à conclure que nous sommes arrivés au pic pétrolier ? Autrement dit, avons-nous atteint le seuil maximal de production annuelle et allons-nous assister à une réduction de la production, année après année, jusqu'à la fin du pétrole ?

Ce qui devrait se vérifier fait pourtant l'objet de débats et d'affrontements. Du pétrole, il y en aura toujours, disent les plus optimistes. La preuve : regardez tout ce qu'on trouve dans le schiste, ces jours-ci, surtout aux États-Unis. Attention, le mur arrive, affirment les plus pessimistes. Mais de toute façon, expliquent les écologistes, nous devons sortir du pétrole pour éviter une catastrophe planétaire, c'est une question de survie.

Dans le cadre d'un collectif dirigé par l'économiste Ianik Marcil, *Sortir le Québec du pétrole*<sup>1</sup>, le journaliste scientifique Philippe Gauthier nous éclaire. Prenant de la perspective, il écrit que « la découverte de nouveaux puits a atteint son sommet dans les années 1960 et ralentit depuis. La dernière découverte majeure – le pétrole de la mer du Nord – date de cette époque. Le monde extrait plus de pétrole qu'il n'en découvre. »

C'est vrai. Le *Financial Times* rapportait en février 2015 qu'on n'avait jamais si peu découvert de pétrole conventionnel depuis 1995 : d'environ 30 milliards de barils trouvés en 1984 à presque aucun aujourd'hui<sup>2</sup>.





Source: IHS, Financial Times

Certains répondront qu'il ne faut pas négliger les réserves potentielles en Arabie saoudite, au Canada ou en mer notamment. Mais même si ces réserves sont aussi élevées qu'on l'affirme, la tendance baissière demeure. Philippe Gauthier explique que « l'ingénieur pétrolier Jean Laherrère, qui a eu accès aux données techniques confidentielles des entreprises, estime que la quantité totale de pétrole techniquement et économiquement récupérable dans le monde est d'environ 2200 Gb (milliards de barils). Environ 1400 de ces 2200 Gb ont été consommés depuis les années 1850. Il en resterait donc environ 800 Gb (dont à peine 20 Gb de pétrole de roche-mère environ), que nous consommons actuellement au rythme d'environ 26 à 27 Gb par année. »

Si la production conventionnelle baisse, celle de pétrole extralourd et extraite du bitume va monter légèrement. Aux 800 Gb de pétrole traditionnel, on peut penser en ajouter 500 Gb de pétrole extralourd et de bitume, dont 175 Gb du Canada et 200 Gb du Venezuela. Au rythme actuel de consommation, « que nous le voulions ou non, nous devons peu à peu apprendre à nous passer de pétrole », écrit Philippe Gauthier.

« À la grande consternation des tenants de la théorie du pic pétrolier, affirme l'économiste Jeff Rubin, l'industrie de l'énergie continue de fausser les

projections en trouvant des méthodes d'extraction plus efficaces<sup>3</sup>. » Si bien que la production répond encore aujourd'hui à la demande. La chute du prix en 2014 est d'ailleurs attribuable à une surabondance de l'offre par rapport à la consommation : les Américains ont plus que doublé leur production depuis 2009, et l'Arabie saoudite refuse toute réduction de production, malgré la pression de certains membres de l'OPEP. À la mi-2015, la production pétrolière mondiale était de 96 millions de barils par jour pour une demande de 93 millions de barils par jour<sup>4</sup>.

Selon Jeff Rubin, il se pourrait bien qu'avec le ralentissement de l'économie, nous réduisions notre consommation de pétrole. « Le pétrole emprisonné dans les sables bitumineux ou l'océan Arctique pourrait rester là où la nature l'a déposé. Certains peuvent appeler cela un pic pétrolier, d'autres la fin de la croissance<sup>5</sup>. »

En attendant, le pétrole de schiste américain a permis aux États-Unis de devenir le premier producteur mondial de pétrole et des dérivés liquides (gaz naturel liquéfié, hydrocarbures et biocarburants), surpassant l'Arabie saoudite et la Russie<sup>6</sup>. Mais le pétrole de schiste ne représente que 5 % du pétrole mondial. Et la chute des prix du pétrole en 2014 a rendu l'exploitation de ce type de pétrole non rentable.

Il y a 100 ans, l'extraction de 100 barils de pétrole nécessitait la dépense d'un seul baril. Pour le pétrole de schiste américain ou encore pour le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta, la dépense d'un baril ne permet plus que d'extraire de quatre à huit barils de pétrole.

En résumé, que nous ayons atteint le pic pétrolier ou non, il faut faire trois constats :

1. la découverte de pétrole conventionnel ne cesse de baisser ;
2. la découverte de pétrole extralourd et issu du bitume devrait continuer d'augmenter légèrement, mais à coût élevé ;
3. au rythme actuel, nous allons manquer de pétrole avant la fin du siècle, à moins que de nouvelles découvertes ne se réalisent (mais à quel prix, disions-nous ?) ou à moins que notre consommation ne baisse petit à petit.



1. Marcil, Ianik et coll., *Sortir le Québec du pétrole*, Montréal, Éditions somme toute, 2015, p. 25.
2. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/def8d8f4-b532-11e4-b186-00144feab7de.html#axzz3gpl5McA1>
3. Rubin, Jeff, *La fin de la croissance*, Montréal, Hurtubise, 2012, p. 66-67.
4. <https://www.iea.org/oilmarketreport/omrpublic/>
5. Rubin, J., *op. cit.*, p. 69.
6. [http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/Oil\\_trends.pdf](http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/Oil_trends.pdf)

---

# POUVOIR D'ACHAT

---



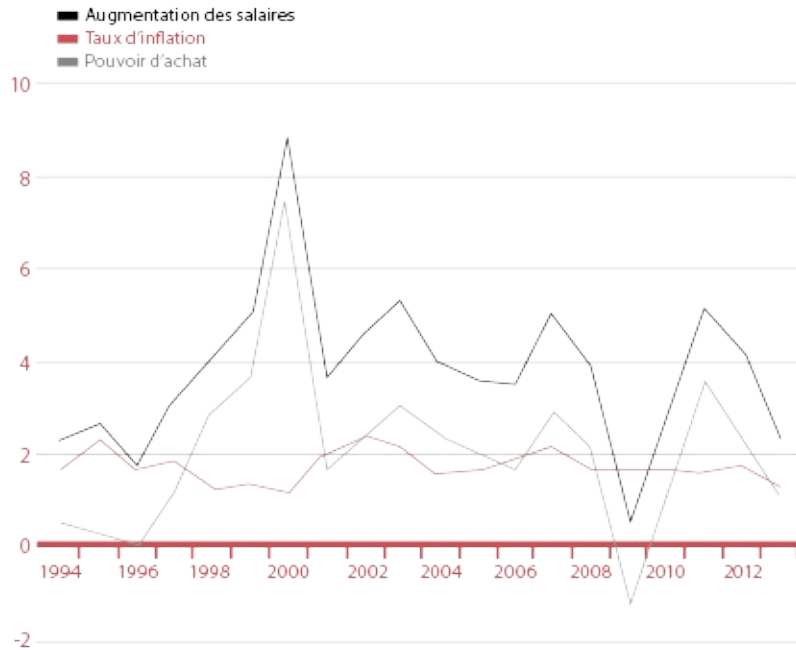
Ce satané pouvoir d'achat, on a vraiment l'impression qu'il diminue constamment. A-t-on raison de penser ce qu'on pense ? Et de quoi parle-t-on au juste ?

La définition est plutôt simple et intuitive : le pouvoir d'achat, c'est ce que vous pouvez réellement acheter avec votre revenu. Vous avez une augmentation de salaire, vous pouvez acheter davantage de biens de consommation. Mais peut-être pas non plus, parce que le pouvoir d'achat ne dépend pas seulement des revenus, mais aussi des prix.

Si votre revenu a augmenté cette année de 2 %, mais que tout ce que vous achetez a augmenté de 4 %, vous êtes perdant, car l'inflation des prix a entièrement grugé votre hausse de revenu. Vous avez même perdu du pouvoir d'achat.

Le graphique de la page suivante illustre l'évolution du pouvoir d'achat au Québec. La ligne noire représente l'augmentation des salaires. La ligne rouge montre l'augmentation des prix, donc le taux d'inflation. La ligne grise illustre la différence entre la ligne noire et la ligne rouge, et représente l'évolution réelle du pouvoir d'achat des salariés québécois au cours des 20 dernières années.

On constate que le pouvoir d'achat a augmenté régulièrement au cours des dernières années, exception faite de 2009. Pourquoi a-t-on alors l'impression que notre pouvoir d'achat diminue ?



Source: Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et Indice des prix à la consommation.

Deux facteurs peuvent contribuer à cette perception : l'endettement et la mesure du taux d'inflation.

1. L'endettement. Le pouvoir d'achat ne tient pas compte du fait qu'on a peut-être dû emprunter pour consommer, par carte de crédit ou par emprunt bancaire. Comme il faut rembourser ces emprunts chaque mois, cela représente un poste de dépenses pour lequel on ne reçoit pas de bien de consommation (on paie aujourd'hui par carte de crédit pour un beau vêtement, mais on doit commencer à rembourser 30 jours plus tard quand le vêtement en question est maintenant bien loin dans nos pensées !).
2. La mesure du taux d'inflation. Le taux d'inflation est calculé à partir d'un panier fixe de biens, et on suppose que ces proportions ne changent pas dans le temps. Ainsi, si Statistique Canada suppose que l'on consacre généralement 16 % de nos dépenses aux aliments dans son calcul de l'**indice des prix à la consommation** (IPC), mais que, dans les faits, le taux réel est de 25 %, toute augmentation du prix des aliments à l'épicerie vous affectera davantage, et votre pouvoir d'achat personnel en sera d'autant

plus hypothéqué.

Ne serait-ce que pour ces deux raisons, on voit que la courbe du pouvoir d'achat présentée plus haut est un cas général et peut ne pas convenir à une situation particulière.

---

# PRÉCARITÉ

---

Il était une fois un homme ou une femme, employé(e) syndiqué(e) à temps plein (40 heures/semaine) et qui détenait sa « permanence » ! C'était le bon temps des emplois « typiques » ! Cette histoire, courante il y a encore 10 ans, l'est de moins en moins aujourd'hui.

Le travailleur « nouveau » est autonome ou à temps partiel. Il est temporaire ou contractuel. Il occupe un emploi « **atypique** ». Fini le 9 à 5 !

Ces emplois atypiques représentent de nos jours le tiers des emplois totaux, une augmentation de 100 % par rapport à 1976<sup>1</sup>. Au Québec, ces emplois sont surtout occupés par des femmes, des travailleurs de 55 ans et plus, des diplômés de niveaux postsecondaire et universitaire, et sont concentrés dans l'industrie des soins de santé et de l'assistance<sup>2</sup>.

Selon Statistique Canada, 80 % des emplois créés en 2014 l'ont été à temps partiel. À l'échelle de l'OCDE, la moitié des emplois créés sont de nature atypique<sup>3</sup>. Le phénomène dépasse d'ailleurs les pays riches. Selon le Bureau international du travail, seulement un travailleur sur quatre occuperait un emploi typique en 2015<sup>4</sup>.

Si ce type d'emploi procure davantage de flexibilité du point de vue de l'employeur, c'est bien différent pour le travailleur qui, lui, est souvent moins bien payé et a un statut passablement plus précaire.

Une des raisons de cette brèche dans l'emploi traditionnel est sans aucun doute la baisse de l'adhésion syndicale et la diminution des conflits de travail. Le **taux** de syndicalisation est passé de 46,9 % en 1990 à 36,3 % en 2013 au Québec<sup>5</sup>. On a aussi observé une nette diminution des conflits de travail mesurés par différents indicateurs qui sont tous en baisse : moins d'arrêts de travail, moins de travailleurs touchés et moins de jours-personnes perdus.

Les années 90 et 2000 ont été nettement moins troublées par des conflits de travail que les années 80 et surtout les années 70. Cette tendance se maintiendra-t-elle ? Ce qui est certain, c'est que ce changement du rapport de force patronal-syndical a permis l'émergence de l'emploi atypique.

Toutefois, depuis quelques années, on observe l'émergence des emplois juste-à-temps. Les semaines se suivent, mais ne se ressemblent pas : une semaine, vous

travaillez 15 heures, la suivante, 12, et l'autre d'après, 18 !

Ce sont aussi des emplois où l'on est appelé à la dernière minute, pour un quart de travail dans la journée, pour rentrer plus tôt ou pour faire « un double », soit deux quarts de suite. Dans ce genre d'arrangement, il n'y a pas d'heures de travail garanties et il n'y a souvent pas d'avantages sociaux. C'est un phénomène en croissance en Amérique du Nord.

Par ailleurs, au Canada et aux États-Unis, de plus en plus de firmes ont recours à la technologie afin de régler au quart de tour leurs besoins en main-d'œuvre selon l'achalandage<sup>6</sup>.

Avec les emplois juste-à-temps, il est très difficile pour l'employé de planifier à long terme, de se qualifier pour avoir droit aux prestations d'assurance-emploi, et c'est bien sûr compliqué pour lui de prévoir de l'argent pour l'épargne. Le nombre aléatoire d'heures de travail rend complexes la planification d'un horaire études-travail ou encore les arrangements simples avec les centres pour la petite enfance si l'on a de jeunes enfants. L'instabilité au travail peut aussi avoir des conséquences négatives sur une tentative d'obtenir un prêt hypothécaire, par exemple.

Ceux qui ont un nombre irrégulier d'heures de travail auront moins tendance à acquérir des biens durables, comme une voiture ou une laveuse ! Cela aura donc des répercussions dans toutes les sphères de l'activité économique.

Certains chercheurs commencent à mettre en doute ces genres d'arrangements qui promettent un maximum d'efficacité et qui laissent croire que les coûts à long terme excèdent les bénéfices à court terme. Ces emplois sont souvent de piètre qualité, et contribuent à une faible loyauté de la part de l'employé, sans compter un taux de roulement d'employés très élevé<sup>7</sup>. Selon ces chercheurs, tout cela tend à réduire les profits à la longue, et Stefano Scarpetta, directeur des études sur l'emploi à l'OCDE, n'hésite pas à qualifier le « précarat » de véritable piège pour les entreprises<sup>8</sup>.

Alors, un progrès, cette nouvelle économie du 24/7 ? Pas si sûr...

---

1. Cloutier-Villeneuve, L., *Évolution de l'emploi atypique au Québec depuis 1997*, Institut de la statistique du Québec, octobre 2014.

2. *Ibid.*

3. <http://www.oecd.org/policy-briefs/Adapting-to-the-changing-face-of-work.pdf>

4. [http://embargo.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2015-changing-nature-of-jobs/WCMS\\_368640/lang--en/index.htm](http://embargo.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2015-changing-nature-of-jobs/WCMS_368640/lang--en/index.htm)



5. Institut de la statistique du Québec, *Regard statistique sur la couverture syndicale au Québec, ailleurs au Canada et dans les pays de l'OCDE*, novembre 2014.
6. La compagnie Kronos, par exemple, offre un tel service. Voir <http://www.kronos.ca/fr/>
7. Ton, Z., « Why “Good Jobs” Are Good for Retailers », *Harvard Business Review*, janvier-février 2012.
8. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/b2171222-31e4-11e5-8873-775ba7c2ea3d.html#axzz3klDsfamo>

---

# PRIX À LA POMPE

---



S'il y a un sujet qui revient régulièrement dans le débat public, c'est celui du prix de l'essence à la pompe. Les hausses brutales de prix, particulièrement dans la grande région de Montréal, enragent les automobilistes. S'il n'est pas possible de justifier les fortes variations de coûts, on peut tout de même expliquer certains mouvements et quelques tendances. Voici le prix à la pompe décortiqué.

Premièrement, une part du coût de l'essence au Québec est fixe. Que le prix du pétrole monte ou descende, que le baril soit à 50 \$ ou à 100 \$, il y a des coûts qui sont figés dans le litre d'essence que vous achetez :

- Taxe d'accise fédérale : 10 cents.
- Taxe du Québec sur les carburants : 19,2 cents.
- Taxe pour financer le transport collectif : 3 cents.

Deuxièmement, sur les coûts variables, il y a d'abord d'autres taxes qui s'appliquent : la TVQ (taxe de vente du Québec) et la TPS (taxe sur les produits et services du fédéral). Ces deux taxes totalisent 15 % et s'appliquent sur l'ensemble des coûts : pétrole, marge de raffinage, transport, marge du détaillant et même sur les taxes fixes ! Oui, vous avez bien compris : il y a ici une double taxation !

Et puis, bien sûr, il y a le pétrole (incluant le transport) et le raffinage. Le prix du baril de pétrole varie en fonction de l'offre et de la demande. Surtout, il est important de prendre en compte les variations du dollar canadien dans le coût d'acquisition. Le pétrole consommé au Québec vient, pour une bonne part, d'Algérie et de la mer du Nord. Le Québec n'achète que très peu de pétrole canadien en raison, pour l'instant, de son accès difficile.

### 9B ET ÉNERGIE EST

Depuis décembre 2015, le flux de la canalisation 9b d'Enbridge est inversé : le pétrole coule maintenant en direction de l'est, depuis le sud de l'Ontario jusqu'aux raffineries de l'est de l'Ontario et de la région de Montréal. À terme, ce sont près de 300 000 barils de pétrole par jour qui seront transportés vers l'est, notamment du pétrole provenant des sables bitumineux de l'Alberta. Par ailleurs, la société TransCanada projette la construction d'un oléoduc, nommé Énergie Est, entre l'Alberta et le Nouveau-Brunswick. À terme, c'est 1,1 million de barils de pétrole par jour qui serait transporté de l'ouest vers les raffineries du Québec notamment et vers un terminal d'exportation au Nouveau-Brunswick. Début 2016, la mise en service du pipeline était prévue pour 2020.

Le prix actuel payé au Québec se base sur celui du Brent à Londres et est négocié en dollars américains. Ainsi, si le baril est à 100 \$ US et que le dollar canadien est à parité avec le dollar américain, le coût du baril pour nous sera donc de 100 \$ CAN. Mais si le dollar canadien vaut 0,70 \$ US, il nous faudra déboursier plus pour les mêmes 100 \$ US. Le même baril va donc coûter 143 \$ CAN<sup>1</sup>.

La marge de raffinage, elle, correspond aux coûts estimés pour produire l'essence, le kérosène, le diesel et le mazout<sup>2</sup> notamment. Cette marge inclut également une marge de profit pour le raffineur, en général une filiale d'une pétrolière. La marge de raffinage a tendance à beaucoup varier au cours d'une année, et ces changements sont souvent expliqués par des travaux d'entretien ou des incidents qui retardent le travail. En réalité, les mouvements sur les marges de raffinage demeurent assez mystérieux.

S'ajoute enfin la marge du détaillant qui varie selon les régions en fonction de la dynamique concurrentielle. Ainsi, un coup d'œil à la marge des détaillants sur 52 semaines en juillet 2015 nous fait voir qu'elle est de 9 cents à Montréal, mais de 5,6 cents à Québec.

Vous trouverez à la page suivante un tableau récapitulatif de la Régie de l'énergie des coûts de l'essence à Montréal pour le 24 juillet 2015. Remarquez l'écart du prix du baril sur le marché et le prix canadien ajusté en fonction de la valeur du dollar canadien.

Il faut ajouter que les fournisseurs de carburant sont assujettis au Québec à la bourse du carbone<sup>3</sup>. Autrement dit, s'ils émettent une quantité plus élevée de gaz

à effet de serre que prévu, ils doivent acheter des crédits de carbone sur le marché. Ce coût supplémentaire, de plus de 3,5 cents le litre selon Suncor<sup>4</sup> et Valero<sup>5</sup>, est « refilé » par les fournisseurs aux automobilistes.

Avec Vancouver, le prix de l'essence est plus haut à Montréal qu'ailleurs au Canada en raison des taxes qui sont plus élevées.

Donc, même si les cours du pétrole ont chuté en 2014 et en 2015, la chute du dollar canadien a rendu plus chère l'acquisition du pétrole ; les marges de raffinage et de détail dans certains marchés ont augmenté ; il s'est ajouté la taxe du marché du carbone ; et il y a toujours les taxes fixes... qui sont demeurées fixes ! Voilà pourquoi le prix de l'essence n'a peut-être pas baissé autant que certains l'auraient souhaité.

#### PRIX D'UN LITRE D'ESSENCE ORDINAIRE À MONTRÉAL<sup>6</sup>

24-07-2015	
<b>Composantes</b>	
Prix du baril de pétrole brut incluant le transport	57,16 \$ US
Taux de change - 1 \$ canadien vaut	0,7669 \$ US
Prix du baril de pétrole brut (incluant le transport) converti en dollars canadiens	74,53 \$ CA
<b>Prix du pétrole brut (converti en ¢/litre, 1 baril = 159 litres)</b>	<b>46,9</b>
Marge de raffinage estimée sur l'essence	22,2
Prix minimal à la rampe de chargement (prix de gros estimé)	69,1
Coût de transport entre la raffinerie et l'essencerie	0,4
Taxes spécifiques sur les carburants et taxes de vente	47,4
a) Taxe d'accise fédérale (TAF)	10,0
b) Taxe sur les carburants provinciale (TCP)	19,2
c) Majoration de la TCP pour certaines municipalités (financement du transport collectif)	3,0
d) Taxe sur les produits et services (TPS)	5,1
e) Taxe de vente du Québec (TVQ)	10,1
<b>Indicateur quotidien du coût d'acquisition (IQCA)</b>	<b>116,9</b>
Marge de détail estimée (excluant toute taxe)	11,6
Taxes de vente sur la marge de détail estimée (TPS et TVQ)	1,7
<b>Prix moyen affiché à la pompe</b>	<b>130,2</b>

Source : Régie de l'énergie du Québec

- 
1. Pour faire les conversions de valeur entre les devises, rendez-vous sur le site de la Banque du Canada : [banqueducanada.ca/taux/taux-de-change](http://banqueducanada.ca/taux/taux-de-change).
  2. [caa.quebec.com/fr/sur-la-route/interets-publics/dossier-essence/composantes-du-prix-de-lessence](http://caa.quebec.com/fr/sur-la-route/interets-publics/dossier-essence/composantes-du-prix-de-lessence)

3. [http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q\\_2/Q2R46\\_1.HTM](http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R46_1.HTM)
4. <http://www.petro-canada.ca/fr/rack-pricing/6687.aspx>
5. [http://www2.valero.com/TerminalRackPrices/rpt\\_Terminal\\_Rack\\_Prices.pdf](http://www2.valero.com/TerminalRackPrices/rpt_Terminal_Rack_Prices.pdf)
6. Pour tous les détails sur les taxes applicables sur l'essence par région du Québec, veuillez consulter : [revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/ca/ca-1\(2015-04\).pdf](http://revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/ca/ca-1(2015-04).pdf)



---

# PRODUCTIVITÉ

---

Le Québec n'est pas assez productif. Son taux de croissance de la productivité n'est pas assez élevé. Les Américains sont meilleurs que nous. Voilà des phrases que vous entendez souvent dans le débat public, de la part de politiciens et d'économistes. Pourquoi ? Qu'en est-il ?

D'abord, dans notre livre *Vos questions sur l'économie* publié en 2014, nous définissions la productivité comme étant le niveau de production par heure travaillée. Nous disions aussi qu'améliorer notre niveau ou notre taux de productivité, c'était augmenter le rapport entre le coût de production et ce qu'il rapporte par heure travaillée. Améliorer la productivité d'une entreprise ou d'un secteur d'activité, c'est améliorer son mode de production à l'aide d'incitatifs pour les travailleurs ou de technologies qui rendent plus efficaces les modes de production.

Si on a 10 travailleurs payés 20 \$ de l'heure et dont la production est de 800 \$ de l'heure, comment s'y prendre pour augmenter la production à 1000 \$ de l'heure et ainsi accroître la productivité ? Si on augmente le salaire des employés, on doit le faire dans une mesure où cette hausse ne viendra pas absorber tout le gain de production qu'on prévoit réaliser. Si on achète une nouvelle technologie, peut-être permettra-t-elle d'améliorer la production sans toucher aux conditions de travail.

La productivité progresse lentement au Québec, tout comme en Ontario d'ailleurs. Selon le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des

organisations (CIRANO)<sup>1</sup>, la productivité a augmenté de 4 % au Québec de 2008 à 2013. Autrement dit, la valeur de ce qui est produit chaque heure de travail a augmenté de 4 %, à peine 0,8 % par année en moyenne. C’est un peu plus élevé qu’en Ontario, mais c’est sous la moyenne du Canada, des États-Unis et de l’OCDE.

Croissance de la productivité de l'ensemble de l'économie					
	Québec	Ontario	Canada	États-Unis	OCDE
2008-2013 (%)	4,0	3,6	5,4	6,9	4,5

Source : CIRANO

L’ex-président du Conseil du Trésor du Québec, Martin Coiteux, écrivait en 2012, alors qu’il n’était pas encore en politique, que les Québécois étaient relativement moins nombreux à travailler que dans le reste du Canada et qu’ils faisaient aussi moins d’heures. Selon lui, « cela n’explique cependant qu’une partie du problème. Vis-à-vis des provinces les plus riches, les Québécois touchent également moins de revenus par heure travaillée, ce qui suggère un retard en matière de productivité moyenne du travail<sup>2</sup>. » Le Québec se rattrape avec un niveau de vie plus faible, mais cet avantage a tendance à diminuer selon l’ancien économiste de HEC Montréal.

Une autre étude compare le Québec à certains pays (données de 2013, en dollars canadiens)<sup>3</sup> :

Pays	PIB/heure travaillée	Heures travaillées par emploi
1-Norvège	107,46 \$	1408
2-Belgique	80,85 \$	1570
3-France	77,75 \$	1478
4-Danemark	77,30 \$	1412
5-Allemagne	76,41 \$	1387
6-Pays-Bas	76,09 \$	1380

7-États-Unis	74,49 \$	1847
8-Irlande	72,08 \$	1815
15-Canada	61,44 \$	1706
17-Québec	55,40 \$	1644

Dans l'ensemble du Canada, le Québec est sixième en termes de productivité, derrière les provinces pétrolières que sont Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Saskatchewan, tout juste derrière également l'Ontario et la Colombie-Britannique. Comparé aux pays riches, le Québec est 17<sup>e</sup>, derrière un producteur de pétrole comme la Norvège et les pays nordiques, reconnus comme ceux dont le niveau et la qualité de vie sont les plus élevés du monde.

Nous pouvons constater que le nombre d'heures travaillées par emploi n'est pas le seul facteur d'influence sur le niveau de productivité. Les Québécois travaillent plus d'heures que les Norvégiens, les Français et les Allemands, mais ils ont un niveau de productivité plus faible qu'eux. Le revenu gagné par heure travaillée et le type de production semblent avoir un impact plus direct dans la détermination de la productivité.

D'ailleurs, selon les calculs de l'économiste Pierre Fortin, membre de l'Observateur international de la productivité, « le Québec, l'Ontario et [les] autres provinces non pétrolières affichent collectivement un retard de niveau de vie de 15 % à 20 % par rapport aux États-Unis. Cet écart de niveau de vie avec les États-Unis est réel et important, mais il concerne toutes les provinces non pétrolières, et pas seulement le Québec<sup>4</sup>. »

Un des principaux problèmes du Québec en matière de productivité, disait-il en 2012, c'est la concentration des activités dans la construction entre les mains de quelques entreprises se partageant les contrats. Vous le savez, une commission d'enquête a même été instaurée sur cet enjeu, la commission Charbonneau. Pierre Fortin affirmait alors que la rémunération à l'heure dans la construction au Québec était de 23 % plus élevée que dans tout le secteur privé. En Ontario, l'écart n'était que de 6 %<sup>5</sup>.

C'est important, la productivité, mais ce n'est pas tout. Le défi du Québec est le même que celui des grands pays avancés : comment produire tout en ménageant notre planète ? Et comment poursuivre l'avancement du progrès technologique



sans tuer les emplois ? (Voir le texte *Robotisation.*)

---

1. [http://qe.cirano.qc.ca/theme/activite\\_economique/productivite\\_et\\_travail](http://qe.cirano.qc.ca/theme/activite_economique/productivite_et_travail)
2. [http://cpp.hec.ca/cms/assets/documents/recherches\\_publiees/PP-2011\\_03.pdf](http://cpp.hec.ca/cms/assets/documents/recherches_publiees/PP-2011_03.pdf)
3. [http://cpp.hec.ca/wp-content/uploads/2014/11/PP\\_2014\\_01\\_BILAN.pdf](http://cpp.hec.ca/wp-content/uploads/2014/11/PP_2014_01_BILAN.pdf)
4. <http://www.lactualite.com/lactualite-affaires/les-etats-unis-plus-riches-de-45-que-le-quebec-arretons-dexagerer/>
5. <http://www.lesaffaires.com/archives/generale/pourquoi-la-productivite-du-quebec-traine-la-patte-depuis-30-ans/545269>



---

# PROTECTIONNISME

---

Le protectionnisme est l'ennemi à abattre pour les défenseurs du libre marché. De leur point de vue, c'est une entrave à la circulation des biens, aux règles du marché sur l'offre et la demande. Selon leur analyse, cela vient réduire l'efficacité du commerce, et les consommateurs vont souvent payer plus cher leurs biens et services.

Ceux qui prônent des politiques protectionnistes, qu'ils l'affirment ou non, croient qu'elles sont porteuses d'emplois et de richesse. Dans cette optique, elles sont vues comme une assurance de revenus et de travail pour les personnes qui œuvrent dans un secteur protégé. Et, en temps de ralentissement ou de récession, cela peut aider une économie à redémarrer.

Encore une fois, loin des **idéologies**, il faut s'intéresser aux nuances en économie. Parce que tout n'est pas noir, tout n'est pas blanc. Le protectionnisme a ses défauts, mais il a aussi ses vertus étant donné qu'on le trouve un peu partout, dans les pays interventionnistes comme dans les plus libéraux.

Selon le *Dictionnaire de l'économie*, il s'agit d'une « politique commerciale, opposée au libre-échange et qui vise à protéger les producteurs nationaux de la concurrence des productions étrangères<sup>1</sup> ». Trois exemples : la gestion de l'offre et les lois *Buy American* et *Buy America*.

La gestion de l'offre est bien connue au Québec et au Canada. Comme nous l'expliquons dans ce livre (voir le texte *Gestion de l'offre*), l'objectif de cette politique a pour but d'assurer une stabilité de revenu pour les producteurs de lait, d'œufs et de volailles au Canada. Les prix sont contrôlés, l'offre est sous gestion, et des tarifs douaniers sont imposés sur les produits sous gestion de l'offre qui sont importés. Ce système est souvent un facteur de discorde dans les négociations de libre-échange dans lesquelles le Canada est engagé.

Aux États-Unis, une nouvelle mouture du *Buy American Act*<sup>2</sup> a été adoptée en

2009 par l'administration Obama dans la foulée de la crise financière et de la « Grande Récession ». Son objectif est de faire en sorte que tous les projets publics de construction financés par le plan de stimulation économique s'approvisionnent en matériaux fabriqués aux États-Unis. Cela s'applique sur le fer, l'acier et d'autres types de produits manufacturiers. Les entreprises canadiennes ont obtenu une exemption en 2010 pour avoir accès à ces projets. La première version de cette loi remonte à 1933 dans la foulée de la « **Grande Dépression** ».

Le *Buy America*<sup>3</sup> existait déjà en 2009 et a pour but de protéger le secteur du transport. Ainsi, tous les projets d'infrastructures publiques de transport doivent faire appel à des produits fabriqués aux États-Unis. Sa création remonte à 1983. Cela signifie que, pour ses contrats américains, un fabricant de matériel de transport, comme Bombardier, doit assembler ses véhicules aux États-Unis pour avoir droit aux fonds publics de stimulation économique. De plus, 60 % des dépenses en équipements et matériaux doivent être faites aux États-Unis.

La mesure du *Buy America* a inspiré le gouvernement du Québec, qui a inclus une clause protectionniste dans l'appel d'offres pour le renouvellement des wagons du métro de Montréal en 2008. Le fournisseur devait donc s'engager à ce que le projet (pièces et assemblage) soit à 60 % canadien. Certains y ont vu une façon de protéger le marché de Bombardier. C'est un consortium, formé de Bombardier et Alstom, qui a obtenu le contrat<sup>4</sup>.

Le protectionnisme peut être utilisé pour avantager une industrie naissante qui ne pourrait pas survivre dans les premières années à la concurrence internationale. Un pays peut s'en servir aussi pour ralentir la croissance ou réduire les prix d'importation. Et puis, cette politique est souvent employée pour protéger des secteurs névralgiques et stratégiques comme la défense, la culture, les télécommunications, les ressources naturelles.

L'un des grands acteurs favorisant le libéralisme économique et pourfendant le protectionnisme est le Fonds monétaire international (FMI). Celui-ci affirme que les politiques protectionnistes ont aggravé la crise des années 30 et que, heureusement, celle de 2008 n'a pas engendré, comme 80 ans auparavant, une myriade de politiques protectionnistes. Le FMI soutient que les guerres commerciales mettent des millions d'emplois en jeu, alors que les accords de libre-échange peuvent générer de la croissance<sup>5</sup>.

Entre-temps, force est de constater que le protectionnisme est une arme dont les

gouvernements n'hésitent pas à se servir, à des fins politiques certes, mais également pour générer de l'activité économique dans des secteurs en particulier. Les accords de libre-échange, de plus en plus nombreux, tendent cependant à réduire la portée des mesures protectionnistes (voir le texte *Libre-échange*).

---

1. *Dictionnaire de l'économie*, Paris, Larousse et Le Monde.
2. <http://www.international.gc.ca/sell2usgov-vendreaugouvusa/procurement-marches/buyamerica.aspx?lang=fra>
3. <http://www.transportation.gov/highlights/buyamerica>
4. [http://www.mdeie.gouv.qc.ca/ministere/salle-de-presse/communiqués-de-presse/communiqué-de-presse/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=4233&cHash=dc94c20d4b8aba46fd8bf2295e13b471](http://www.mdeie.gouv.qc.ca/ministere/salle-de-presse/communiqués-de-presse/communiqué-de-presse/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=4233&cHash=dc94c20d4b8aba46fd8bf2295e13b471)
5. <http://blog-imfdirect.imf.org/2012/01/05/trade-winds/>

# R

---

## REER, REEE, CELI ET AUTRES FORMIDABLES ACRONYMES

---

Non seulement la finance et la Bourse sont compliquées, mais en plus, les experts s'expriment avec des acronymes ! Si le jargon de l'investissement ne vous est pas familier, vous faire dire d'épargner dans un REER, d'utiliser votre remboursement d'impôt pour garnir votre CELI et de penser à vos enfants en investissant dans un REEE ne vous avance pas beaucoup. Et quand votre vieille tante vous appelle pour vous parler de son FRV et des retraits obligatoires au FERR qu'elle devra faire, vous raccrochez !

En quelques mots, voici quelques définitions de base.

---

### REER

---

Régime enregistré d'épargne-retraite. C'est un régime qui vous permet d'épargner durant votre vie active jusqu'à l'âge de 71 ans et, puisqu'il est enregistré auprès du gouvernement fédéral, vous permet aussi de reporter de l'impôt au moment du retrait. Si vous investissez 5000 \$ dans un REER, vous déduisez alors 5000 \$ de votre revenu imposable de l'année. Si vous retirez 5000 \$ de votre REER, vous ajoutez ce montant à votre revenu imposable de l'année. Vous pouvez investir jusqu'à 18 % de votre revenu gagné l'année précédente dans votre REER, mais ce taux peut être réduit si vous cotisez à un

régime de retraite d'employeur.

---

#### RAP

---

Régime d'accession à la propriété. Si vous achetez votre première maison, vous pouvez retirer 25 000 \$ de votre REER sans payer d'impôt ni d'intérêt dans le cadre du programme du RAP. C'est de l'argent qui vous servira à acheter votre maison. Vous devez, toutefois, « rembourser » votre REER dans les 15 années suivantes, sinon vous devrez payer de l'impôt sur une partie des sommes retirées.

---

#### FERR

---

Fonds enregistré de revenu de retraite. C'est la suite du REER. Vous devez transférer vos investissements qui se trouvent dans un REER dans un FERR au plus tard le 31 décembre de l'année de vos 71 ans. La grande différence avec le REER, c'est que l'État vous oblige à retirer un minimum de vos épargnes tous les ans, question de payer les impôts qui ont été reportés au fil du temps ! Ainsi, avec les changements apportés par le gouvernement de Stephen Harper en 2015, et que le gouvernement de Justin Trudeau n'a pas prévu de modifier, une personne qui a 71 ans en début d'année doit retirer 5,28 % de ses investissements dans un FERR. L'année suivante, à 72 ans, c'est un retrait de 5,40 % qui est exigé. L'année d'après : 5,53 %<sup>1</sup>.

---

#### FRV

---

Fonds de revenu viager. C'est un FERR, mais avec des règles différentes. L'argent dans le FRV provient d'un fonds de pension. Il faut retirer un minimum annuellement (sauf la première année du FRV, où rien n'est exigé), mais il y a aussi un maximum que vous pouvez retirer. Pourquoi ? Parce que le FRV a pour but de vous assurer un revenu jusqu'à la mort (revenu viager) ou pour une période temporaire. Les retraits maximums sont calculés en fonction de votre âge, de l'argent que vous possédez dans votre fonds et du taux de référence fixé. Il est possible également de demander à son établissement financier d'avoir un revenu temporaire supplémentaire.

---

#### CELI

---

Compte d'épargne libre d'impôt. Le REER vous permet de reporter de l'impôt. Le CELI vous permet quant à lui de ne pas payer d'impôt lorsque vous retirez votre argent sur les intérêts gagnés dans le compte. L'argent que vous investissez

dans le CELI est déjà imposé. Exemple : vous avez 5000 \$ dans votre compte bancaire. C'est de l'argent que vous possédez après impôt et que vous avez décidé d'investir dans un CELI. Au fil du temps, cette somme de 5000 \$ enregistre un bon rendement boursier et monte à 7000 \$. Le gain de 2000 \$ n'est pas imposable au moment du retrait.

Le budget déposé par le ministre des Finances conservateur Joe Oliver en 2015 a relevé le plafond du CELI à 10 000 \$ pour l'ensemble de l'année. Mais, le nouveau gouvernement Trudeau a annoncé le 7 décembre 2015 le retour du plafond à 5500 \$ en 2016 et le retour d'un régime d'indexation du plafond en fonction de l'IPC, l'indice des prix à la consommation.

Droits d'investissement dans un CELI	
2009	5000 \$
2010	5000 \$
2011	5000 \$
2012	5000 \$
2013	5500 \$
2014	5500 \$
2015	10 000 \$
2016	5500 \$

---

## REEE

---

Régime enregistré d'épargne-études. C'est différent du REER. Les cotisations au REEE ne sont pas déductibles de votre revenu imposable. Toutefois, les revenus de placement dans le REEE ne seront imposables qu'à la sortie, dans la déclaration de revenus du bénéficiaire. Le maximum qu'on peut placer au total dans un REEE est 50 000 \$. Ainsi, vous pouvez, comme parents, accumuler de l'argent pour les études de vos enfants. Si le bénéficiaire prévu ne poursuit pas d'études finalement, vous pouvez changer le bénéficiaire du REEE ou encore

transférer l'argent dans votre REER ou celui de votre conjoint s'il a des droits REER disponibles pour investir.

---

#### RRQ

---

Régie des rentes du Québec. C'est l'organisme qui gère les rentes qui vous sont versées à partir de 65 ans (avec possibilité de versements dès 60 ans, mais avec pénalités). Cet argent provient de vos cotisations à la RRQ. Elles sont fonction de l'argent que vous avez versé au fil de votre vie. L'argent des rentes fructifie sous la responsabilité de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Les trois étages de la retraite sont :

1. la sécurité de la vieillesse, versée à partir de 65 ans. La pension de vieillesse est financée à même les impôts des Canadiens ;
2. la rente de travail, versée à partir de 65 ans (ou 60 ans, mais avec pénalités) par la Régie des rentes du Québec en fonction de vos versements au fil de votre vie de travail. Dans le reste du Canada, les rentes sont versées par le Régime de pensions du Canada (RPC);
3. les revenus de votre régime de retraite d'employeur si vous en avez un, de votre régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) si tel est le cas, et de vos épargnes personnelles si vous en avez.

---

1. Pour les détails, consultez la page 504 du budget fédéral de 2015 : [budget.gc.ca/2015/docs/plan/budget2015-fra.pdf](http://budget.gc.ca/2015/docs/plan/budget2015-fra.pdf)





---

# RÉCESSION

---

Quand le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec Gilles Baril s'est fait poser la question en 2001, à savoir ce qu'était une récession, il a été pris de court, il a bafouillé<sup>1</sup>. Vous vous en rappelez peut-être ? C'est le genre de chose qu'un personnage public ne veut pas vivre.

Généralement, cela reste collé longtemps à son image, comme le bonnet de Gilles Duceppe dans une fromagerie lors d'une campagne électorale ou bien la vidéo catastrophe du message à la nation de Stéphane Dion, alors qu'il était chef de l'opposition officielle en 2008.

Environ sept ans après l'hésitation de Gilles Baril, le journaliste Antoine Robitaille a posé la même question au ministre du Développement économique Raymond Bachand. Hors de lui, le ministre a utilisé deux jurons dans sa réponse pour faire savoir qu'il n'appréciait pas le piège. Il a évoqué « deux trimestres consécutifs » sans terminer sa phrase, mais on comprend qu'il parlait du PIB en baisse durant deux trimestres de suite.

C'est la définition la plus courante, sorte de règle du pouce : un recul de la production deux trimestres de suite, c'est ce que les économistes appellent une récession technique. Pourquoi ? Parce qu'il y a plusieurs définitions, qui sont plus pointues, plus précises, plus larges. Mais celle à deux trimestres permet de définir rapidement la récession. Elle est reconnue, utilisée ici comme en Europe. Mais elle ne dit pas tout. Un secteur comme le pétrole peut être en forte baisse, tandis que les autres secteurs continuent de progresser. Une province, comme l'Alberta, peut connaître un ralentissement important, alors que les autres provinces sont toujours en progression. Selon la définition des deux trimestres négatifs, le Canada s'est retrouvé en récession au cours de la première moitié de l'année 2015, mais dans les faits, ce n'est qu'une partie de l'économie et du pays qui se trouvait en récession.

Cela dit, selon le service économique de Desjardins, il faut « reconnaître que la

règle informelle des deux trimestres consécutifs s'est avérée drôlement précise historiquement. Autant au Canada qu'aux États-Unis, depuis 1981, aucune récession officielle ne s'est déroulée sans qu'il y ait deux trimestres consécutifs de contraction économique. Les travaux de recherche plus approfondis servent tout de même à dater avec une certaine précision les cycles en plus d'identifier les dynamiques propres à chaque épisode à l'aide d'un ensemble d'indicateurs<sup>2</sup>. »

Parmi ces travaux de recherche, il y a ceux réalisés par le National Bureau of Economic Research (NBER) aux États-Unis, qui a mis en place un comité ayant pour tâche de déterminer les périodes de récession et les cycles économiques. La définition d'une récession pour ce comité est la suivante (traduction libre de l'anglais) : « Déclin significatif de l'activité partout dans l'économie, qui dure plus que quelques mois, qui est normalement perceptible dans la production, l'emploi, le revenu réel et d'autres indicateurs. Une récession s'amorce lorsque l'économie atteint un sommet d'activité et se termine quand l'économie atteint un creux. [...] »

Parce qu'une récession est une large contraction de l'économie, qui n'est pas confinée à un secteur, le comité s'intéresse surtout aux mesures qui affectent l'ensemble de l'économie. Le comité est d'avis que la production intérieure et l'emploi sont les mesures conceptuelles primaires de l'activité économique<sup>3</sup>. »

Pour cet organisme américain, une récession est nécessairement plus complexe que la baisse du PIB pendant deux trimestres. Il considère qu'il y a plusieurs indicateurs à prendre en compte, et pas seulement le PIB. L'ampleur du ralentissement est aussi importante.

Ainsi, selon le NBER, ce qu'on a appelé la « Grande Récession » a duré de décembre 2007 à juin 2009, soit 18 mois. Dans le passé, les plus longues récessions ont duré 65 mois (d'octobre 1873 à mars 1879) et 43 mois (d'août 1929 à mars 1933). Les plus courtes : 6 mois (de janvier à juin 1980) et 7 mois (d'août 1918 à mars 1919)<sup>4</sup>.

On pourrait dire que l'équivalent du NBER en Europe, c'est le CEPR, le Centre for Economic Policy Research, un regroupement d'économistes qui réfléchissent aux enjeux économiques à travers différents thèmes de recherche. Selon cette organisation, qui s'est également dotée d'un comité qui détermine les périodes de contraction économique, une récession représente (traduction libre) : « Un déclin significatif du niveau d'activité économique, qui s'étend à toute

l'économie de la zone euro, qu'on perçoit habituellement lorsque l'économie connaît deux trimestres consécutifs ou plus de croissance négative du PIB, qu'on perçoit aussi dans l'emploi et d'autres mesures agrégées de l'activité économique pour l'ensemble de la zone euro<sup>5</sup>. »

Ici, Statistique Canada a cessé ses recherches sur les cycles économiques en 2012. Au même moment, l'Institut C. D. Howe a créé un Conseil des cycles économiques<sup>6</sup>.

Dans un texte publié en 2009, le Fonds monétaire international (FMI) affirme avoir observé 122 récessions dans 21 économies avancées de 1960 à 2007. En moyenne, les récessions durent un an, le PIB va chuter de 2 %, et de 5 % pour les plus sévères d'entre elles. C'est la production industrielle et les investissements qui sont les plus affectés par les récessions, alors que la consommation baisse à peine. Les importations chutent, le chômage augmente<sup>7</sup>.

Une récession très sévère peut être considérée comme une dépression. Encore là, il n'y a pas de définition toute faite. Généralement, une baisse du PIB de plus de 10 % dans un pays est nommée « dépression ». C'est ce qui s'est passé dans les années 30 aux États-Unis alors que le PIB s'est effondré de 33 %. C'est l'époque de la « Grande Dépression ». C'est ce qui s'est passé aussi depuis la crise financière en Grèce, alors que le PIB a chuté d'environ 30 % entre 2009 et 2015.



Harry Truman, qui a été président des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale, disait qu'une récession, c'est la période durant laquelle votre voisin perd son emploi. Et une dépression, c'est lorsque vous perdez le vôtre<sup>8</sup> !

1. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/172117/c-est-assez-l-identite-place-a-l-economie>

2. <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv150729-f.pdf>

3. <http://wwwdev.nber.org/dec2008.pdf>
4. <http://www.nber.org/cycles.html>
5. <http://www.cepr.org/content/business-cycle-dating-committee-methodology>
6. <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv150729-f.pdf>
7. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2009/03/basics.htm>
- 8 <http://leblogdejpfsurlesindicateursavances.blogspot.ca/2011/09/la-definition-dune-recession.html>

---

# RÉINDUSTRIALISATION

---

Des villes et des villages ont connu des décennies de prospérité grâce à des industries qui faisaient travailler tout le monde. Un beau jour, la grande usine dans le parc industriel, qui donnait du boulot à des centaines de familles, a fermé. Les quelques usines qui gravitaient autour de cette entreprise se sont rapidement essouffées et ont fermé à leur tour. Loin de la Chine et du Bangladesh, nombre de travailleurs croyaient être bien protégés jusqu'à leur retraite. Mais l'ouverture tous azimuts des marchés mondiaux a entraîné une vaste délocalisation des usines vers les pays où les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles, principalement en Asie.

De l'industrialisation, nous sommes passés à la désindustrialisation. Mais voici venue la réindustrialisation des villes et villages d'Amérique, surtout des États-Unis. Les Américains appellent cela le « *reshoring* », sorte de rapatriement des activités naguère perdues. Après la poursuite effrénée des réductions de coûts et des délocalisations depuis les années 90, bien des entreprises commencent à faire demi-tour.

Une étude de KPMG publiée en 2014 nous apprend que le nombre d'entreprises canadiennes qui envisageaient de s'approvisionner en Chine en 2014 a diminué de moitié. La proportion de celles qui avaient l'intention de se tourner vers l'Inde a diminué du quart<sup>1</sup>. Si certains doutent de la robustesse du virage à 180 degrés des entreprises, un dossier spécial du magazine *The Economist* publié en 2013 démontre un net changement de mentalité à ce propos chez les manufacturiers américains<sup>2</sup>.

Pourquoi ce revirement ? Parce que les leaders, des politiciens aux industriels, ont réalisé que le secteur manufacturier, avec ses tentacules dans toutes sortes d'industries, est un secteur névralgique sur le plan de la création d'emplois. Avec la délocalisation vers les pays à faibles coûts, le secteur manufacturier canadien a fondu de près de 12 % depuis 2002, le bilan le plus dramatique au sein d'un groupe de 19 pays industrialisés selon le Bureau of Labor Statistics américain<sup>3</sup>.

Il faut dire que le rapatriement des activités ne s'effectue que sur une partie de la production et de façon très graduelle. Plusieurs délocalisations prévues se font et vont se faire. Ce mouvement n'est pas arrêté. Mais certaines entreprises réalisent

que leur réputation est en jeu. Le PDG de la multinationale informatique Lenovo Yang Yuanqing a déclaré avoir rapatrié une partie des activités de sa société aux États-Unis pour garder la confiance des Américains et se rapprocher du consommateur.

À cela s'ajoute une forme de patriotisme économique, qu'on voit aux États-Unis et en Europe. Dans la foulée de la « Grande Récession », des politiques protectionnistes ont été adoptées pour encourager la fabrication à l'intérieur des frontières (voir le texte *Protectionnisme*). De généreux soutiens publics ont été offerts à ces entreprises, permettant ainsi de créer de l'emploi dans le pays. Ce facteur contribue également à la réindustrialisation d'un pays comme les États-Unis<sup>4</sup>.

Disons aussi les choses comme elles sont : les délocalisations ont pour but de réduire les coûts en économisant notamment sur les salaires des employés. Ce que l'on constate toutefois, c'est que, à mesure que les travailleurs chinois voient leur rémunération augmenter, le gain économique de l'entreprise qui a choisi de **délocaliser** ses activités fond. Et tout cela joue en faveur de la réindustrialisation. Le salaire moyen d'un travailleur chinois est passé de 0,50 \$ de l'heure en 2000 à plus de 4,50 \$ en 2015.



Ajoutons que la réindustrialisation américaine a été alimentée par le développement de l'industrie du gaz de schiste aux États-Unis, ce qui a particulièrement profité aux industries intensives en énergie. Et puis, la croissance de l'automatisation et de la robotisation a fait en sorte que la part de la main-d'œuvre dans les coûts totaux a diminué, autre raison facilitant le rapatriement de certaines activités.

La délocalisation, qui a pu avoir d'énormes avantages à court terme au chapitre des coûts, a des répercussions insoupçonnées à moyen terme sur le tissu et l'écosystème du secteur manufacturier. Deux effets en particulier : la chute du nombre de « bons emplois » bien rémunérés, de même que la capacité à pouvoir compter sur une main-d'œuvre instruite et qualifiée. Et c'est sans compter les conséquences sur les industries qui dépendent indirectement du secteur manufacturier.

Tout comme le processus de délocalisation, qui s'est étendu sur une vingtaine d'années, il faudra plusieurs années pour compléter la réindustrialisation.

Ultimement, on en arrivera probablement à un modèle d'affaires hybride où une société rapatriera une partie de ses activités au pays, mais conservera une autre partie dans des pays à faible coût de main-d'œuvre.

---

1. <http://www.kpmg.com/Ca/fr/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Pages/Canadian-Manufacturing-Outlook-2014.aspx>
2. « Reshoring Manufacturing : Coming Home », *The Economist*, 19 janvier 2013.
3. <http://www.bls.gov/web/prod4.suppl.toc.htm>
4. <http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/transport/la-menace-du-patriotisme-industriel/541916>



---

# RESPONSABILITÉ SOCIALE

---

La responsabilité sociale doit-elle faire partie des préoccupations d'une entreprise ? N'est-ce pas une notion opposée à l'ordre normal des choses dans une économie capitaliste qui vise la maximisation des profits à court terme ? Le débat se poursuit, mais nous constatons que les entreprises ne peuvent plus, de nos jours, ne pas afficher de stratégie en matière de responsabilité sociale. Par conviction ou par intérêt, elles ne veulent plus courir le risque de se faire accuser d'être de mauvaises entreprises citoyennes.

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) définit la responsabilité sociale comme étant « la responsabilité d'une entreprise vis-à-vis des impacts de ses activités sur la société et sur l'environnement. Celles-ci doivent se traduire par un comportement éthique qui contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société<sup>1</sup>. »

La prise de conscience environnementale qui caractérise notre époque ainsi que les images d'usines où des travailleurs sont traités comme des esclaves dans certains pays ont poussé les grandes entreprises à réfléchir à leur façon de faire. Le concept de la responsabilité sociale a pour objectif d'obliger les entreprises à tenir compte de leur impact.

Aujourd'hui, les entreprises se montrent responsables en intervenant de différentes manières dans la société, par exemple en soutenant un camp d'été pour enfants défavorisés ou en finançant des activités sociocommunautaires.

Elles peuvent aussi adopter, sous le chapeau de la responsabilité sociale, un code de conduite qui touche principalement leurs employés en leur offrant des conditions de travail supérieures à celles des concurrents. L'Organisation internationale du travail (OIT) a d'ailleurs mis en place, en octobre 2015, le réseau mondial d'entreprises pour les socles de protection sociale. Initiative intéressante puisque, selon l'OIT, 73 % des gens sur cette planète n'ont pas accès à une couverture sociale appropriée<sup>2</sup>.



Plusieurs agissent sur le plan écologique. Les sphères d'action sont variées, allant de la prévention de la pollution à la protection de l'environnement et de la **biodiversité** en passant par l'utilisation durable des ressources. La liste des interventions possibles de la part des entreprises pour agir de façon socialement responsable est longue.

Les experts s'entendent pour dire que de telles initiatives seront efficaces si un dialogue franc et ouvert a été installé avec tous les intervenants concernés. Sinon les bons principes de l'entreprise auront l'air d'une mièvre façade défendue par une futile stratégie de communication.

Certains États encouragent les entreprises à adopter un bon comportement à l'aide d'**incitatifs fiscaux** ou de mesures réglementaires. Cette façon de faire est répandue dans le domaine environnemental. Il est intéressant de noter que le ministère des Affaires étrangères du Canada insiste auprès des entreprises qui souhaitent réaliser des affaires à l'international pour que celles-ci démontrent dans leur dossier leurs objectifs en matière de responsabilité sociale afin de maximiser leurs chances de succès à l'étranger<sup>3</sup>.

Par exemple, on encourage les entreprises minières canadiennes qui cherchent de nouveaux marchés étrangers à énumérer les mesures qui seront prises afin d'atténuer les impacts environnementaux.

Plusieurs multinationales consacrent d'énormes budgets à la promotion de leurs engagements économiques, sociaux et environnementaux. Certaines sont accusées régulièrement de faire appel à des pratiques d'affaires non éthiques. Mais la pression est forte de la part des consommateurs et des gouvernements, qui exigent des sociétés qu'elles adoptent des comportements conformes aux

règles de responsabilité sociale. La popularité croissante de l'investissement éthique et de la consommation durable force les entreprises à être plus transparentes et plus responsables.

Nous n'allons pas régler ici le débat sur la pertinence des engagements en matière de responsabilité sociale. Mais il est clair que toute entreprise qui aspire au succès n'a plus le choix. Avec les médias sociaux, de nos jours, une mauvaise entreprise citoyenne se fait rapidement rappeler à l'ordre. Et les erreurs peuvent être fatales.

- 
1. Adapté de l'Organisation internationale de normalisation, (Norme internationale ISO 26000), *Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale*. Genève, 2010.
  2. [http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/media-centre/press-releases/WCMS\\_419585/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/media-centre/press-releases/WCMS_419585/lang--fr/index.htm)
  3. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/other-autre/csr-rse.aspx?lang=fra>



---

# RETRAITE DORÉE

---

L'expression a souvent été entendue et répétée en 2014 dans le cadre du débat sur les régimes de retraite des employés municipaux au Québec. La question qui revenait régulièrement et qu'on entretenait soigneusement dans le débat public : pourquoi une partie de la population a droit à une « retraite dorée », alors qu'une autre partie n'y a pas accès ? Deux camps se sont formés : ceux qui voulaient protéger les régimes généreux et ceux qui voulaient qu'on mette la hache dans les retraites d'une « bande de privilégiés ». Vous comprenez que le débat est devenu émotif de part et d'autre, en proie à la démagogie, aux préjugés, à la jalousie.

L'enjeu : la révision annoncée par le gouvernement de Philippe Couillard de la structure des régimes de retraite des employés des municipalités du Québec.

Pourquoi ? Parce que l'État considère qu'un trop grand nombre de régimes sont sous-capitalisés et qu'il faut donc prendre les moyens nécessaires pour revoir les modalités des régimes afin « d'assurer la **pérennité** des régimes de retraite, de respecter la capacité de payer des contribuables et l'**équité intergénérationnelle**, de protéger les rentes des retraités et de prioriser la négociation<sup>1</sup> ». En d'autres mots, selon le gouvernement, ces régimes sont trop généreux.

Si les marchés avaient donné les rendements attendus, si des congés de cotisation n'avaient pas été permis dans les bonnes années à fort rendement, soit les années 90 et une partie des années 2000, la générosité des régimes de retraite des 122 000 employés municipaux (dont 50 000 retraités) n'aurait peut-être pas

créé de débat<sup>2</sup>. Et peut-être que les gouvernements de Pauline Marois et de Philippe Couillard se seraient-ils davantage intéressés au problème fondamental qu'est l'absence d'épargne pour une majorité de la population du Québec en vue de la retraite.

Plus de 6 travailleurs sur 10 – soit 2,4 millions de travailleurs québécois – n'ont pas de régime de retraite à prestations ou à cotisations déterminées. Ils doivent compter, à la retraite, sur la sécurité de la vieillesse, les rentes et leur épargne personnelle. Parmi les autres travailleurs, 35 % ont un régime à **prestations déterminées** et 4 %, à **cotisations déterminées**. C'est donc le tiers de la population, surtout des travailleurs du secteur public, qui bénéficie de ce qui a été qualifié de « retraite dorée ».

De plus, les régimes publics au Canada ne remplacent que 39 % des revenus de travail à la retraite, comparativement à 59 % en moyenne dans les pays de l'OCDE<sup>3</sup>.

Est-ce que les employés municipaux étaient à ce point gâtés et fallait-il couper dans leurs bénéfices et privilèges comme l'a fait le gouvernement ? Ou, au contraire, aurait-il fallu niveler par le haut et étendre la couverture de retraite aux autres travailleurs sans régime ? Cette option aurait été atteignable par une bonification du Régime des rentes du Québec en augmentant notamment les cotisations des travailleurs à la RRQ, la solution privilégiée par les syndicats, mais rejetée par le gouvernement<sup>4</sup>.

L'âge médian de la retraite au Québec est de 58 ans dans le secteur public et de 61 ans dans le secteur privé. Il est de 66 ans pour un travailleur autonome. En Ontario, l'âge de la retraite est respectivement de 62, 65 et 67 ans. Un policier peut prendre sa pleine retraite au Québec à 55 ans ou après 30 ans de service. Un pompier ? Vingt-cinq ans de service. Ce sont des métiers dangereux dont la part de risque est importante. Les régimes de retraite ont été négociés en tenant compte de ces facteurs<sup>5</sup>.

Mais, malgré ces considérations, il est clair qu'il y a un écart, une inégalité. Une partie de la population a droit à de bons salaires, un régime de retraite avantageux et peut s'arrêter avant l'âge de 60 ans, alors que l'autre partie, souvent dans le privé, n'a pas accès au même traitement et doit attendre après 60 ans pour prendre sa retraite. Ce qui est clair également, c'est que cette inégalité n'a pas été corrigée par la loi 3 du gouvernement Couillard.

Au final, cette loi vise 170 régimes de retraite, certains en déficit, d'autres pas.

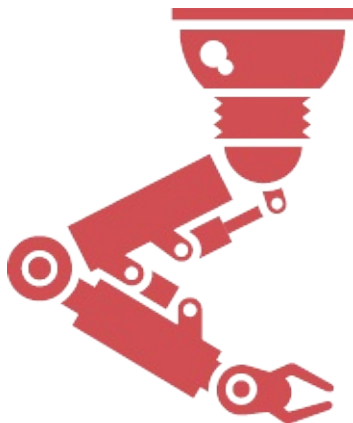
Selon la RRQ, le déficit actuariel de ces régimes au 31 décembre 2013 était de 2,6 milliards de dollars. Dans une estimation précédente fournie au ministre des Affaires municipales, la Régie évaluait le déficit à 3,9 milliards de dollars pour les années 2010, 2011 et 2012<sup>6</sup>.

Le nom officiel de cette loi est : Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal<sup>7</sup>. Elle a pour but notamment de partager les déficits entre les municipalités, les participants actifs et les retraités, et de plafonner les cotisations actuelles. Cette modalité laisse croire d'ailleurs que cette loi visait plus que la « pérennité » des régimes municipaux. Le but était aussi de réduire les pressions financières sur les municipalités dont les pouvoirs pour tirer de nouveaux revenus se limitent essentiellement à la taxation foncière.

Les régimes municipaux ont certes été réformés, mais la question pour des millions de Québécois demeure la même : de quoi sera faite ma retraite ?



- 
1. [http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/salle\\_presse/2014/Pages/20141204.aspx](http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/salle_presse/2014/Pages/20141204.aspx)
  2. Le congé de cotisation patronale consiste à utiliser l'excédent d'actif d'un régime de retraite pour acquitter la cotisation de l'employeur. En général, un congé de cotisation patronale entraîne automatiquement un congé de cotisation des salariés.
  3. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2014/09/01/le-probleme-de-la-retraite-au-canada/>
  4. Une étude de l'Institut Fraser avance toutefois que des cotisations plus élevées aux régimes publics sont compensées par une épargne privée plus faible. Au final, le bassin total de l'épargne ne changerait donc pas. Voir <http://www.fraserinstitute.org/research-news/display.aspx?id=23094>
  5. <http://www.lactualite.com/societe/bataille-des-retraites-la-nouvelle-lutte-des-classes/>
  6. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/2015/02/11/39-milliards-ou-26-milliards/>
  7. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Projet de loi n°. 3 (2014, chapitre 15) Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal », 2014 : <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2014C15F.PDF>



---

# ROBOTISATION

---

## Un jour, les robots vont nous remplacer ! Vrai, pas vrai ?

Il est certainement exagéré de penser que l'humain va totalement céder sa place à des robots. Mais il est essentiel de comprendre qu'un nombre bien plus grand de tâches que vous ne pouvez le croire pourrait être accompli dans un proche avenir par une machine ! Vous pourriez même ne plus avoir à conduire vous-même votre voiture !

Tapez « robotisation » dans votre moteur de recherche préféré sur le Web et vous trouverez des textes qui vous annoncent que de 30 à 50 % des travailleurs seront remplacés par des robots d'ici 20 ans. Vraiment ?

Ce que les experts affirment, c'est que nous sommes aux portes d'un développement important dans l'automatisation des activités industrielles. Nous sommes à un tournant, celui qui permettra l'interaction des robots entre eux afin de les faire fonctionner en usine et dans le quotidien. L'être humain sort des usines pour laisser la place à des robots capables de faire le même travail, parfois plus rapidement, sans se fatiguer.

Charles-Edouard Bouée, auteur du livre *Confucius et les automates*, publié chez Grasset, explique dans une entrevue à Francetv info que « l'usine se déshumanise, comme ce fut le cas dans le passé pour l'industrie militaire, qui est toujours un bon indicateur du futur. Quand les premiers avions de chasse à réaction ont été créés, le problème, c'était l'humain. Ce genre d'appareil doit être très rapide. Et l'être humain qui se trouve à bord a des contraintes physiques et un temps de réponse limité à son œil et son cerveau, ce qui limite sa vitesse. Si on veut une armée efficace, l'avion de chasse doit être, du coup, sans pilote. Et

ça, ça s'appelle un drone<sup>1</sup>. »

Ces mêmes experts affirment que l'humain s'adapte, que le marché du travail évolue continuellement. Il y aura des délocalisations, disent-ils, il y aura de nouveaux types d'emplois, une société du loisir va se développer (tiens, on l'a déjà entendue, celle-là !), il y aura bien sûr des pertes d'emplois, des changements structurels.

L'agence Web de recherche d'emplois Glassdoor soutient qu'un bon travail pour vous assurer une sécurité d'emploi, c'est... planificateur de mariage ! Pourquoi ? Parce que c'est un poste où il est difficile d'incorporer l'automatisation : ça prend de la créativité, il y a une bonne dose de communication et c'est un poste multitâches ! Selon une étude de l'Université Oxford, 47 % des emplois actuels seront occupés par des robots en 2033. Les emplois à faibles niveaux de compétence seront les premiers à disparaître.

Ainsi, si vous voulez bientôt perdre votre emploi, faites parvenir votre curriculum vitae pour l'un des postes suivants, appelés à disparaître :

- caissier dans une banque ou une épicerie ;
- réceptionniste ;
- facteur (les gens de Postes Canada en savent quelque chose);
- agent de voyages (en un clic aujourd'hui, vous trouvez tout !);
- reporter dans un journal (personne n'est à l'abri !);
- agent de télémarketing<sup>2</sup>.



EMPLOIS AFFECTÉS PAR L'AUTOMATISATION ET QUE LA  
ROBOTISATION RISQUE DE FAIRE DISPARAÎTRE D'ICI 20 ANS

0 = IMPROBABLE, 1 = CERTAIN

Dentiste	0,004
Entraîneur	0,007
Pompier	0,17
Acteur	0,37
Économiste	0,43
Pilote	0,55
Agent immobilier	0,86
Commis au détail	0,92
Agent de télémarketing	0,99

Source : Frey C. et Osborne, M., *The Future of Employment : How Susceptible are Jobs to Computerisation ?*, 2013.

*The Globe and Mail* a aussi prédit la fin des conseillers financiers qui vous aident à gérer votre portefeuille, remplacés par des conseillers-robots. Habituellement pour des frais mensuels fixes, ceux-ci utilisent des algorithmes puissants qui tiennent compte de la tolérance au risque du client ainsi que de sa situation personnelle et rééquilibrent en continu le dosage actions-obligations en fonction de vos objectifs de rendement<sup>3</sup>.

La révolution des robots est en cours, semble-t-il. La *Google Car*, la voiture sans conducteur, sera bientôt accessible à tous, selon la direction de l'entreprise. « Les véhicules autonomes pourront être commercialisés en Europe à partir de 2020 », affirme Carlos Ghosn, le PDG de Renault-Nissan<sup>4</sup>. L'imprimante 3D fait déjà des prouesses : on peut même fabriquer une main artificielle, à très bas coûts, avec ce type d'appareil<sup>5</sup>. Un groupe québécois du nom de Kinova a aussi conçu un bras robotisé pour permettre aux personnes à mobilité réduite d'accomplir des tâches quotidiennes<sup>6</sup>.

Le fabricant japonais Honda élabore le robot Asimo depuis deux décennies. La dernière version est capable de réagir à différentes situations. Asimo peut interagir avec des humains, aider les personnes âgées en leur rendant certains services, intervenir sur des scènes de tragédie et distinguer des voix distinctes dans une pièce<sup>7</sup>. Il peut même jouer au ballon avec le président des États-Unis,

ce qui est survenu en avril 2014 dans le cadre d'un événement avec Barack Obama <sup>8</sup> ! Tout ça peut paraître futile, mais ce qu'il faut y voir, c'est l'avancement de la robotisation et son potentiel. Le Japon d'ailleurs mise beaucoup sur la robotisation : un marché de 100 milliards de dollars d'ici 20 ans. La Corée du Sud nourrit aussi de grands espoirs dans le domaine de l'automatisation<sup>9</sup>.

*The Economist* posait bien l'enjeu dans un texte publié en 2014 : l'**innovation** technologique a toujours permis de créer des emplois, pas d'en faire perdre. Les choses peuvent changer, toutefois<sup>10</sup>.

Selon une étude du Bureau of Economic Research (NBER), la robotisation peut générer autant de misère économique que de prospérité<sup>11</sup>. Les résultats démontrent qu'il y a un gain initial de croissance à court terme, mais un impact négatif à la longue. Il semblerait en effet que les effets positifs de la robotisation s'estompent avec le temps, s'accompagnant d'une baisse du niveau de revenu des travailleurs qui iront de plus en plus gonfler les rangs de l'emploi dans le secteur des services, par définition moins payant que le secteur manufacturier.

Les auteurs concluent que les robots peuvent faire beaucoup de choses pour nous, mais peuvent également nous nuire beaucoup. La prudence et une approche équilibrée restent donc de mise.



---

1.

<http://www.francetvinfo.fr/societe/debats/robotisationetchomagedemasseaquoiressembleralasoci>

2. <http://mashable.com/2014/01/26/10jobsreplacedbymachines/>

3. Carrick, R., « Is a Roboadviser in your financial future ? », *The Globe and Mail*, 12 septembre

2015, p. B12.

4. [http://www.liberation.fr/societe/2014/10/27/lesrobotsvontilsnousmettreauchomage\\_1130551](http://www.liberation.fr/societe/2014/10/27/lesrobotsvontilsnousmettreauchomage_1130551)

5. <http://sante.lefigaro.fr/actualite/2015/06/20/23868prothesemainrobotiseeimpression3d>

6.

<http://ici.radiocanada.ca/regions/Montreal/2014/09/11/002kinovarobotiquebrasrobotisefauteuilrou>

7. <http://www.bbc.com/news/technology28332198>

8. <http://www.bbc.com/news/worldasia27152245>

9. [http://www.liberation.fr/societe/2014/10/27/lesrobotsvontilsnousmettreauchomage\\_1130551](http://www.liberation.fr/societe/2014/10/27/lesrobotsvontilsnousmettreauchomage_1130551)

10.

<http://www.economist.com/news/briefing/21594264previoustechnologicalinnovationhasalwaysdel>

11. National Bureau of Economic Research, *Robot Are Us : Some Economics of Human Replacement*, 2015.

---

## SALAIRE MINIMUM

---

Chaque année, le 1<sup>er</sup> mai, le débat se ranime, passant d'un extrême à l'autre : certains demandent une hausse du salaire minimum de plusieurs dollars, alors que d'autres seraient favorables à ce qu'on l'abolisse. Ce jour, le 1<sup>er</sup> mai, c'est la fête internationale des travailleurs. Et c'est la date choisie par plusieurs gouvernements, dont celui du Québec, pour majorer le salaire minimum chaque année.

Il est passé, en 2015, de 10,35 \$ à 10,55 \$ l'heure, puis à 10,75 \$ le 1<sup>er</sup> mai 2016. Selon le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 275 000 personnes travaillent au salaire minimum au Québec, dont 60 % sont des femmes.

Le débat se cristallise vite sur cette question : le salaire minimum représente-t-il un salaire décent ? Avant de tenter de répondre à cette question, essayons de cerner le portrait type de la personne travaillant au salaire minimum. Nous précisons ici que nous ne sommes pas dans le stéréotype. La représentation que nous en faisons est nourrie par les statistiques qui livrent un portrait moyen.

Le bénéficiaire type est donc une étudiante de 19 ans qui vit chez ses parents et qui travaille dans une chaîne de restauration rapide, dans le commerce au détail ou dans l'hôtellerie.

Il existe de nombreux avis sur les vertus et les travers du salaire minimum, et il est difficile de s'en faire une idée. En général, la question est abordée sur la

place publique avec un fond idéologique marqué. Autrement dit, on privilégie les données qui font notre affaire et on s'éloigne souvent des faits. Les défenseurs du salaire minimum affirment qu'il s'agit d'une mesure efficace pour diminuer la pauvreté et réduire les inégalités. Les détracteurs, en revanche, sont d'avis que la rentabilité des entreprises est affectée par une hausse du salaire minimum et que cela peut entraîner des pertes d'emplois.



Pour une personne seule au Québec, la rémunération annuelle à temps plein au salaire minimum après impôt était de 19 625 \$ en 2015. En se basant sur une méthodologie élaborée par l'économiste Pierre Fortin, le seuil de pauvreté était de 16 950 \$<sup>1</sup>. Un emploi à temps plein au salaire minimum permet donc de dépasser le seuil de pauvreté de 16 %.

Mais ces chiffres ne disent pas tout. Premièrement, peu de gens au salaire minimum travaillent à temps plein. Dans les faits, environ 60 % des travailleurs au salaire minimum occupent un emploi à temps partiel. Ainsi, pour chaque travailleur à temps plein au salaire minimum, on a six travailleurs à temps partiel au Canada<sup>2</sup>. Ensuite, il est plus difficile de vivre avec le salaire minimum pour les familles avec enfants, on en convient tous.

Par ailleurs, dans l'objectif de réduire la pauvreté, la redistribution de la richesse par le salaire minimum est limitée pour trois raisons :

1. un grand nombre de personnes pauvres n'ont pas d'emploi ou alors travaillent très peu d'heures dans une année ;

2. ce sont au total moins de 2 % des revenus salariaux de l'ensemble de l'économie qui sont versés aux travailleurs au salaire minimum ;
3. le risque de perte d'emploi existe.

Une étude américaine publiée en décembre 2015 a ébranlé la conviction de certains économistes selon laquelle une hausse du salaire minimum était nécessairement nocive quant à la situation de l'emploi<sup>3</sup>. L'étude repose sur les constats effectués à la suite de hausses du salaire minimum au tournant des années 90 au New Jersey, en Californie et au niveau fédéral. L'étude démontre, en fait, qu'une hausse du salaire minimum peut avoir un effet positif sur l'emploi, surtout dans les cas où le salaire minimum est significativement inférieur au salaire moyen<sup>4</sup>. L'effet ne sera pas nécessairement positif si le salaire minimum est fixé à un niveau plus près du salaire moyen.

C'est ce qui se passe au Québec, d'après Pierre Fortin, où, depuis le début des années 2 000, le salaire minimum représente environ 45 % du salaire moyen au Québec. Il a augmenté à 46 % en 2014 et il se situait à 47 % en 2015<sup>5</sup>. « Une conséquence immédiate est qu'une augmentation de 1 point de pourcentage du rapport entre le salaire minimum et le salaire moyen, selon Pierre Fortin, comme dans le cas où il serait porté de 45 à 46 %, entraînerait une baisse estimative de 8 000 emplois au Québec. En tenant compte des marges d'erreur [...], on trouve que la perte pourrait être aussi faible que 4 000 emplois ou aussi élevée que 13 000 emplois<sup>6</sup>. »

Nous savons qu'un salaire plus élevé réduit le niveau de pauvreté. Mais nous comprenons aussi qu'il y a un impact économique réel lorsque le salaire minimum augmente. Les entreprises qui embauchent devront payer plus pour leur main-d'œuvre. Certaines sont tout à fait en mesure d'assumer ces dépenses supplémentaires. D'autres éprouveront des difficultés.

Au final, c'est un choix de société : privilégier l'équilibre pragmatique entre un revenu décent versé à des travailleurs occupant souvent un emploi **précaire** ou alors un salaire minimum qui ne pénalise pas trop la rentabilité des employeurs.

Salaire minimum au Canada en 2016 <sup>7</sup> par heure	
Territoires-du-Nord-Ouest	12,50 \$

Ontario	11,25 \$
Alberta	11,20 \$
Manitoba	11,00 \$
Nunavut	11,00 \$
Île-du-Prince-Édouard	11,00 \$
Yukon	10,86 \$
Québec	10,75 \$
Nouvelle-Écosse	10,70 \$
Nouveau-Brunswick	10,65 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	10,50 \$
Saskatchewan	10,50 \$
Colombie-Britannique	10,45 \$

- 
1. Fortin, P., « Salaire minimum, pauvreté et emploi : à la recherche du « compromis idéal », *Regards sur le travail*, vol. 7, automne 2010.
  2. Statistique Canada, « L'emploi et le revenu en perspective », catalogue 75-001.
  3. David Card et Alan B. Krueger, « Myth and Measurement : The New Economics of the Minimum Wage, Twentieth-Anniversary Edition », Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 2015.
  4. Selon les chiffres de l'OCDE, aux États-Unis, le salaire minimum se situe autour de 30 % du salaire moyen. Voir <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MIN2AVE>
  5. Pour les sept premiers mois de 2015.
  6. Fortin, P., *op. cit.*, p. 11-12.
  7. <http://srv116.services.gc.ca/dimt-wid/sm-mw/rpt1.aspx?lang=fra>

---

# SCHISTE

---

Certains parlent de révolution, d'autres n'y croient pas trop parce que creuser dans le schiste, creuser dans la pierre, c'est coûteux, c'est dangereux, c'est complexe. Mais c'est possible et cela se fait avec une intensité jamais vue, surtout aux États-Unis.

Selon l'Agence américaine de l'énergie, quatre pays produisent du gaz ou du pétrole de schiste à des fins commerciales : les États-Unis, le Canada, la Chine et l'Argentine<sup>1</sup>.

---

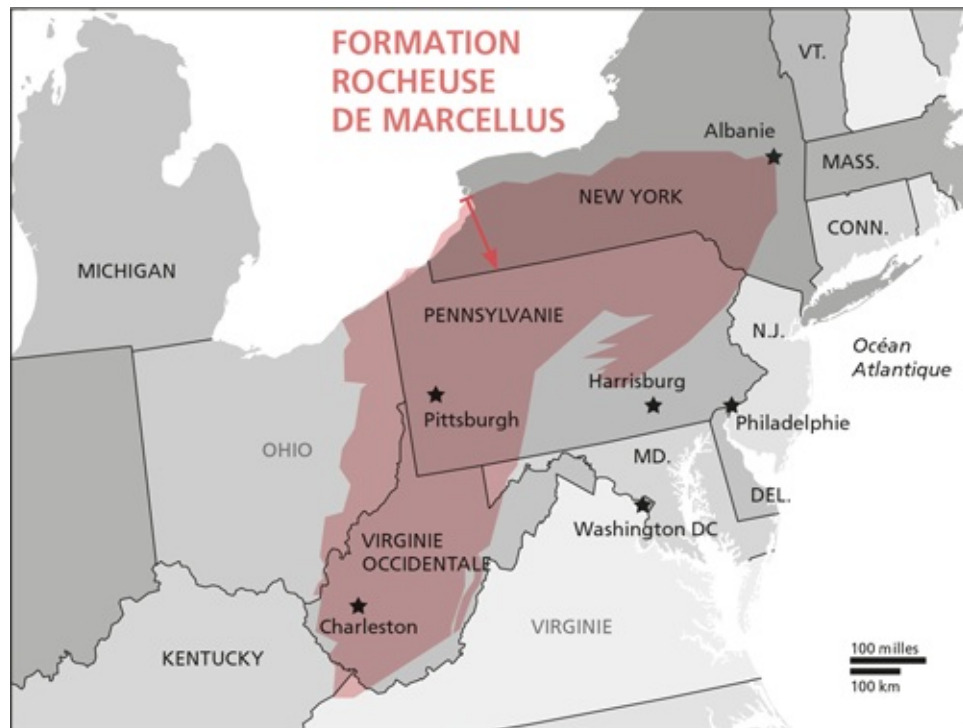
## ÉTATS-UNIS

---

La majeure partie de la production de gaz de schiste se situe dans le nord-est des États-Unis, dans la formation rocheuse de Marcellus du bassin des Appalaches. Dans cette région, la production de gaz naturel est passée de 4,8 milliards de pieds cubes par jour en 2011 à 14,6 milliards de pieds cubes en 2014. L'essor du gaz de schiste a été tout simplement spectaculaire.

Les États-Unis produisent également du pétrole de schiste en plusieurs endroits, surtout dans le centre du pays, du nord au sud : dans la formation rocheuse de Eagle Ford au Texas et dans le schiste du Bakken au Dakota du Nord et au Montana, notamment. Dans la seule région du Bakken, la production pétrolière a atteint 1,1 million de barils par jour en 2014, une hausse majeure par rapport à 2011, alors que la production se situait à 400 000 barils par jour. Des formations rocheuses au Wyoming, au Colorado, en Californie et en Ohio sont aussi exploitées.





Source : Energy Information Administration

---

## CANADA

---

La production canadienne de pétrole de schiste est passée de 200 000 barils en 2011 à 400 000 en 2014 quotidiennement. Ce pétrole est exploité en Alberta et en Saskatchewan surtout, mais aussi en Colombie-Britannique et au Manitoba. La production de gaz de schiste, elle, est passée de 1,9 milliard de pieds cubes en 2011 à 3,9 milliards en 2014, en incluant la formation Montney en Alberta et en Colombie-Britannique, non reconnue officiellement comme produisant du gaz provenant du schiste par l'Office national de l'énergie.

---

## CHINE

---

Des productions commerciales de gaz de schiste par les compagnies étatiques Sinopec et PetroChina ont lieu dans le bassin du Sichuan en Chine, à hauteur de 163 000 pieds cubes par jour.

---

## ARGENTINE

---

Du pétrole de schiste est extrait dans la formation Vaca Muerta, dans le centre de l'Argentine, près du Chili. L'Agence américaine de l'énergie évoque une production quotidienne de 20 000 barils de pétrole, exploitée par la compagnie

nationale argentine YPF en partenariat avec l'américaine Chevron.

D'autres pays possèdent des formations rocheuses ayant le potentiel d'être exploitées. Mais les investissements nécessaires seront importants avant d'arriver à une exploitation commerciale. Les réserves estimées les plus élevées se trouvent d'abord en Chine, suivie des États-Unis, de l'Argentine, du Mexique, de l'Afrique du Sud et du Canada.

### LES BASSINS DE GAZ DE SCHISTE SUR LA PLANÈTE

Les réserves (en milliers de milliards de mètres cubes)



Source : US Energy Information Administration, BP et REUTERS

Une fois les faits établis sur la production, il est clair que l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste ne fait pas l'unanimité. Cette énergie est extraite des entrailles rocheuses par la technologie de la **fracturation hydraulique**, qui nécessite l'utilisation de certains produits chimiques. Les forages se font à partir de puits horizontaux qui s'enfoncent dans le sol jusqu'à deux ou trois kilomètres. La majorité des nouveaux puits de pétrole et de gaz qui entrent en activité dans le monde sont installés sur du schiste.

Une quantité importante d'événements ont été rapportés, en lien avec cette exploitation : des fuites de gaz, de l'eau contaminée, des tremblements de terre (ce que reconnaît l'Association canadienne des produits pétroliers<sup>2</sup>), sans compter les changements majeurs que peut créer l'installation de puits à

proximité de maisons, de quartiers et de villages. L'acceptabilité sociale demeure un enjeu de taille pour les exploitants de gaz et de pétrole de schiste. Et la preuve que cette exploitation est sûre pour l'environnement et les citoyens est continuellement à refaire pour l'industrie. Différentes études relativisent les risques, d'autres exposent des conséquences dramatiques.

Des pays et des régions ont décidé d'interdire la fracturation hydraulique, donc l'**exploration** et l'**exploitation** du gaz et du pétrole de schiste. C'est le cas de la France, de l'Écosse, des États de New York et du Maryland ainsi que de plusieurs villes américaines. Cette liste n'est pas exhaustive, bien sûr.

Au Québec, l'exploitation du gaz de schiste a été suspendue à la suite de vives contestations populaires qui ont émergé en 2010 alors que des sociétés énergétiques débarquaient sans prévenir pour faire des prélèvements. Trois rapports sont arrivés à la conclusion, en 2011 et en 2014, que l'acceptabilité sociale n'était pas au rendez-vous et que cette nouvelle source d'énergie suscitait toujours plus de questions que de réponses. En janvier 2014, le Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste s'interrogeait sur les effets de cette exploitation sur « la santé des personnes, leur sécurité ainsi que leur qualité de vie<sup>3</sup> ».

Et puis, à la fin de 2014, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) écrivait que « l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans les basses terres du Saint-Laurent pourraient générer des impacts majeurs sur les communautés d'accueil [et] entraîner des conséquences sur la qualité de l'environnement, en particulier sur la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines, sur les aires protégées et les milieux humides, et entraîner la fragmentation des milieux forestiers. Les émissions de gaz à effet de serre associées aux activités de l'industrie pourraient contribuer aux changements climatiques. Finalement, la présence des activités d'exploration pourrait entraîner des effets négatifs sur certains secteurs économiques des régions d'accueil, tels que les secteurs agricole, touristique et agrotouristique<sup>4</sup>. »

Par ailleurs, des puits exploratoires ont été installés sur l'île d'Anticosti en 2014 et 2015 avec la sanction du gouvernement du Québec. D'ailleurs, le gouvernement a mis à la disposition des citoyens une carte interactive sur le Web<sup>5</sup>, où l'on peut voir les puits et suivre les travaux d'exploration. On y indique les coordonnées géographiques des sites, les dates de début et de fin des travaux, les sondages stratigraphiques et le suivi du travail des inspecteurs.

De gros chiffres ont été diffusés à propos de l'exploitation du pétrole de schiste de l'île d'Anticosti. Le plus gros : 45 milliards de barils de pétrole ! Mais, dans la réalité, seulement 1 % ou 2 % de ces barils pourraient être récupérables. Selon l'industrie, appuyée par un fort investissement de l'État dans les travaux exploratoires, l'exploitation éventuelle pourrait être rentable. Mais, selon l'ingénieur-géologue Marc Durand, les forages coûteront plus cher que ce que le pétrole devrait rapporter, même si les cours remontent de façon importante<sup>6</sup>.

Le premier ministre du Québec Philippe Couillard a multiplié les déclarations à la fin de 2015, qui laissent croire qu'il n'a pas l'intention de donner son aval à des travaux de fracturation hydraulique sur l'île d'Anticosti<sup>7</sup>.

L'exploitation de l'énergie enfouie dans le schiste ne fait pas l'unanimité. Mais il semble clair que cette production va se poursuivre à moyen terme. Si l'acceptabilité sociale ralentit le développement du gaz et du pétrole de schiste en certains endroits, la chute des prix est un facteur économique indéniable dans la décision de poursuivre ou non ce développement. D'ailleurs, la baisse d'environ 50 % des cours du pétrole en 2014 a, pour la première fois, stoppé la hausse de production entamée en 2009 aux États-Unis<sup>8</sup>.

---

1. <http://www.eia.gov/todayinenergy/detail.cfm?id=19991>

2. <http://www.capp.ca/canadian-oil-and-natural-gas/natural-gas/natural-gas-development>

3. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/evaluations/Gaz-de-schiste/rapport-synthese.pdf>

4. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape307.pdf>

5. <http://hydrocarbures.gouv.qc.ca/carte.asp>

6. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2015/05/21/001-anticosti-ile-petrole-forage-hypotheses-quebec.shtml>

7. <http://blogues.radio-canada.ca/geraldfillion/tag/anticosti/>

8. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-06-08/america-s-shale-oil-boom-grinding-to-halt-as-u-s-forecasts-drop>

---

# START-UP

---

Une entreprise en démarrage, c'est une start-up en anglais, mot très largement utilisé chez les entrepreneurs et dans le monde des affaires. En 2001, la France a adopté une fort jolie expression : « jeune pousse ». Cela fait un peu horticole, mais l'image est belle, jeune, rafraîchissante. Elle exprime bien la nouveauté, mais peut-être aussi une forme de naïveté ou d'innocence. C'est plus léger que le mot anglais, qui semble plus dynamique, qui propulse.



Mais au-delà du plaisir que procure une bonne discussion sémantique, de quoi parle-t-on ? Une entreprise en démarrage est, par définition, une toute nouvelle société qui vient d'être lancée et qui jouit d'un potentiel enviable. Généralement, ce sont des entreprises dans des domaines prometteurs, comme les technologies ou le secteur biopharmaceutique, et qui sont portées par des idées, des découvertes, des innovations. Le Web est souvent au cœur de leur

développement, bien que ce ne soit pas toujours le cas.

De nombreuses organisations se spécialisent depuis quelques années dans la formation, l'encadrement et le démarrage de jeunes entreprises. Les écoles d'entrepreneuriat se multiplient, tout comme les foires et les concours pour les entreprises en démarrage. Les enjeux principaux ne changent pas : comment percer, comment se faire remarquer et comment faire connaître son produit. Et, surtout, comment le financer !

Dans un court document, un guide pratique publié à l'automne 2015, le journaliste Julien Brault, du journal *Les Affaires*, a dressé une liste des étapes qui mènent à la création d'une jeune pousse. Et aux gens qui ne cessent de répéter qu'on manque d'argent au Québec ou qu'on met trop de bâtons dans les roues de ceux qui veulent créer une entreprise, Julien Brault explique comment il a pu mettre sur pied sa *start-up* en une petite semaine pour la modique somme de 700 \$. Il affirme d'ailleurs avoir été surpris par la générosité et l'entraide des entrepreneurs pour lui permettre de démarrer son projet.

Ce type d'entreprises sort de l'économie traditionnelle. Les *start-ups* sont créatives, imaginatives, attentives aux besoins réels et potentiels. Mais comme dans n'importe quel projet, les premiers pas sont difficiles, le modèle est fragile. Après quelques étapes positives, une seule embûche peut faire tomber toute la structure. Il faut donc de la flexibilité.

C'est de ce besoin, la flexibilité, que sont nés les espaces de travail partagés. Ces endroits permettent à de jeunes entreprises de mettre au point leurs produits, rendent possibles des rencontres souvent très enrichissantes, donnent accès à des salles de conférence, à un réseau wifi et fournissent une adresse postale. Julien Brault explique que, dans sa démarche, il a choisi de s'installer dans la Maison Notman, à Montréal, « parce qu'elle offre sur son site Internet un tarif à la semaine » et parce que c'est près de chez lui.

Les succès d'entrepreneurs se multiplient au Québec depuis quelques années. Des gens comme Marc Dutil ou Charles Sirois ont multiplié les initiatives pour valoriser l'entrepreneuriat. Les différents gouvernements qui se sont succédé à Québec ont tenté d'instaurer des stratégies pour encourager les jeunes à se lancer en affaires. Au fédéral, la Banque de développement du Canada (BDC) a mis sur pied une série d'initiatives afin que les entreprises en démarrage trouvent du financement adéquat.

Une émission comme *Dans l'œil du dragon* attire les entrepreneurs. Alexandre

Taillefer, qui a participé à l'émission et qui investit dans plusieurs entreprises, est devenu une personnalité publique engagée dans les débats sociaux et politiques, dans les arts et l'environnement. Ces mentors stimulent les jeunes entrepreneurs, et plusieurs sont disponibles pour les conseiller ou leur offrir de l'encadrement et de la formation (voir le texte *Entrepreneuriat*).

Le nerf de la guerre sera toujours l'argent. À quelles subventions ou à quels soutiens publics avez-vous droit ? Comment obtenir de l'argent privé, du capital de risque ? Pour vous y retrouver, Julien Brault vous propose de consulter le site Web Fundica et le SAJE, un organisme public qui accompagne les entrepreneurs. Il suggère aussi de communiquer avec Angés Québec pour leur soumettre un projet en vue d'obtenir un possible investissement.

Il faut toutefois demeurer réaliste et vigilant. Beaucoup d'entrepreneurs enthousiasmés par leur projet en perdent un peu de perspective et de prudence. Se lancer en affaires comporte son lot de difficultés, surtout au début. Il y a tant de choses à accomplir en même temps ! La plupart des jeunes entrepreneurs mettent des milliers d'heures en phase de prédémarrage, souvent en conciliant un emploi à temps plein et une famille. Mais ils carburent à leur projet, et c'est ce qui les incite à poursuivre.

Il est clair que plusieurs expériences se terminent par un échec, une faillite ou une fermeture. Selon la BDC, la moitié des entreprises canadiennes en démarrage ne sont plus en activité après cinq ans. Mais l'autre moitié l'est toujours !

Heureusement, bon nombre de jeunes s'essaient deux, puis trois fois. Selon la Fondation de l'entrepreneurship, « 77,1 % des jeunes hommes ayant fermé une entreprise sont entrés à nouveau dans le cycle entrepreneurial (quelle qu'en soit l'étape : intentions, démarches ou déjà propriétaires), de même que 69 % des jeunes femmes ».

Nous avons besoin d'entreprises en démarrage pour créer et distribuer de la richesse. Dans un monde où nombre de tâches et de métiers se robotisent ou se dématérialisent (voir les textes *Robotisation* et *Dématérialisation*), il faut réinventer celui du travail et notre rapport à l'économie. Plusieurs jeunes entrepreneurs, créatifs et motivés, sont derrière les jeunes pousses (on adopte l'expression ?) innovantes, intelligentes et vertes !

---

## UN POUR CENT

---

La question des inégalités est revenue à l'avant-scène du débat public avec le mouvement Occupy qui a éclaté à l'automne 2011<sup>1</sup>.

Si on connaît le coefficient de Gini (voir encadré p. 118) utilisé pour mesurer les écarts de revenus qui grandissent (voir le texte *Inégalités*), un autre concept est éloquent : celui du 1 %, le club sélect des plus riches d'une société. Cette mesure est imparfaite, mais elle illustre le niveau de concentration des revenus et des richesses.

Au Canada et aux États-Unis, la part de la richesse détenue par le 1 % les plus riches est passée de 14 à 8 % du début du xx<sup>e</sup> siècle aux années 70, avant de remonter à 13 % en 2011<sup>2</sup>. Si l'on affine les résultats, on observe que les revenus des personnes qui font partie du 1 % des mieux nantis sont passés de 2 à 5 % de toutes les richesses, depuis les années 80 jusqu'à aujourd'hui, soit de 20 à 50 fois le revenu moyen<sup>3</sup>.

À l'échelle canadienne, 264 030 personnes faisaient partie du 1 % les plus riches de la société en 2013, dont 40 825 au Québec. Pour faire partie du groupe, le seuil de revenu au Canada était de 222 000 \$ et de 182 000 \$ au Québec. Plus des trois quarts des plus riches étaient des hommes<sup>4</sup>.

Au Québec, peu de travaux portant spécifiquement sur la part des revenus du 1 % semblent avoir été effectués. Ceux de Nicolas Zorn nous indiquent toutefois que la part du revenu national captée par ce groupe de personnes a d'abord



décliné, passant de 9,3 à 7,3 % de 1973 à 1985. Depuis, cette part s'est gonflée pour passer à 10,5 % de tous les revenus en 2008. Ainsi, durant cette dernière période, les revenus du 1 % les plus riches du Québec ont augmenté 4 fois plus rapidement que ceux des 99 % restants<sup>5</sup>.



Citant les travaux de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), Nicolas Zorn établit que le revenu moyen des personnes dans cette catégorie était de 420 000 \$ en 2011 au Québec, une hausse de 62 % par rapport à 1981.

Au cours de la même période, le nombre de Québécois appartenant au 1 % les plus riches du pays a diminué, passant de 21 à 16 %<sup>6</sup>.

L'étude de l'IRPP met en lumière le fait que les cadres dirigeants, les médecins, les vétérinaires, les dentistes ainsi que les personnes travaillant dans l'industrie financière occupent une place prépondérante dans le 1 % canadien. En plus, près de 70 % des membres de ce club sélect avaient une scolarité universitaire ou

équivalente, alors que ces diplômés ne composaient que 46 % de ce groupe il y a 30 ans.

---

1. <http://occupywallst.org>
2. Voir Cousineau, J.-M., « Inégalités des revenus et croissance économique : institutions et perspectives internationales », dans Joanis, M., Godbout, L. et Duclos, J. Y. (dir.), *Le Québec économique 2012*, chapitre 10, 2012 ; Lemieux, T. et Riddell, W. C., « Who are the Top 1 Percent ? », dans *Income Inequality : The Canadian Story*, Institut de recherche en politiques publiques, 2015.
3. Lemieux, T. et Riddell W. C., *op. cit.*
4. <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/151103/dq151103a-fra.htm>
5. [http://expertise.hec.ca/actualiteeconomique/wp-content/uploads/2015/07/91\\_3\\_2015\\_01\\_zorn.pdf](http://expertise.hec.ca/actualiteeconomique/wp-content/uploads/2015/07/91_3_2015_01_zorn.pdf)
6. <http://inm.qc.ca/blog/qui-fait-partie-du-1-le-plus-riche/>

---

# UTILISATEUR-PAYEUR

---

Le principe de l'utilisateur-payeur a pour objectif de vous faire payer directement ce que vous utilisez. C'est une forme de tarification. Vous déboursez une somme d'argent en échange d'un service ou d'une installation. Par exemple, si vous voulez vous rendre de Vaudreuil à Valleyfield en utilisant l'autoroute 30, vous devrez déboursier des frais de péage. Vous voulez admirer la faune du parc Forillon, vous devrez payer un droit d'entrée.

Ce ne sont pas vos impôts qui vont payer pour l'utilisation universelle du service. Et ce n'est pas une taxe que vous allez verser sans savoir quels services vous financerez. Ici, dans le cas de l'utilisateur-payeur, c'est vous qui payez pour votre propre utilisation.

Cette forme de financement des services publics est-elle préférable à toute autre forme ? Plusieurs le croient, prétendant que c'est un gage d'une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources. Dans cette conception, la non-gratuité signifie moins de gaspillage parce que le coût devient visible.

Les politiciens ont tendance à favoriser cette forme de financement. Tout service public financé par un tarif plutôt que par un impôt s'inspire davantage de la gestion d'une entreprise du secteur privé. On peut constater d'emblée s'il y a une demande pour ledit service.

Les détracteurs de la tarification selon le principe de l'utilisateur-payeur soutiennent que cette façon de financer un service public est régressive : en proportion de leur revenu, il en coûte plus cher aux moins nantis pour visiter le parc Forillon que pour les plus riches. Certains économistes soutiennent quant à eux qu'il est à la fois plus efficace et plus équitable de subventionner directement et spécifiquement les ménages à faibles revenus plutôt que de fixer un tarif global artificiellement bas pour tous.

Un autre inconvénient, peu abordé et dont l'importance est souvent minimisée, touche les coûts liés à la mise en place et à la gestion de la tarification. De plus, les coûts de perception des tarifs sont généralement plus élevés. Installer des postes de péage pour accéder à des ponts, comme il a été maintes fois discuté à Montréal, nécessiterait des infrastructures et une administration supplémentaires.

Cela dit, cette forme de tarification est jugée efficace pour changer des comportements environnementaux, notamment pour réduire les bouchons de circulation ou la consommation excessive d'électricité ou d'eau (voir le texte *Écotaxe*). D'ailleurs, la Commission présidée par le fiscaliste Luc Godbout, portant sur une réforme de la fiscalité, propose que le Québec fasse davantage appel au principe de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur.

Par exemple, la Commission a suggéré d'explorer les possibilités suivantes :

- tarifier l'électricité en fonction du moment de la journée : plus chère en période de pointe, moins chère dans les autres périodes. L'utilisateur pourrait mieux répartir sa consommation, et Hydro-Québec « dégagerait des économies en répondant à une demande plus stable et en diminuant la demande de pointe » ;
- installer des péages sur les routes et les ponts pour financer l'entretien des infrastructures et réduire la congestion ;
- tarifier l'eau à l'aide de compteurs afin de diminuer la consommation et d'améliorer les services. « La tarification des services d'eau potable dans les municipalités, est-il écrit dans le rapport Godbout, est souvent définie selon un montant forfaitaire sans lien avec la consommation directe. En effet, en 2004, 66 % des municipalités au Québec faisaient appel à la tarification forfaitaire pour les services d'eau potable comparativement à 43 % pour le reste des municipalités canadiennes<sup>1</sup>. »

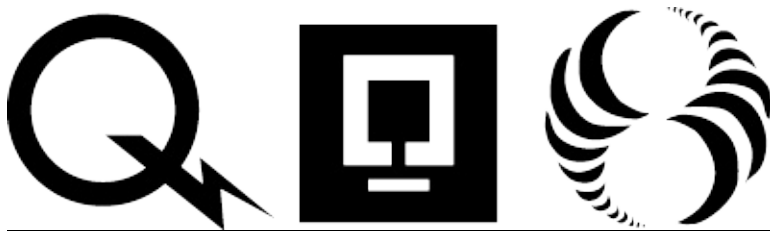
Le concept d'utilisateur-payeur est peut-être moins approprié dans un secteur comme la santé. En 2010, le ministre des Finances de l'époque Raymond Bachand a proposé d'introduire une franchise de 25 \$ par visite chez le médecin.

Le critique de l'opposition en matière de santé à l'époque, Bernard Drainville, avait rétorqué en chambre : « Plus tu es malade, plus tu paies<sup>2</sup> ! », une formule, vous en conviendrez, absolument dévastatrice. Le projet de Raymond Bachand a été écrabouillé. Ce tarif n'a jamais vu le jour. Introduite dans le même document, la contribution santé, toutefois, payable dans notre déclaration de revenus, est restée<sup>3</sup>.



- 
1. [http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/uploads/media/Volume1\\_RapportCEFQ\\_01.pdf](http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/uploads/media/Volume1_RapportCEFQ_01.pdf)
  2. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Budget/2010/03/31/007-budget-lendemain.shtml>
  3. [http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/uploads/media/Volume1\\_RapportCEFQ\\_01.pdf](http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/uploads/media/Volume1_RapportCEFQ_01.pdf)

V



---

## VACHE À LAIT

---

Il arrive que certains journalistes (on ne nommera personne !) affirment que la SAQ ou Hydro-Québec sont de véritables « vaches à lait » pour le gouvernement. C'est une expression, vous l'avez compris depuis longtemps, qui sert à illustrer combien ces sociétés d'État sont importantes pour les finances publiques. Avec un peu d'innovation, d'imagination et des hausses de prix, de tarifs ou de taxes, le troupeau produit même toujours un peu plus de lait, année après année, sans se plaindre... ou presque !

Les entreprises du gouvernement (Hydro-Québec, la Société des alcools du Québec [SAQ] et Loto-Québec) rapportent plus de 5 milliards de dollars par année environ au Trésor québécois. Cela représente approximativement 5,5 % des revenus du gouvernement. Québec souhaite voir la SAQ et Loto-Québec produire plus de revenus pour l'État dans l'avenir, alors qu'il exigera des versements au Fonds des générations plus importants de la part d'Hydro-Québec.

### LE FONDS DES GÉNÉRATIONS

L'ancien ministre des Finances Michel Audet a créé le Fonds des générations en 2006 avec l'objectif d'amasser des sommes afin de réduire la dette à long terme. L'argent investi dans le Fonds des générations provient, en grande partie, de redevances hydrauliques, de l'indexation du prix de l'électricité patrimoniale et des revenus de placement. Il doit servir à l'atteinte des objectifs de réduction de la dette inscrits dans la loi, qui sont de 45 % du PIB pour la dette brute au 31 mars 2026 et de 17 % du PIB pour la dette en fonction des déficits cumulés au 31 mars 2026. Au 31 mars 2016, la dette brute devrait représenter 55 % du PIB du Québec. La valeur du Fonds des générations devait être de 8,5 milliards de dollars au 31 mars 2016 et de près de 20 milliards en 2020<sup>1</sup>.

Par ailleurs, les taxes à la consommation constituent près de 20 % des revenus de l'État, tout comme les transferts fédéraux. L'impôt des particuliers, c'est près de 30 %.

Revenus du gouvernement du Québec 2014-2015 – quelques éléments	
Entreprises du gouvernement	5,34 milliards \$ (5,6 %)
Taxes à la consommation	17,56 milliards \$ (18,3 %)
Transferts fédéraux	18,54 milliards \$ (19,3 %)
Impôts des particuliers	27,55 milliards \$ (28,7 %) <sup>2</sup>

L'expression « vache à lait » peut sembler péjorative, principalement quand on parle des **taxes à la consommation**, des transferts fédéraux et des impôts des particuliers. Tous les gouvernements effectuent des ponctions fiscales pour financer les services publics, c'est normal. Et le Canada est une fédération avec un partage des pouvoirs et un système de redistribution des revenus en fonction de la richesse des régions nommé « péréquation ».

Ce que l'expression « vache à lait » illustre surtout, c'est l'importance que prennent ces sources de revenus pour faire fonctionner le gouvernement, ses programmes, ses allocations, ses soutiens de toutes sortes et l'ensemble des services publics offerts.

C'est dans ce contexte qu'il est inconcevable pour plusieurs économistes de privatiser une société d'État en tout ou en partie. Se départir d'une telle entreprise permettrait au gouvernement de toucher rapidement une somme d'argent, mais qui ne serait pas récurrente. Et les dividendes encaissés par le passé n'existeraient plus après la privatisation. Le gouvernement du Québec semble préférer l'option d'exiger plus de revenus de la part de ses sociétés d'État que de s'en départir. Une certaine ouverture a cependant été exprimée par le gouvernement de Philippe Couillard à Québec sur la possibilité de privatiser la SAQ.

L'ennui avec le concept de « vache à lait », c'est que, parfois, des politiciens peuvent en venir à croire que la source est inépuisable, qu'elle ne peut jamais se tarir. Il y aura toujours des gens qui trouveront qu'on paie trop d'impôt et de taxes, tout en appréciant toutefois l'exceptionnel soutien public qui leur est offert dans les hôpitaux lors d'un accident ou d'une grave maladie. Et il y aura toujours des gens qui se diront prêts à payer plus d'impôt et de taxes au nom de l'intérêt collectif, sans prendre en compte l'effet économique possible d'une taxation trop lourde : découragement au travail, évasion fiscale, évitement fiscal, etc.

Mais que l'on soit de gauche ou de droite sur ces questions, les enquêtes effectuées montrent que les gens se méfient des intentions gouvernementales d'ajouter des taxes. De plus en plus de gouvernements taxent le tabac, l'alcool, le jeu, le sucre, la pollution, des biens et des tares difficiles à défendre.

Il serait inconcevable d'annoncer une taxe spéciale de 20 % sur les biberons parce qu'on juge qu'il s'agit là d'une source de revenus sûre. Il est beaucoup plus simple d'ajouter un autre dollar de taxes sur les méchantes cigarettes ou encore un cent de plus sur l'essence. C'est certainement efficace et dans l'intérêt collectif. Mais les décideurs ne doivent pas tomber dans le piège de vouloir taxer tout et son contraire avec des objectifs sociaux légitimes, mais dans le but de tirer toujours plus de revenus.





Quand le citoyen a l'impression qu'on le prend pour une championne holstein, le cynisme gagne ; le travail au noir et l'évasion fiscale aussi.

---

1. [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR\\_miseajourNov2015.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_miseajourNov2015.pdf)

2. *Ibid.*

---

# VIEILLISSEMENT

---

Le Québec vieillit. Autrement dit, son âge moyen ne cesse d'augmenter. Sa population de personnes âgées est aujourd'hui la deuxième plus importante dans le monde, tout de suite après celle du Japon.

Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), les 65 ans et plus représentaient 7 % de la population en 1971. Ils étaient 17 % en 2013 et devraient constituer 28 % de la population du Québec en 2050. En revanche, la proportion des 15-64 ans, qui était de 64 % en 1971, est passée à 68 % en 2013. Cette part va baisser à 58 % en 2050<sup>1</sup>.

Avec l'arrivée massive des bébé-boumeurs à la retraite, il y aura beaucoup moins de travailleurs pour soutenir un nombre grandissant de personnes qui ne font plus partie de la **population active** (voir le texte *Bébé-boumeurs*). L'impact du vieillissement requiert donc des politiques économiques adaptées à cette réalité.

Le vieillissement se fait rapidement au Québec. Cela veut dire qu'un nombre important de travailleurs vont quitter la population active pour prendre leur retraite. Nécessairement, cela nuira à la croissance de l'emploi et de l'économie par rapport à celle des autres provinces canadiennes.

L'effet sur les dépenses de santé sera majeur. Le budget 2015-2016 du gouvernement du Québec évaluait les dépenses publiques en santé et en services sociaux à 32,8 milliards de dollars, près de 50 % des dépenses de programmes de l'État<sup>2</sup>. Étant donné l'ampleur de ces dépenses, il est naturel de se préoccuper de leur évolution prévisible, d'autant plus qu'il est anticipé que la croissance de la population, son vieillissement et l'augmentation soutenue des coûts structurels des soins de santé exerceront une pression considérable sur ces dépenses.

Des projections effectuées par des chercheurs de l'Université Laval suggèrent que les dépenses publiques de santé pourraient augmenter de 30 milliards de dollars de 2013 à 2030, passant ainsi de 8,5 % à 13,5 % du PIB. Cette croissance à long terme des dépenses publiques de santé pourrait largement dépasser celle prévue à moyen terme par le gouvernement du Québec<sup>3</sup>.

Des 30 milliards en question, près de la moitié proviendra des effets du vieillissement de la population, alors qu'une plus petite part sera attribuable à l'accroissement de la population en raison de l'immigration. À cela s'ajoutera la

croissance des coûts structurels des soins de santé.

Ces projections signifient que les dépenses publiques de santé, en proportion des revenus du gouvernement, pourraient atteindre près de 70 % des revenus totaux en 2030 si aucune mesure d'atténuation n'est prise. Il s'agit bien sûr d'estimations, mais la plupart des études sur le sujet vont dans le même sens : le vieillissement de la population va entraîner une détérioration des finances publiques du Québec<sup>4</sup>.

Mais le vieillissement n'affectera pas que les coûts de santé et les finances publiques. Selon un rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le phénomène touchera également le marché immobilier<sup>5</sup>. La SCHL prévoit que le ralentissement observé dans les mises en chantier de copropriétés persistera et que la construction résidentielle (en particulier le segment multirésidentiel) sera fouettée par la construction de résidences pour personnes âgées.

Un autre aspect de notre vie économique affecté en raison d'une population vieillissante sera le marché de l'emploi. À la lumière du retrait massif anticipé de travailleurs du marché du travail, l'OCDE a sonné l'alarme en 2015 en soulignant qu'il est crucial de donner aux travailleurs âgés plus de choix et de meilleures incitations à l'emploi. « Élargir les possibilités, pour les Canadiens, affirme l'OCDE, de se maintenir plus longtemps en activité sera profitable tant pour l'économie que pour les travailleurs eux-mêmes<sup>6</sup>. »

Selon l'Organisation, le Canada est mieux placé que beaucoup d'autres pays, car sa population vieillira moins vite. Toutefois, il devra adopter des mesures pour prolonger la présence des 65 ans et plus sur le marché du travail. L'OCDE préconise qu'on permette de toucher un revenu de pension et un salaire au même moment, en plus d'accroître la participation des demandeurs âgés aux programmes d'aide à la recherche d'emploi.

- 
1. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, selon les projections démographiques de Statistique Canada, le poids démographique des provinces des Prairies pourrait excéder celui du Québec (24 % contre 21 %) dans moins de 50 ans (2063), et le poids démographiques des 4 provinces de l'Atlantique pourrait diminuer pour s'établir à moins de 5 % de la population canadienne.  
<http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/151027/dq151027a-fra.htm?cmp=mstatcan>
  2. Gouvernement du Québec, « Le plan économique du Québec », Tableau A. 10, mars 2015.
  3. <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2013s-45.pdf>
  4. Joanis, M. et Montmarquette, C., « La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec », IRPP, Choix, vol. 10, n° 9, octobre 2004 ; Lefebvre, M., Les finances publiques du Québec : l'heure des choix a sonné, Conference Board du Canada, novembre 2010 ; Robson, W., « The

glacier grinds closer : how demographics will change Canada's fiscal landscape », E-brief n° 106, Toronto, C. D. Howe Institute, 2010 ; Godbout L. et al., « La soutenabilité budgétaire des finances publiques du gouvernement du Québec », Document de travail, chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, janvier 2014.

5. <http://www.schl.ca/marchedelhabitation/>

6. <http://www.oecd.org/fr/els/emp/vivreetravaillerpluslongtemps.htm>

---

# GLOSSAIRE AVEC DES EXPLICATIONS SIMPLES ET CLAIRES

---

## Agroalimentaire

Agricole et alimentaire et qui a trait à des aliments produits et transformés par l'industrie agricole.

## Appel d'offres

Demande de soumissions d'entreprises en concurrence pour offrir un service ou produire un bien.

## Atypique

Qui n'est pas dans la norme, qui est différent, qui ne présente pas le type commun habituel.

## Bande passante

Données chargées lorsque vous naviguez sur Internet : plus vous téléchargez de gros documents, plus il y a d'opérations qui s'accumulent, plus vous occupez de la bande passante !

## Banque centrale

Institution qui émet la monnaie et établit la politique monétaire : autrement dit, c'est elle qui décide de l'évolution du taux directeur, qui guide les prêts entre banques et les taux d'intérêt du marché.

## Barrière non tarifaire

Dans le but de protéger un marché, un pays peut imposer un tarif sur un produit importé (qui en affecte son prix) ou barrière non tarifaire, telle que l'imposition d'un critère précis et spécialisé ou l'adoption d'une loi spéciale, comme l'obligation d'un niveau de production nationale élevé, etc.

## Biodiversité

Vie, organismes vivants qui composent un milieu naturel particulier.

## Capital de risque

Argent disponible et investi dans une activité qui pourrait ne pas rapporter de rendement ou qui pourrait engendrer des pertes. Le danger de voir son capital de base disparaître est plus grand dans le capital de risque que dans d'autres types d'investissements, comme des entreprises jugées sûres ou encore dans l'immobilier, bien que des risques existent aussi dans ce secteur.

## Carbone

Très présent dans la nature, vient du mot « charbon ». Hydrocarbures, énergies fossiles, gaz à effet de serre.

## Collusion

Connivence entre deux ou plusieurs parties pour fixer des prix au préjudice d'une autre partie, souvent les clients ou les contribuables !

## Concurrence

Plusieurs entreprises œuvrant dans un secteur et rivalisant d'ingéniosité pour offrir de meilleurs prix, produits et services.

## Correction

En Bourse, baisse d'au moins 10 % de l'indice principal ou d'une catégorie d'actions sous le dernier sommet. Un marché baissier commence généralement après un recul de 20 % par rapport au dernier

sommet.

### Cours légal

Monnaie qui ne peut pas être refusée pour faire un paiement. Si vous voulez payer votre pain et votre beurre en cailloux des rivières, votre marchand va les refuser parce qu'ils n'ont pas de cours légal. Mais il devra accepter vos dollars canadiens !

### Crédit

Fait d'accorder le droit de payer plus tard. Mais, attention, si on vous fait crédit, il est bien possible que vous ayez à payer des intérêts.

### Crise financière

Crise caractérisée par une chute boursière, un arrêt ou un ralentissement des prêts par les banques, des difficultés de solvabilité ou des faillites dans les institutions financières. Dans l'histoire récente, les États-Unis ont connu des crises financières en 1929 et 2008. Également, on se rappellera notamment la crise asiatique en 1997 et la crise argentine au tournant des années 2000.

### Cyberattaque

Attaque informatique ou numérique qui a pour but de paralyser le fonctionnement d'un système ou de voler des données ou de l'argent.

### Décarboniser

Réduire, puis retirer complètement le carbone d'une production. Une entreprise qui change ses véhicules à essence pour des véhicules électriques « décarbonise » sa flotte.

### Déficit

Déficit généré par un solde négatif dans un budget gouvernemental : les dépenses sont plus élevées que les revenus.

### Déflation

En période d'inflation, les prix montent. Lorsqu'on parle de désinflation, c'est que la hausse des prix est de moins en moins forte. Et dans le cas d'une déflation, les prix sont carrément en baisse.

### Délocaliser

Déplacer des activités, des emplois, des usines dans des pays ou des régions où les coûts de main-d'œuvre et de production sont faibles. Quantité d'entreprises depuis 20 ans ont déplacé des activités en Asie, au Bangladesh ou au Mexique.

### Demande

Représente ce qui est commandé, acheté et consommé dans le marché.

### Demande intérieure

Somme des dépenses de consommation, des investissements des entreprises et des gouvernements à l'intérieur d'un territoire (pays, État, province, région, ville).

### Dette

Montant qui a été emprunté par un État, une province ou un pays, et qui est dû. Une grande partie de la dette est due aux investisseurs qui ont acheté des obligations gouvernementales. La dette d'un citoyen, c'est ce qu'il doit rembourser au fil du temps. Ainsi, vous avez une hypothèque immobilière, un prêt auto et un prêt étudiant. C'est votre dette !

### Dividende

Somme qui est versée aux actionnaires à partir des bénéfices d'une entreprise.

### Dow Jones

Entreprise américaine d'informations financières, qui a notamment créé l'indice des 30 grandes valeurs

industrielles de la Bourse de New York, l'indice Dow Jones.

### Écofiscalité

Taxes et tarifs qui s'appliquent sur des produits ou des activités qui polluent. L'objectif est d'en réduire leur utilisation. Des incitatifs fiscaux peuvent aussi s'appliquer à des produits ou à des activités qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou qui en émettent peu.

### Écosystème

Milieu qui regroupe des organismes vivants, végétaux et bactériens.

### Énergie fossile

Hydrocarbures généralement fortement carbonisés. Pétrole ou charbon, notamment, dont l'utilisation doit être réduite pour espérer limiter le réchauffement climatique.

### Équité intergénérationnelle

Objectif établi pour s'assurer que les prochaines générations ne porteront pas le poids financier, écologique, économique des décisions qui sont prises aujourd'hui ou qui ont été prises dans le passé et qui doivent être corrigées.

### Exploitation

Action de forer et de tirer la ressource du sol en vue de l'exploiter.

### Exploration

Action de forer et de vérifier la quantité de ressources dans le sol en vue de l'explorer.

### Fonds d'investissement

Véhicule financier dans lequel on investit de l'argent avec d'autres épargnants dans le but d'obtenir du rendement. Un fonds peut être composé d'actions, d'obligations, de liquidités et d'autres fonds.

### Fracturation hydraulique

Technologie ayant pour but de briser la roche avec des jets d'eau, de sable et de produits chimiques à haute pression pour en dégager des hydrocarbures comme du gaz et du pétrole.

### Grande Dépression

Période au cours de laquelle la production mondiale a enregistré une chute abrupte, estimée à 15 %, de 1929 à 1933.

### Grande Récession

Période de 2008 à 2009, marquée par une crise financière et économique aux États-Unis.

### Idéologie

Philosophie, idées, théorie sur le fonctionnement politique, social, économique. Idéologie marxiste ou néolibérale, par exemple.

### Impôt

Somme obligatoirement versée au gouvernement par les contribuables et les sociétés à partir de leurs revenus.

### Incitatif fiscal

Avantage accordé à un contribuable ou à une entreprise pour encourager une dépense ou un investissement. Exemple : crédit d'impôt de 30 % sur les salaires pour les entreprises qui ouvrent un studio de jeu vidéo au Québec. Ou encore : crédit d'impôt de 15 % pour les dépenses de construction afin d'encourager les gens à rénover leur maison.

### Indice

Indicateur qui permet de mesurer l'évolution d'une donnée et de la comparer à partir d'un dénominateur commun. Exemple : l'indice des prix à la consommation permet de chiffrer la hausse ou la baisse des prix.

Ou encore : l'indice Dow Jones est un pointage de la valeur et du poids des entreprises qui font partie de l'indice. L'indice Big Mac permet de comparer le pouvoir d'achat entre les pays.

### Inflation ou indice des prix à la consommation

Mesure de la variation des prix des biens et des services, le plus souvent d'une année à l'autre.

### Innovation

Nouveaux biens ou services issus d'une trouvaille technologique, d'une recherche ou d'un développement qui permet de rendre plus efficace un processus de fabrication ou d'utilisation.

### Interventionnisme

Gouvernement qui multiplie les investissements dans l'économie ou qui nationalise des activités contrairement à un gouvernement qui souhaite réduire sa portée dans l'économie, laisse le marché agir et ouvre la voie à des privatisations d'activité.

### Keynésianisme

Philosophie inspirée de l'économiste John Maynard Keynes qui favorise une intervention de l'État, surtout lorsqu'il est nécessaire de relancer l'économie.

### Libéralisme

Philosophie économique qui a pour objectif de laisser opérer les « forces du marché », qui favorise les initiatives des entreprises privées et qui tend à réduire la taille de l'État.

### Marché

Système où se déroulent des transactions. C'est le cas tant sur le marché boursier qu'au marché Jean-Talon ou dans les marchés de Noël. On entend parfois dans les médias : « Le marché a mal réagi... » Ce sont les opérateurs de marchés, les investisseurs qui ont mal réagi dans la réalité et qui sont présentés comme un tout en parlant du marché.

### Nuage

Placer des données en nuage, c'est stocker son information à l'extérieur de son ordinateur. Ce sont des entreprises qui ont des serveurs informatiques pour stocker de l'information. Exemples : vos courriels sur Hotmail sont en nuage. Le « Drive » de Google, où vous pouvez écrire des documents, c'est aussi en nuage.

### Obligation

Titre que vous pouvez acheter et vendre. Les obligations sont des titres de dette émis par un gouvernement ou une entreprise qui cherche du financement. En retour, un intérêt vous est versé pour vous rémunérer. L'obligation vous est remboursée à l'échéance qui est définie à l'avance.

### Offre

Représente ce qui est produit ou en voie de production, puis offert sur le marché pour la vente afin de répondre à la demande.

### Parité des pouvoirs d'achat

Mesure visant à comparer le pouvoir d'achat entre deux pays.

### Pérennité

État de ce qui dure très longtemps.

### Plus-value

Hausse de la valeur d'un bien inchangé. Exemple : une station de train de banlieue est construite dans votre quartier. Vous n'avez pas rénové votre demeure, mais elle a pris de la valeur grâce à l'ajout du service. C'est la plus-value.

### Politique fiscale

Toute mesure gouvernementale en matière d'imposition et de taxation des citoyens et des sociétés, les



avantages fiscaux, les allocations et les prestations.

### Politique monétaire

Gestion de la banque centrale affectant l'état de l'économie et établissement des taux d'intérêt.

### Population active

Personnes en âge de travailler, au travail ou au chômage.

### Précaire

État d'un emploi dont la durée est incertaine.

### Produits de base

Matières premières, ressources.

### Productivité

Valeur de la production par heure de travail. Quand une technologie apparaît et qu'elle permet d'augmenter la production par heure de travail, on dira que le taux de productivité augmente.

### Quota

Quantité de production ou d'importation permise. C'est le cas pour la production laitière au Canada et pour les produits laitiers achetés à l'étranger.

### Ratio

Rapport entre deux données. Exemple : le ratio dette/PIB du Québec est de 55 %. Autrement dit, la dette équivaut à 55 % du PIB du Québec.

### Régime à cotisations déterminées

Régime de retraite où les cotisations des participants sont fixées à l'avance, alors que les prestations à la retraite, elles, pourraient fluctuer.

### Régime à prestations déterminées

Régime de retraite où les prestations des participants sont fixées à l'avance, alors que les cotisations des travailleurs fluctuent.

### Régime complémentaire

Régime de retraite avec l'employeur, en complément de la pension fédérale de vieillesse, des rentes de la RRQ ou du RPC. C'est un régime complémentaire et il est souhaitable d'en avoir un puisque les prestations publiques à la retraite sont faibles au Canada par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.

### Rendement

Valeur de ce qu'a rapporté un placement, une technologie ou une embauche par rapport à l'investissement de départ.

### Rente

Revenu périodique en fonction d'un placement. Au Québec, vous pouvez commencer à toucher vos rentes à 60 ans, à 65 ans sans pénalité. Cette rente est fonction de vos cotisations au fil de votre vie au travail.

### Ressources

Matières premières.

### Sécurité de la vieillesse

Pension que tous les Canadiens touchent à 65 ans. À partir d'un certain revenu, il faut rembourser la pension.

### Socio-économique

Relation entre les phénomènes sociaux et économiques.

### Solde budgétaire

Déficit ou surplus ; c'est le total net du budget, la différence entre les dépenses et les revenus.

### Solde structurel

Total de la différence entre les dépenses et les revenus incompressibles, immuables, et qui ne fluctuent pas avec la conjoncture de l'économie.

### Spéculation

Miser, anticiper les fluctuations du marché dans le seul but de réaliser un profit.

### Tarif

Prix payé pour l'utilisation d'un bien ou d'un service.

### Taux

Rapport entre deux données qui permet d'exprimer une valeur relative en pourcentage.

### Taux d'intérêt

Valeur en pourcentage de l'intérêt à payer ou à recevoir par rapport à la valeur d'un sous-jacent (un actif, une obligation, un prêt).

### Taux de capitalisation

Valeur future du capital que détient un régime de retraite, par exemple par rapport aux engagements prévus envers les bénéficiaires.

### Taux directeur

Taux de la banque centrale qui guide l'évaluation d'autres taux.

### Taxe à la consommation

Taxe payée au moment de la consommation d'un bien ou d'un service.

### Travailleur autonome

Qui n'est pas salarié, n'est pas chômeur, n'est pas retraité. Travaille à son compte.

### Volatilité

Ampleur des mouvements et fluctuations sur le marché d'un actif financier.

## Sigles et acronymes

**ALENA** Accord de libre-échange nord-américain

**AMF** Autorité des marchés financiers

**BAPE** Bureau d'audiences publiques en environnement

**CEFRIO** Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations

**CELI** Compte d'épargne libre d'impôt

**CEPR** Centre for Economic Policy Research

**CIRANO** Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

**CIRODD** Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable

**CO<sub>2</sub>** Dioxyde de carbone (formule chimique)

**CSN** Confédération des syndicats nationaux

**CTIC** Conseil des technologies de l'information et des communications

**ESG** École des sciences de la gestion de l'UQAM

**FERR** Fonds enregistré de revenu de retraite

**FMI** Fonds monétaire international

**FRV** Fonds de revenu viager

**FTQ** Fédération des travailleurs du Québec

**G20** Groupe des 20\*

**GES** Gaz à effet de serre

**HEC** Hautes études commerciales

**IDH** Indice de développement humain

**IEDM** Institut économique de Montréal

**IPC** Indice des prix à la consommation

**IRIS** Institut de recherche et d'informations socioéconomiques

**IRPP** Institut de recherche en politiques publiques

**ISO** Organisation internationale de normalisation

**ISQ** Institut de la statistique du Québec

**IVM** Indice « Vivre mieux »

**NBER** National Bureau of Economic Research

**OCR** Observatoire de la consommation responsable de l'ESG UQAM

**OMC** Organisation mondiale du commerce

**OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques

**OIT** Organisation internationale du travail

**ONU** Organisation des Nations Unies

**OPEP** Organisation des pays exportateurs de pétrole

**PDG** Président et directeur général ou Président et chef de la direction

**PIB** Produit intérieur brut

**PME** Petite et moyenne entreprise

**PTP** Partenariat transpacifique

**RAP** Régime d'accèsion à la propriété

**REEE** Régime enregistré d'épargne-études

**REER** Régime enregistré d'épargne-retraite

**RPC** Régime de pensions du Canada

**RRQ** Régie des rentes du Québec

**RVER** Régime volontaire d'épargne-retraite

**SAQ** Société des alcools du Québec

**SCHL** Société canadienne d'hypothèques et de logement

**SEC** Securities and Exchange Commission

**SRG** Supplément de revenu garanti

**S&P** Standard and Poor's

**TPS** Taxe sur les produits et services

**TVQ** Taxe de vente du Québec

**UE** Union européenne

**UPA** Union des producteurs agricoles

**UQAM** Université du Québec à Montréal

**UQTR** Université du Québec à Trois-Rivières

**WEF** World Economic Forum

\* Dix-neuf pays et Union européenne : Afrique du Sud, Canada, Mexique, États-Unis, Argentine, Brésil, Chine, Japon, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Arabie saoudite, Russie, Turquie, France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Australie.

---

# INDEX

---

1929

1987

60 minutes

Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)

Accord de Paris (COP<sup>21</sup>)

Afrique du Sud

Agent économique

Airbnb

Alberta

Alepin, Brigitte

Algorithme

Allemagne

Alstom

*Alternatives économiques*

Amazon

American Airlines

Anges Québec

Anticosti

Appalaches

Apple

Arabie saoudite

Archambault, Martin-Luc

Argentine

Armah, Nii Ayi

Asimo

Assouplissement quantitatif

Austérité

Auto-mobile (nom d'entreprise)

Automatisation

Autorité des marchés financiers du Québec (AMF)

Bachand, Raymond

Bakken

Bangladesh

Banque centrale d'Europe (BCE)

Banque de France

Banque du Canada

Banque Royale (RBC)

Baril, Gilles

Barrière non tarifaire

Beauchemin, Serge

Bébé-boumeurs  
Bell  
Bermudes  
*Big data*  
Biocarburant  
Bitcoin  
Blanchard, Olivier  
Bombardier  
Bouée, Charles-Édouard  
Bourse du carbone  
Boyer, Marcel  
Brown, Dominique  
Brundtland, Gro Harlem  
Bulle  
Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE)  
Bureau de la concurrence  
*Buy America*  
*Buy American*  
Californie  
Cameron, David  
Canalisation <sup>9b</sup>  
Capital  
Capital de risque  
Capital humain  
Capital naturel  
Capitalisme  
Car<sup>2</sup>-go  
Carbone (CO<sup>2</sup>)  
Carburant  
Cartel  
CBS (chaîne de télé)  
Centre for Economic Policy Research  
Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO)  
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)  
Charlebois, Sylvain  
Chauvel, Louis  
Chili  
Chine  
Chypre  
Coiteux, Martin  
Classe moyenne  
Collusion  
Coefficient de Gini  
Colombie-Britannique

Colorado  
Commission Charbonneau  
Compte d'épargne libre d'impôt (CELI)  
Conseil des technologies de l'information et des communications (CTIC)  
Construction  
Contribution santé  
Cook, Tim  
Corée du Sud  
Correction  
Couillard, Philippe  
Crise financière  
Croissance  
CROP  
Cyberattaque  
Dakota du Nord  
Danemark  
*Dans l'œil du dragon*  
Daoust, Fernand  
Déconsommation  
Décrochage  
Décroissance  
Déflation  
Délocalisation  
Delorme, François  
Dématérialisation  
Dépression  
Dérégulation  
Désindustrialisation  
Désinflation  
Dette  
Dette illégitime  
Deutsche Bank  
Développement durable  
Diplôme  
Divorce  
Dollar américain  
Dollar canadien  
Dostaler, Gilles  
*Double Irish*  
Drainville, Bernard  
Drone  
Dropbox  
Duhamel, Marc  
Durand, Marc  
Dutil, Marc

Écofiscalité  
École d'entrepreneurship de Beauce  
École des sciences de la gestion (ESG)  
Écologie  
Économie collaborative  
Économie écologique  
Économie du partage  
Économie souterraine  
Économie verte  
*EconomistThe*  
Écosse  
Écotaxe  
Éducation  
Emploi atypique  
Empreinte écologique  
Enbridge  
Endettement  
Énergie Est  
Énergie fossile  
Entrepreneur  
Entrepreneuriat  
Entreprise citoyenne  
Entreprise en démarrage  
Environnement  
Épargne  
Espagne  
Essence  
État-providence  
Éthique  
Évasion fiscale  
Évitement fiscal  
Exubérance irrationnelle  
Externalité  
Facebook  
Famille biparentale  
Famille monoparentale  
Flaherty, Jim  
*Flash crash*  
Fondaction CSN  
Fonds de revenu viager (FRV)  
Fonds de solidarité FTQ  
Fonds de travailleurs  
Fonds des générations  
Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR)  
Fonds monétaire international (FMI)



Fortin, Pierre  
Fractionnement du revenu  
Fracturation hydraulique  
France  
Fraude  
Fréchette, Jean-Denis  
Friedman, Milton  
G<sup>20</sup>  
Galbraith, John Kenneth  
Garderies  
Gauthier, Philippe  
Gaz naturel  
Gestion de l'offre  
Ghosn, Carlos  
Glassdoor  
Godbout, Luc  
Goodall, Chris  
Google  
Google Car  
Grande Dépression  
Grande Récession  
Grèce  
Greenspan, Alan  
Groleau, Marcel  
Harper, Stephen  
*Homo economicus*  
Homsy, Mia  
Honda  
Hotmail  
Hydrocarbure  
Hydro-Québec  
Hypothèque  
Immigrant investisseur  
Immobilier  
Impôt  
Imprimante 3D  
Indice Big Mac  
Indice de développement humain (IDH)  
Indice des prix à la consommation (IPC)  
Indice « Vivre mieux » (IVM)  
Industrialisation  
Inégalités  
Inflation  
Infonuagique

Informatisation  
Instagram  
Institut C.D. Howe  
Institut de recherche en politiques publiques (IRPP)  
Institut du Québec  
Institut économique de Montréal (IEDM)  
Investissement Québec  
Irlande  
Israël  
Italie  
Japon  
Jeudi noir  
Jeune pousse  
Joanis, Marcelin  
Jones, Earl  
Kahneman, Daniel  
Kennedy, Robert  
Kinova  
Krach  
Krugman, Paul  
Laberge, Louis  
Laherrère, Jean  
Laisser-faire  
Landry, Normand  
Langlois, Simon  
Leed  
Lehman Brothers  
Leitao, Carlos  
Lenovo  
Lévesque, René  
Libéralisme  
Libre-échange  
Libre marché  
LinkedIn  
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi <sup>3</sup>)  
Loto-Québec  
Lundi noir  
Luxembourg  
Madoff, Bernard  
Malbouffe  
Manitoba  
Manufacturier  
Marcellus  
Marché

Marcil, Ianik  
Marois, Pauline  
Marx, Karl  
Maryland  
McLuhan, Marshall  
Médias sociaux  
Mégadonnées  
Ménage  
Mer du Nord  
Merkel, Angela  
Mexique  
Microsoft  
Mill, John Stuart  
Monnaie régionale  
Monnaie virtuelle  
Montana  
Moreau, Pierre  
Morneau, Bill  
Natalité  
National Bureau of Economic Research (NBER)  
Nazi  
Néolibéral  
Néolibéralisme  
*New Deal*  
New York  
*Newsweek*  
Niveau de vie  
Nobel  
Norris, Doug  
Nortel Networks  
Norvège  
Nuage  
Obama, Barack  
Obésité  
Océan Arctique  
Oeuf  
Ohio  
Oléoduc  
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)  
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)  
Organisation internationale de normalisation (ISO)  
Organisation internationale du travail (OIT)  
Organisation mondiale du commerce (OMC)  
Paradis fiscal  
Parité des pouvoirs d'achat

Parizeau, Jacques  
Partenariat transpacifique (PTP)  
Péage  
Péréquation  
PetroChina  
Pétro-dollar  
Pétrole  
Pew Research Center  
Pic pétrolier  
Pigou, Arthur Cecil  
Piketty, Thomas  
Pipeline  
Planche à billets  
Plus-value  
Politique monétaire  
Politique fiscale  
Pollueur-payeur  
Pollution  
Ponzi, chaîne de  
Ponzi, Charles  
Portugal  
Pouvoir d'achat  
Précariat  
Précarité  
Prêt à haut risque (*subprime*)  
Productivité  
Produit intérieur brut (PIB)  
Produits de base  
Produits laitiers  
Profit  
Protectionnisme  
Qualité de vie  
Raffinage  
Rapport D'Amours  
Rationalité  
Reagan, Ronald  
Récession  
Réchauffement  
Réfugiés  
Régie de l'énergie  
Régie des rentes du Québec (RRQ)  
Régime à cotisations déterminées  
Régime à prestations déterminées  
Régime d'accession à la propriété (RAP)  
Régime de pensions du Canada (RPC)

Régime de retraite  
Régime enregistré d'épargne-études (REEE)  
Régime enregistré d'épargne-retraite (REER)  
Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER)  
Réindustrialisation  
Renault-Nissan  
Rente  
Réserve fédérale américaine (Fed)  
Responsabilité individuelle  
Responsabilité sociale  
Ressources  
Retraite  
Rio  
Robotisation  
Rogers  
Roosevelt  
Rose, Charlie  
Royaume-Uni  
Rubin, Jeff  
Russie  
Sables bitumineux  
Saint-Jean, Étienne  
Salaire minimum  
Salaire moyen  
S&P 500  
S&P/TSX  
Sans fil  
Saskatchewan  
Scarfone, Sonny  
Schiste  
Seconde Guerre mondiale  
Sécurité de la vieillesse  
Securities and Exchange Commission (SEC)  
Seuil de pauvreté  
Shanghai  
Shaw Communications  
Sinopec  
Sirois, Charles  
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)  
Société des alcools du Québec (SAQ)  
Sorman, Guy  
Spéculatif  
Spéculation  
Spotify  
*Start-up*

Stern, Nicholas  
Stiglitz, Joseph  
Stoddart, Jennifer  
Suède  
Suisse  
Suncor  
Syndicalisation  
Système de plafonnement des échanges  
Taillefer, Alexandre  
Tarif  
Tarification  
Taux de change  
Taux négatif  
Taxe  
Taxe carbone  
Taxe pigouvienne  
Taxe « soda »  
Technologie de l'information  
Télécommunications  
Telus  
Terre-Neuve-et-Labrador  
Thatcher, Margaret  
TransCanada  
Travail à temps partiel  
Travail au noir  
Travail juste-à-temps  
Travailleur autonome  
Trente glorieuses  
Trudeau, Justin  
Truman, Harry  
Tsipras, Alexis  
Twitter  
Uber  
Un pour cent  
Union des producteurs agricoles (UPA)  
Union européenne (UE)  
Université du Québec à Montréal (UQAM)  
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)  
Université Oxford  
Utilisateur-payeur  
Vache à lait  
Valero  
Vancouver  
Venezuela  
Vie privée

Vieillessement  
Volaille  
Volatilité  
Walmart  
Waridel, Laure  
Wind Mobile  
Wolf, Martin  
World Economic Forum (WEF)  
Wyoming  
YouTube  
Yuanqing, Yang  
Zone euro  
Zorn, Nicolas

## Crédits photos et illustrations

Photos de couverture Marco Campannozi

p. 14 Vipman / Shutterstock

p. 17 David Boily / La Presse (Pierre Fortin) ; François Roy / La Presse (Philippe Couillard)

p. 19 François Roy / La Presse

p. 26 Istock.com / EdnaM

p. 29 Istock.com / Asafta

p. 34 Rob Crandall / Shutterstock.com

p. 37 Georgios Kollidas / Shutterstock.com (Karl Marx) ; Gobierno de Chile (Thomas Piketty)

P. 41 Olex Kmet / Shutterstock

p. 43 David Boily / La Presse

p. 44 MapensStudio / Shutterstock

p. 47 EdStock/Istock.com (Bernard Madoff) ; Ivanoh Demers / La Presse (Earl Jones)

p. 50 Marco Clarizia / Dreamstime.com

p. 51 MapensStudio / Shutterstock

p. 61 Istock.com / nd3000

P. 69 Istock.com / AlonzoDesign

P. 70 Marysuperstudio / Shutterstock

p. 73 Istock.com / Johavel

P. 83 Skypicsstudio / Vectorstock

p. 84 Istock.com / ChrisSteer

P. 87 Istock.com / Tacktack

p. 90 David Boily / La Presse (Alexandre Taillefer) ; www.ampme.com (Martin-Luc Archambault) ; Ivanoh Demers / La Presse (Marc Dutil)

p. 95 Alain Roberge / La Presse (Jim Flaherty) ; Robert Skinner / La Presse (Louis Laberge)

p. 107 360b / Shutterstock.com

P. 108 Istock.com / Kreatiw

P. 132 EtoileArk / Shutterstock

p. 142 Chris Collins of the Margaret Thatcher Foundation (Margaret Thatcher) ; The Friedman Foundation for Educational Choice (Milton Friedman)

P. 147 Istock.com / Alex Belomlinsky

p. 154 Bryan Solomon / Shutterstock

p. 158 Istock.com / Nicolas McComber

p. 167 Qingqing / Shutterstock

p. 178 Vadym Nechyporenko / Shutterstock

p. 195 Jeff Wasserman / Shutterstock

p. 198 Monkey Business Images / Shutterstock

P. 200 Istock.com / Zubada

p. 204 Istock.com / Askold Romanov

p. 208 Catwalker / Shutterstock.com

p. 210 MNStudio / Shutterstock

p. 219 Dotshock / Shutterstock

p. 224 Daryl Lang / Shutterstock.com

p. 228 Bibipphoto / Shutterstock.com

p. 232 Ivanoh Demers / La Presse



---

# REMERCIEMENTS

---

Un merci très chaleureux à Caroline Jamet pour sa confiance et pour l'occasion qu'elle nous a offerte de pouvoir produire un deuxième livre avec les Éditions La Presse. Merci, Caroline, pour la vision, l'accueil, le temps, l'écoute et l'ouverture. Merci à l'équipe des Éditions La Presse qui a travaillé sur ce livre, en particulier Sylvie Latour et Jean-François Bouchard. Merci pour vos conseils, votre regard attentif et avisé.

Merci à Véronique Beaudry, Sandrine Donkers, Carla Menza, Célia Provencher-Galarneau, Caroline Perron, Marie-Pierre Hamel, Marco Campanozzi, Sophie Sainte-Marie et France Lafuste, les propulseurs de livres !

Un merci spécial à Alain Giguère qui nous a brassé les idées.

*Gérald Fillion et François Delorme*

Sur le plan personnel, merci à Sébastien Barangé, mon inspiration de tous les instants. Merci à mes parents, à mes amis, aux collègues, aux acteurs de l'actualité économique, engagés, investis, soucieux de faire avancer notre société.

Et merci à vous, auditeurs, téléspectateurs, lecteurs. Vous avez raison d'être curieux. Merci. Tout ça, c'est grâce à vous.

*G. F.*

Un merci tout spécial à mes étudiantes et étudiants qui m'incitent à devenir plus clair, plus simple, donc nécessairement meilleur. Je remercie les nombreux collègues dont les fréquentes discussions m'ont poussé à creuser plus avant plusieurs des questions abordées dans ce livre, en particulier Jean-Pierre Aubry, Pierre Fortin, Luc Godbout, Éric Pineault et Pierre-Olivier Pineau. Les propos tenus dans ce livre ne les engagent évidemment en rien.

Finalement, je tiens à remercier ma femme, Josée Blanchette, pour son soutien enthousiaste tout au long de ce projet. Ce deuxième opusculé lui est amoureusement dédié.

*F. D.*



# L'ÉCONOMIE C'EST PAS COMPLIQUÉ

COMPRENDRE L'ACTUALITÉ

Chaque jour, l'économie fait la manchette. Les informations sont truffées de mots, d'idées et de concepts qui ne sont pas toujours expliqués. Rendre compréhensibles ces réalités économiques parfois complexes, voilà le défi que se sont lancé **Gérald Fillion** et **François Delorme** avec le livre *L'économie c'est pas compliqué*.

L'ouvrage présente au total 60 sujets d'actualité que les auteurs exposent avec clarté et concision, sans oublier une touche d'humour. *Développement durable, pouvoir d'achat, schiste, prix du pétrole, population vieillissante, évasion fiscale...* autant de réalités qui ont un impact sur nos vies.

Car l'économie, c'est bien plus que des indices boursiers et des rapports financiers.

C'est la vie de tous les jours et ça nous concerne tous.



**GÉRALD FILLION** est l'animateur de *RDI Économie* et de *Vocation* : leader à l'antenne d'ICI RDI. Depuis 2001, il intervient dans les téléjournaux, à la radio et sur le site web de Radio-Canada. Il a reçu le prix de journalisme en littérature financière en 2013 de l'Institut québécois de la planification financière. En 2009, Influence Communication révélait que Gérald Fillion est le journaliste le plus cité au Québec quand il est question d'économie.



Économiste, **FRANÇOIS DELORME** enseigne à l'Université de Sherbrooke tout en ayant sa firme de consultation. Il a publié de nombreux articles scientifiques et de vulgarisation. Il a été économiste en chef à Industrie Canada et a travaillé comme haut fonctionnaire au ministère fédéral des Finances ainsi qu'à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris. Il a été président de l'Association des économistes québécois. Il contribue fréquemment aux médias écrits ainsi qu'à *RDI Économie*.



editionslapresse.ca

les éd  
éditions  
LA  
PRESSE